

Paul Rassinier

**Le discours
de la
dernière chance**

1953

TABLE DES MATIERES

<i>Table des matières</i>	2
<i>Avertissement de l'éditeur</i>	4
<i>Exorde</i>	7
<i>Première partie - Un moment historique : De l'avant-dernière guerre à la prochaine</i>	22
Chapitre premier : 1919	22
Chapitre II : Un problème millénaire	30
I - Histoire de la thalassocratie	31
II - Histoire de l'Angleterre	34
III - Le monde après 1919	37
IV - La rivalité franco-allemande	38
Chapitre III : La Thalassocratie moderne	42
<i>Deuxième partie : Les structures économiques et sociales</i>	46
Chapitre IV : Système monétaire, production circulation et consommation de la richesse	46
Une expérience significative	47
Du troc à la monnaie	48
La stabilisation monétaire	49
La royauté factice et éphémère de l'or	51
Les politiques monétaires	53
Le calcul des États-Unis	54
Le cas de la France	56
La défense de la monnaie	57
Vanté des slogans	59
L'expérience Schacht	60
Quelques idées neuves	61
Chapitre V : Le déficit budgétaire ou l'économie de guerre permanente	65
Les ressources de l'État	67
L'impôt	68
Impôts et économies	69
La réforme de la fiscalité	70
Le renversement de la conjoncture	73
Une économie de guerre	74
Chapitre VI : « Lorsque l'enfant paraît... »	76
La politique de la natalité	77
Les résultats	78
Incidences économiques	79
La ronde infernale	80
Finale	82
Chapitre VII : Le petit sottisier de l'économiste distingué	85
La productivité	85
Nous ne manquerons pas d'acier !	85
De grappe en cuve...	86
Angleterre-Allemagne-Japon	86
La représentation nationale	87
Payez vos impôts	87
Malgré cela...	88
Évolution de la formule de l'impôt	88

Évolution des dépenses budgétaires	89
La guerre d'Indochine	89
Le cercle vicieux	90
La politique financière	90
En attendant...	92
Chapitre VIII : Une refonte des structures est-elle possible ?	94
<i>Troisième partie : La philosophie du malheur</i>	<i>105</i>
Chapitre IX : Slogans	105
La légitime défense	105
Le droit des peuples	107
L'honneur national	108
Mourir debout...	109
Pour le Socialisme !	111
Chapitre X : Les paradoxes de la politique de force	114
Paradoxes en chaîne	115
Le triomphe de l'argutie	117
Le fond du problème	118
Au-delà de la polémique	119
<i>Péroration</i>	<i>122</i>
La dernière chance	122
Et d'abord, la guerre est-elle fatale ?	124
Les antimunichois, leur victoire et sa rançon	126
Devant la guerre...	127
Un autre paradoxe	129
Le premier pas	130
Le pouvoir, voilà l'ennemi !	131
Écueils	132
Les événements de Corée	134
L'Histoire et le moment historique	135
Supputations	137
Les pacifistes par le biais	139
Et maintenant ?	143

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR

Rentrant des camps allemands de concentration dans un état de santé qui lui valut, par la suite, d'être rayé des cadres de l'Enseignement pour invalidité, sur sa civière, Paul Rassinier militant, journaliste, écrivain, avait juré de ne jamais rien dire, ni écrire, de l'effroyable expérience qu'il venait de vivre : il lui était apparu que c'était le seul moyen de ne pas creuser plus profond encore et plus large, le fossé qui existe entre la France et l'Allemagne.

Ses compagnons d'infortune, cependant, ne se crurent tenus ni à la même prudence, ni à la même discrétion : jouant, tour à tour, les saints, les héros et les martyrs, ils échafaudèrent, sur les camps de concentration, d'une affabulation dantesque, qui noya le problème de répression et, faisant pendant au Résistantialisme, tendant ses efforts dans le même but, finit par aboutir à la IV^e République dont le Pays meurt. Cette entreprise dont la haine est le seul mobile et le crime généralisé le seul résultat sera un jour la honte de notre littérature.

À mesure qu'elle se développa, naquit dans l'esprit de Paul Rassinier l'idée de lui faire barrage. Il écrivit alors *Le Passage de la Ligne* (1949), puis *Le Mensonge d'Ulysse* [8] (1950). Dans le premier de ces ouvrages, il racontait son expérience personnelle, en la situant sur le plan humain. Dans le second, il se livrait à une étude critique minutieuse et méthodique de la littérature concentrationnaire. Traîné devant les tribunaux par quelques hurluberlus d'un crypto-bolchevisme qui feint de s'ignorer, il fut acquitté en correctionnelle, mais en appel, condamné à quinze jours de prison avec sursis, 100 000 francs d'amende et 800 000 francs de dommages-intérêts. Présentement, il attend la décision de la Cour de Cassation, devant laquelle il s'est pourvu. [Note de l'AAARGH : il a finalement été acquitté en 1955]

Un autre se le fût tenu pour dit et eût déclaré forfait. Imperturbable, Paul Rassinier continue l'œuvre de déboufrage des crânes qu'il a entreprise.

Le Discours de la dernière chance qu'il nous donne aujourd'hui tente de renouer, sur le triple plan historique, philosophique et économique, avec les traditions de cet humanisme dont il semble bien que la dernière guerre nous ait fait perdre jusqu'au souvenir.

C'est le message d'une victime de la guerre, il dit leur fait aux graves et doctes Messieurs qui, par balourdise et cupidité, rendent les guerres inévitables, les déclarent et ne les font jamais que par personnes interposées.

Le manuscrit de cet ouvrage, comme ceux des deux précédents, a été refusé par tous les grands Éditeurs parisiens, pour crime de non-conformisme : dans l'édition parisienne, il n'y a plus de place que pour « la littérature à l'estomac », ou à la

guimauve — pour les romans verts, noirs ou roses, les petits sclérosés, qui créent la crise de la librairie en se masturbant les méninges et en s'évertuant à mettre au point trente-deux nouvelles manières de jouer du bas-ventre, pour un public naturellement indifférent à leurs mornes, mièvres et plates cogitations.

[9]

À cette conception de la littérature qui élève le culte de la médiocrité au niveau d'une institution, Paul Rassinier oppose celle qui fait de l'écrivain le témoin scrupuleux et le critique de son temps.

La Voie de la Paix a décidé de publier *Le Discours de la dernière chance* qui lui apparaît comme devant être le bréviaire de tous les hommes de bonne volonté à la recherche de la Paix mondiale.

Mais, par les temps qui courent, une entreprise de ce genre n'est pas facile : elle suppose la collaboration active du lecteur.

Il est, en effet, possible, sinon probable, qu'un ouvrage comme celui-ci, après s'y être heurté à l'hostilité des éditeurs, soit, au surplus, comme *Le Passage de la Ligne* et *Le Mensonge d'Ulysse*, boycotté sur le circuit de la vente.

L'étouffement de la pensée non-conformiste est maintenant parfaitement au point.

La Voie de la Paix espère donc que ses amis se feront un devoir de faire connaître cet ouvrage dans leur entourage.

Ami lecteur, si tu veux nous aider moralement, après l'avoir lu, prête-le à ton voisin.

Et, si tu veux nous aider matériellement, dis-lui de l'acheter en précisant que, s'il ne le trouve pas chez son libraire habituel, il peut le commander directement, par un simple virement postal (gratuit), soit à Robert Proix, Administrateur des Editions de la Voie de la Paix (211, rue Saint-Maur, à Paris, 10e, - C.C.P. Paris 5207-58), soit à Mme Paul Rassinier-Pons, à Mâcon (C.C.P. Lyon 3046-71), Pour la circonstance, détentrice, par contrat, de la propriété littéraire.

Paul Rassinier

Le discours de la dernière chance

1953

Jamais on ne vit, autant qu'à notre époque, tant de gens se prononcer sur les grands problèmes politiques, avec une arrogance dogmatique établie sur la base solide d'une impénétrable ignorance. (Léon Emery)

EXORDE

À un âge et en une saison où tous les espoirs de la vie sont reportés sur le père Noël qui approche, dès leur premier contact avec l'école, les enfants des Français sont mis au fait :

« Il y a deux mille ans, notre Pays s'appelait la Gaule. Ses habitants se nommaient les Gaulois. La Gaule était un pays sauvage et couvert de forêts. Elle était divisée en un grand nombre de petites tribus ennemies les unes des autres et se faisant continuellement la guerre. Les Gaulois, étaient, en effet, un peuple de barbares incultes, superstitieux et très querelleurs. »

On ne sait pas bien le but que poursuit cette évocation sur commande, aujourd'hui banalisée jusqu'à la corde grâce aux efforts inlassables et conjugués d'un certain Ernest Lavisse et d'une impressionnante théorie de ministres de l'Instruction publique. Il est cependant remarquable qu'après trois quarts de siècle de pratique gratuite et obligatoire, elle n'ait encore, de façon notoire, inspiré à personne, le souci de se projeter dans l'avenir et d'imaginer qu'un jour quelque nouveau Lavisse écrirait probablement

« Il y a deux mille ans, notre Pays s'appelait l'Europe. Ses habitants se nommaient les Européens. L'Europe, défrichée, accédait seulement à la vie industrielle. Elle était divisée en un grand nombre de petits états ennemis les uns des autres et se faisant continuellement la guerre. Les Européens étaient, en effet, un peuple de civilisation élémentaire, encore superstitieux et toujours très querelleurs. »

[16]

Dans quelques milliers d'années, les philosophes qui seront alors sans préjugés, ne manqueront pas de s'étonner qu'au siècle de la bombe atomique, l'homme ait été à ce point inapte aux rapprochements et aux transpositions dans le temps. Sans doute diront-ils à sa décharge que, s'il n'avait plus peur que le ciel lui tombât sur la tête, il était encore écrasé par l'éternité et qu'étant donné le bilan de ses connaissances, les phénomènes qui là jalonnent ne pouvaient lui apparaître que dans des perspectives restreintes et très cavalières. Rajeunissant la théorie des infiniment grands et des infiniment petits, ils feront à leurs, contemporains le portrait

Note de l'AAARGH : Contrairement aux idées reçues, cette phrase n'évoque pas la superstition des Gaulois mais leur bravoure. Dans l'*Anabasis* d'Arrien (vers 95-175 ap. J.-C.) qui relate les campagnes d'Alexandre le Grand, c'est la réponse des Gaulois de Galatie à ce conquérant qui s'étonne qu'ils ne le craignent pas : « Nous n'avons peur de rien, si ce n'est que le ciel nous tombe sur la tête », renvoyant Alexandre à ses moutons. Notons qu'Arrien, bien qu'écrivant cinq cents ans environ après la mort d'Alexandre, est un historien qui se réfère à des sources contemporaines de son héros ; il n'appartient pas au mouvement mythographique qui se développe autour de la personne d'Alexandre à son époque.

d'un ancêtre prisonnier de sa propre durée et dans l'esprit duquel entre un passé et un futur également abstraits, le présent concret faisait une insurmontable solution de continuité. Bien entendu, ils parleront de lui avec la même condescendance dont nous avons la générosité ou l'immodestie de faire preuve à l'endroit des premiers chefs de lignée que nous nous sommes tout de même reconnus, du côté de Néanderthal et de Cro-Magnon.

Les historiens rejoindront les philosophes. Descendant à portée d'entendement, ils traduiront en langage populaire leurs raisonnements et leurs supputations. Par exemple, ils parleront d'une échelle et diront que si l'homme n'y reportait ni le passé, ni le présent, c'était qu'il n'en soupçonnait pas l'existence. Soucieux de se faire bien comprendre, peut-être abrègeront-ils, dans cette formule imagée, le portrait qu'ils en feront: ne voyant pas le vaste écran sur lequel se déroule le film, à plus forte raison ne pouvait-il y distinguer les personnages et il était normal que le sens de la comédie lui échappât.

Dressant ce qui sera l'archéologie de notre époque, ou se penchant sur elle, les uns et les autres retiendront tous les documents qui leur seront parvenus et, il ne leur viendra probablement plus à l'idée de les solliciter. Car il faut espérer qu'il n'y aura plus d'Histoire officielle et que la politique s'inspirera des faits au lieu d'en inspirer ou d'en imposer l'interprétation. Dans ce climat de recherche de la vérité pour elle-même, peut-être noteront-ils que Churchill avait perpétuellement un cigare aux lèvres, Hitler, des moustaches à la Charlot, du cynisme et une grande envergure, Staline, un couteau entre les dents, Mussolini, la Pétacci, Truman, un magasin de bretelles et une fille, Herriot, une pipe, et la Chrétienté, une civilisation dite du Droit. Mais le monde ne sera plus en équilibre instable sur le bout du nez de Cléopâtre. Pour intéressantes qu'elles soient, ces précisions n'en iront pas moins au grand magasin de l'humour pour récréations enfantines, rejoindre le casque aux grandes ailes et le patriotisme de Vercingétorix, le cheval d'Attila, les prières de sainte Geneviève qui arrêterent les Huns, le Vase de Soissons, Messieurs les Anglais, tirez les premiers, les quarante siècles imprudemment juchés par l'autre au sommet des Pyramides d'Égypte et Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine. Dans cette réserve, la postérité des Perrault, Grimm, Andersen, Mark Twain quelques autres, aura toujours la possibilité de puiser des sujets de contes, qui, s'ils n'ont pas la saveur de ceux de *Ma Mère l'Oie* ou des *Fabliaux* de notre moyen âge, auront la même influence sur la vie publique.

Les problèmes sur lesquels on s'interrogera seront d'un autre ordre de grandeur. L'homme qu'on expliquera sera un être essentiellement social, inséparable de son milieu, lui-même inséparable de la planète et du Cosmos. L'arbre ne cachera plus la forêt, l'intérêt qu'on portera au grain de sable ne détournera plus de la dune et du vent qui la provoque. On ne définira plus les imperfections des sociétés par celles des individus qui les composent, mais, à l'inverse, celles des individus par celles des sociétés dont la morale sera, au surplus, [18] fonction d'une tradition à la fois géographique et historique. Ceci veut dire que les noms de Montesquieu et de Rousseau, associés dans la même vénération, franchiront les millénaires.

Les médecins, déjà, dans la plupart des maladies, accordent autant, sinon plus d'importance, à l'état général du patient qu'à celui de l'organe affecté. Les philosophes et les historiens imiteront les médecins. Ils ausculteront les sociétés et, avant de se prononcer sur le cas de l'Homme qui est leur organe affecté, ils dresseront le bilan de leur état général qui est la civilisation. Par quoi on voit qu'ils devront être en même temps des spécialistes de l'anatomie sociale, c'est-à-dire des économistes et des sociologues.

Les difficultés viendront de la Civilisation elle-même. Il n'y a, en effet, pas plusieurs mais une seule civilisation qui essaime en se déplaçant dans le temps et dans l'espace. C'est cette unité qu'on aura le plus de peine à dégager. Fera sensation le premier qui lui donnera pour symbole, couchés sur la boule ronde, les bois d'un grand Janus-cerf, poussant leurs cors dans quatre directions et plus ou moins de part et d'autre de l'Équateur. Mais, ce synopsis une fois admis, les choses seront beaucoup plus simples. Confucius, Jésus-Christ et Karl Marx, le Grand Cyrus, Ramsès II, Napoléon et Hitler, Périclès et François Ier, Phidias et Picasso, les jardins suspendus de Babylonie et ceux du Luxembourg, les abattoirs de chevaux de Solutré et ceux des porcs de Chicago, le Temple de Louqsor et l'Opéra, la Victoire de Samothrace et la statue de la Liberté, les cités lacustres de la Gaule, les buildings de New York, les grottes des Eyzies et les huttes de branchages des Polynésiens ou des nègres bantous de 1951, les tours de Notre-Dame et le clocher de mon pays seront pêle-mêle rejetés dans une préhistoire dont les limites auront reculé sur nous à pas de géant et, dans tous les esprits, aussi contemporaine les uns des autres [19] que le sont, pour nous, l'ichtyosaure, l'iguanodon, le ptérodactyle et de l'archéoptéryx.

Dans la Civilisation ainsi comprise, sur les bois du cerf témoin, les cors, placés sous un éclairage nouveau, seront ce qui retiendra l'attention. À la naissance de chacun d'eux, les spécialistes des maladies sociales débrideront un immense phlegmon boursoufflé de cadavres desséchés : ceux de tout un cycle de révolutions impuissantes et de guerres plus ou moins exutoires, mais d'aussi peu de résultats. Ici, penseront-ils en refermant le premier phlegmon après en avoir tiré toute l'horrible substance, une civilisation est morte. En débridant le second, ils s'apercevront qu'elle était seulement tombée pour la première fois, qu'elle avait réussi à se relever, qu'elle était repartie clopin-clopant, à la recherche de cieux plus cléments, qu'elle avait cru les trouver, qu'elle avait fleuri, s'était épanouie, puis, exténuée, était à nouveau tombée sous le fardeau, du même cycle de révolutions impuissantes et de guerres plus ou moins exécutoires, dans les mêmes circonstances et, très probablement pour les mêmes raisons. Poursuivant leurs investigations, de cor en cor, ils reconstitueront, à l'échelle de la planète, un grand chemin de croix qui en fera le tour dans les deux sens.

La première évidence qui surgira de ces travaux, c'est que la Civilisation, une dans sa conception, est cependant multiple et très diverse dans ses formes simultanées ou successives et que chacune d'entre elles, peut-être dans un instinctif et secret espoir de renaître ailleurs et à son gré, se résigne à mourir à l'endroit où elle

est née, par refus de se transformer, c'est-à-dire de se plier aux exigences conjuguées de la nature et du progrès.

[20]

La seconde, c'est que, des hordes aux empires, pour autant qu'elle se soit nuancée ou diversifiée, il y a deux domaines, au moins, dans lesquels la civilisation est restée rigoureusement semblable à elle-même : la structure des groupes humains, dans ses justifications, les circonstances des révolutions et des guerres. On ne tiendra, en effet, pas pour une réforme fondamentale de l'institution le fait que la famille gauloise ait vécu dans la hutte égalitaire et la famille américaine dans le *cottage* ou le gratte-ciel, ou que la famille islamique ait été polygame et la chrétienne monogame : de même qu'au temps des huttes gauloises il y avait des villes et des palais sur le bord oriental de la Méditerranée, de même, au temps des *cottages* et des gratte-ciel, il y a, de par le vaste monde, des taudis ou des cases et des cahutes qui n'ont rien à envier aux huttes gauloises et, quant à la polygamie et à la monogamie, elles sont de tous les temps.

Pas davantage on ne retiendra la navigation à vapeur, les chemins de fer, l'automobile et l'aviation comme témoins de différences essentielles dans leur origine et leur nature, entre l'État de MM. Roosevelt, Churchill, Hitler, Mussolini ou Staline. et celui de Napoléon, Catherine II, Richelieu, Charles-Quint, Charlemagne, Jules César, Ramsès II, Philippe de Macédoine, Alexandre, Cyrus, Lycurgue et Solon. La notion d'État qui aura traversé les âges — jusqu'à nous, du moins — et qu'on retrouvera intacte, sous toutes les latitudes, est un mélange étudié de Lycurgue et de Solon, à peine teinté de Platon.

Spartacus, les jacqueries, la conjuration des Égaux, la guerre des paysans en Allemagne, la querelle séculaire des Wu et des Chang, en Chine, la guerre de Sécession en Amérique, seront des phénomènes identiques à des échelles différentes tentes.

[21]

On admettra sans discussion que l'Empire grec, né de la guerre du Péloponnèse, est mort des guerres médiques au profit de Rome. Les guerres puniques et la conquête des Gaules n'auront d'intérêt que dans la mesure où elles seront considérées comme ayant préparé le terrain à Constantin et à Charlemagne, lesquels s'effaceront, à leur tour, devant le Saint Empire romain et germanique. On dira que les guerres européennes du XVIIe et du XVIIIe siècles ont consacré la mort de ce Saint Empire au profit du *Commonwealth* britannique, lequel sera mort au profit de Washington ou de Moscou, de toutes celles qui auront eu lieu depuis, sur un signal donné par Napoléon.

Personne ne prétendra jamais plus que, dans ce microcosme qu'est la branche hellénistique de la Civilisation, l'heure de Paris ou de Berlin pouvait sonner à l'horloge sidérale. Et personne, non plus, qu'élargie aux dimensions ou élevée au niveau des branches hindoustane, chinoise ou péruvienne, mais ramenée aux groupes humains, à leurs déplacements ou à leur prolifération, cette Civilisation n'apparaît pas comme un cancer géant greffé sur la nature et véhiculé par les guerres.

C'est dire que les guerres seront au centre de tous les débats dans lesquels l'homme des temps futurs se cherchera et essaiera de se représenter à lui-même son devenir collectif au moyen de son passé.

La distance qui nous sépare de cet âge d'or de la pensée ? Précisément, toute la question est là : avant toute chose, il importait donc de procéder à l'inventaire des éléments qui sont susceptibles de constituer une réponse.

[22]

À faire figurer au nombre des bons esprits qui se sont essayés à une explication de notre temps et qui l'aient fait avec quelque sérieux ou, du moins, qui en aient conquis une notoriété d'assez bon aloi, on ne voit guère que MM. Gonzague de Reynold, Toynbee et Jacques Pirenne.

Après eux, il n'y a plus que les marxistes dont la promotion reste incertaine, les spécialistes du lieu et du moment historiques, victimes de la déformation professionnelle, et quelques dilettantes qu'on prend volontiers pour des polémologues, mais qui ne sont peut-être que des polémistes au service des politiciens.

Pour réconfortante qu'elle soit quant à ses intentions, l'entreprise des trois premiers n'est cependant pas exempte de certaines réserves quant à sa formule et à ses résultats dans le domaine de l'acquis ou du probable. M. Gonzague de Reynold, qui semble avoir l'intuition la plus sûre du proche avenir de l'humanité, semble bien aussi être trop influencé par le fait russe du XXe siècle pour que son crédit ne souffre pas de discussion. M. Toynbee, emporté par sa foi, ne conçoit, lui, que très peu de choses en dehors de la chrétienté. Et quant à M. Jacques Pirenne, s'il se propose de dégager les grands courants de l'Histoire universelle, il ne se laisse pas moins entraîner en cours de route à un rétrécissement sensible et inattendu de ses horizons. Levant le rideau sur une fresque très bien venue, qui va des Origines à l'Islam, dès son troisième tome, il ne voit plus que ce qui se situe entre les traités de Westphalie et la Révolution française. Au quatrième, il est refoulé entre la Révolution française et celle de 1830 c'est-à-dire dans des limites plus étroites encore. Parti du monde pour expliquer le monde, il a glissé insensiblement, et probablement instinctivement, sur la France, qu'il a fini par prendre pour son centre. Or, dans l'humanité de demain, la France ne comptera pas [23] plus que dans celle d'aujourd'hui, la Franche-Comté, la Lombardie, l'Illinois ou les Cornouailles.

À des degrés divers, selon qu'il s'agit de l'un ou de l'autre, tous trois sont victimes de ne s'être que relativement affranchis des méthodes de l'Histoire historisante, d'avoir sacrifié aux notions, depuis longtemps dépassées, d'État, de Nation ou de Patrie, et de ce que la pureté des intentions, si elle est une circonstance atténuante, ne peut en aucun cas être considérée comme une vertu documentaire ou explicative.

Je passe sur les marxistes. Bourlingués entre leurs origines hégéliennes et leur destinée stalinienne, ils font commencer l'Histoire du monde à Karl Marx et fixent sa fin à Lénine et à ses épigones. Ayant méconnu Bakounine, ils ont laissé Riazanov mourir en disgrâce à Moscou. Ils sont comme loups entre eux et leur conception

commune de la dialectique est si capricieuse qu'il n'en est aucun chez lequel on ne puisse relever, sur les principes et les interprétations, des prises de position contradictoires à des intervalles qui varient entre vingt-quatre heures et une année. Qu'ils n'aient que peu de crédit s'explique très bien. Qu'il eût pu en être autrement n'est pas douteux et qu'il le puisse encore ne l'est pas moins : le jour où ils s'apercevront que Marx fut lui-même dominé par son temps et que, dans le fatras de ses écrits, la conception matérialiste de l'Histoire, dont il ne fit que poser les jalons, reste à dégager.

Je passe aussi sur les spécialistes du lieu et du moment historiques. Ils sont à l'Histoire ce que l'amateur de tulipes de La Bruyère était au jardinage. Hellénistes, latinistes ou égyptologues passionnés de la reine Elizabeth ou de sa cousine Christine, de Charles XII, de la Révolution française, des Borgia, de Jeanne d'Arc ou de Napoléon, noyés dans les détails, isolés des réalités de leur temps, ils dressent, dans [24] l'ombre et le silence de leur cabinet, de savantes et remarquables monographies qui isolent à leur tour les faits de leur contexte historique et en rendent imperceptibles le sens et la portée. Leurs travaux sont inscrits sous une cote à la Bibliothèque nationale. Le grand public les ignore déjà et, un jour, dans une France réduite aux dimensions d'une province du monde, notre Bibliothèque nationale n'aura ni plus d'importance, ni plus d'intérêt, que n'importe laquelle des bibliothèques de nos Sociétés départementales d'Émulation.

Restent les dilettantes.

À mon sens, ils ne sauraient être mieux représentés ici que par MM. Pierre Gaxotte et Raymond Aron.

M. Pierre Gaxotte nous vient d'Action Française. Pendant des années, il récitait la prière quotidienne des habitués de la maison : tout ce qui est national est nôtre. Il la récitait toujours et cette fidélité est à son crédit. Mais il est visiblement incommodé par la signature de son auteur et les qualités dont il la faisait suivre : le duc de Guise, héritier légitime des quarante rois qui, en mille ans, firent la France. Fussent-ils rois, quarante hommes échelonnés sur mille ans, M. Pierre Gaxotte a dû penser que ce n'était pas beaucoup pour mettre au point cette œuvre d'art qu'à ses yeux reste la France. Peut-être même a-t-il attribué à la prétention de ces rois la responsabilité d'un livre qui parut il y a quelque quarante ans - l'Histoire de France de Gustave Hervé. Pour répondre à l'un et pour donner aux autres une plus juste notion de leur importance historique, il a donc écrit l'Histoire « des Français qui, tous ensemble, ont fait la France ». Mais Gustave Hervé est mort, et plutôt deux fois qu'une. Quant à M. Maurras, qui n'est pas mort et par qui, seulement, le duc de Guise exista, [25] s'il était en liberté¹ comme il se devrait, il n'en pourrait pas moins être considéré comme ayant donné toute sa mesure et beaucoup plus brillamment qu'efficacement. Cette double circonstance fait déjà que, si cette polémique a un objet, M. Pierre Gaxotte est seul à en connaître.

Mais il y a plus : même si, un jour, ces Français qui ont fait la France ne pouvaient être ramenés aux proportions actuelles des Bourguignons qui ont fait la

¹ Depuis que ce texte a été écrit, M. Maurras a été remis en liberté et Il est mort.

Bourgogne ou des Arvernes qui ont fait Gergovie, M. Pierre Gaxotte semble bien tenir pour nul qu'ils aient eux-mêmes été conçus par étapes et par des gens nés sur les bords du Gange ou de l'Indus, du Tigre et de l'Euphrate, du Nil, de l'Eurotas, de la Volga et de la Vistule, des oueds nord-africains, du Guadalquivir, du Tibre, du Rhin et du Danube, c'est-à-dire dont aucun n'était français. Enfin, dans son livre, bien que mille critiques de détail soient d'une rare pertinence, rien ne se dégage qui pourrait conduire à supposer qu'après avoir fait la France, ces Français en réduction aient encore à être de ces Européens qui feront l'Europe, puis de ces hommes tout court qui seront capables de s'abstraire de leur milieu et feront l'Humanité. Sans doute parce qu'il pense que les Origines et le Devenir sont l'affaire de la Providence, M. Pierre Gaxotte a cru pouvoir s'en tirer en les ignorant équitablement. Il était donc inévitable que le caractère essentiellement transitoire du phénomène francien ne lui tombât pas sous le sens. Et, de là à lui donner des proportions démesurées, il n'y avait qu'un pas qu'il franchit aisément.

Visiblement, M. Raymond Aron avait d'autres ambitions : on ne jurerait pas qu'influencé par Burnham et hypno[26]tisé par les lauriers de ce brillant théoricien de la *Révolution permanente* que fut Trotski, il n'ait eu la prétention de se hisser à son niveau et, à l'autre extrémité de l'horizon, d'être, lui, le théoricien de la guerre permanente.

Si on tient pour évident que la civilisation est arrivée au terme de son évolution, c'est-à-dire que la structure des sociétés modernes est définitive, il faut bien convenir que, sur cette planète qui a fait son plein d'États dont chacun endigue les besoins vitaux de ses voisins, la guerre est le seul palliatif ou le seul antidote de la révolution.

M. Raymond Aron ne dit certes pas les choses aussi crûment et, probablement, ne les conçoit-il pas aussi clairement. Au centre de son système, si on peut appeler ainsi ce long monologue sur les guerres en chaîne, il n'y a pas la guerre en soi, envisagée comme résultante du jeu d'un certain nombre de facteurs politiques et économiques, moraux et sociaux, abstraction faite du désir ou de la volonté des hommes aveugles qui les font ou les laissent inconsciemment jouer dans un certains sens, mais la guerre qui vient, ou plutôt qui risque chaque jour un peu plus redoutablement d'éclater entre le bloc atlantique et le bloc soviétique. Et ce qui l'effraie, ce n'est pas tant ce conflit lui-même, pris sous le feu des impératifs de la morale, — que, sur le plan pratique, la somme, des horreurs dont il est gros. Si on pouvait le ramener aux dimensions de la guerre de 1870-71, M. Raymond Aron trouverait que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Mais cela ne se peut : l'expérience prouve qu'en se répétant, la guerre élargit son champ de développement et multiplie l'horreur. Sous cet angle, le prochain conflit se situe donc dans la progression enregistrée de 1870 à 1914 et de 1914 à 1939 : il sera le plus gigantesque que l'Histoire ait jamais connu, d'où la nécessité de l'éviter. Or, ceci ne paraît [27] possible à M. Raymond Aron qu'à la condition, non pas d'arrêter la guerre froide à tout prix, car cette solution ne se conçoit pas, mais de la prolonger le plus possible et, si besoin était, jusqu'au-delà des limites du pensable.

On voit tout de suite que cette philosophie fait la part du feu, qu'elle est à base, non d'individualisme mais de circonstance, d'expédients et d'accommodements, non de principes ou de postulats, de recherche du moindre mal à un niveau arbitrairement fixé, non du mieux ou du bien.

La guerre froide, en effet, n'est autre chose que la guerre des deux blocs par personnes interposées. Elle relève des mêmes lois que la guerre tout court : aujourd'hui Corée et presque Indochine, elle peut être, demain, Iran, Égypte, Yougoslavie, Grèce ou Turquie, et tout cela ensemble. Il ne paraît toutefois pas qu'elle puisse déborder ces proportions sans se transformer en guerre chaude — et combien ! — c'est-à-dire sans impliquer la participation directe de Moscou et de Washington.

M. Raymond Aron prend bien le soin de nous prévenir que sa guerre froide, aussi longtemps qu'on soit obligé de la prolonger, est tout de même essentiellement, provisoire, le terme en étant, ainsi qu'il saute aux yeux, l'écroulement peut-être lointain, mais fatal, du régime soviétique. Mais c'est justement, et surtout, la formulation de ce pronostic relativement optimiste qui lui donne son caractère de permanence à l'échelle d'une génération au moins, si ce n'est de plusieurs. Car, si on peut tenir pour certain l'écroulement du régime soviétique, celui de ce puzzle mal ajusté qu'est le système atlantique, ne l'est pas moins. D'où la question — lequel s'écroulera le premier ?

[28]

Au surplus, même si ce devait être le soviétique, la solution de M. Raymond Aron, qui postule un désaccord irréductible sur la division politique et économique du monde, ouvre la voie à une autre qui serait le résultat d'un accord.

Contrairement à ce qu'un vain peuple semble penser, une telle éventualité n'est pas une pure construction de l'esprit. Dans la mesure où elle n'est pas réglementée, la guerre froide peut évoluer vers la guerre tout court, au gré du hasard et, tout en jouant le jeu, chacun des deux adversaires garde licence de s'assurer sur l'autre un avantage quelconque, à l'occasion. Mais un avantage pour l'un, s'il était appréciable, ce serait la défaite assurée pour l'autre. Il y a donc une première question subsidiaire qui se pose : qui des deux aura le premier l'avantage qui lui permettra de supputer une issue victorieuse à son profit ? Il y en a une autre : le vainqueur lui-même ne sortirait-il pas de l'épreuve dans un état tel qu'il impliquerait sa mort à brève échéance sur le cadavre du vaincu ? L'expérience semble bien prouver que, pour survivre à sa victoire, le vainqueur n'a jamais eu le choix qu'entre deux moyens : modifier ses propres structures sociales ou préparer et faire une nouvelle guerre. Jusqu'à ce jour, il s'en est toujours tiré par le second. Les circonstances continueront-elles longtemps encore à se prêter au jeu ? Et le jour n'est-il pas proche où il n'aura plus d'autre ressource que le premier, c'est-à-dire la mort des classes sociales privilégiées ?

Dès lors que ces classes sociales se sentiraient de part et d'autre condamnées à une mort parallèle ou simultanée et que, réalisant les aléas de la guerre froide du type Raymond Aron, elles auraient aussi, dans un éclair, le sentiment qu'il leur est tout

aussi impossible de revenir à la paix que d'affronter la guerre, il est raisonnable de penser qu'elles peuvent en venir à envisager une solution de « sagesse » moyenne : main[29]tenir, d'un commun accord, les hostilités à un niveau d'horreur et de dévastation compris entre le minimum rêvé qui est la Corée ou l'Indochine, ou les deux ensemble, et le maximum redouté, qui est l'embrasement de tout le sud-asiatique, de l'isthme qui relie l'Asie et l'Afrique et du cordon des États sud-européens.

À tant faire que de supposer un accord, autant le supposer parfait. Dans l'ombre traîtresse des repaires diplomatiques, donc, des ambassadeurs des parties pourraient, par exemple, se rencontrer et mettre au point la construction, au-dessus de la Méditerranée ou de l'Atlantique, d'une gigantesque esplanade qui s'inscrirait dans la tradition pharaonique et serait à la mesure de la Tour de Babel. On présenterait ce projet aux peuples émerveillés comme étant le fruit d'un brusque retour à des rapports humains entre les deux blocs et sous les espèces d'une sorte de pont destiné à les faciliter et à leur donner un caractère définitif. En admettant que les possibilités des hommes soient au niveau de leurs aspirations, l'entreprise serait menée à son terme dans la joie et l'enthousiasme de la fraternité retrouvée.

En fait, la réalisation de cet exploit poursuivrait des buts beaucoup moins nobles. Aménagé, sous un prétexte quelconque, à égale distance des deux rives, un ingénieux système télé-commandé de bascule permettrait de transformer à volonté le pont en déversoir. Deux trottoirs roulants aux dimensions y aboutiraient, qui feraient s'y rencontrer, pour le grand saut dans les abîmes, l'un venant de Moscou, les populations, l'autre de Washington, les richesses créées par le travail, soit les deux facteurs de perturbation que les impératifs du profit empêchent de se rencontrer sur les marchés pour la consommation.

[30]

Aux deux extrémités la presse célébrerait la perfection des échanges culturels et commerciaux et mettrait en évidence, en même temps que leur étonnante rapidité, les beautés du voyage confirmées par des récits apocryphes. On se disputerait les places, soit au titre de simple voyageur, soit à celui de convoyeur des marchandises. Il faudrait des millénaires pour que la tragique supercherie éclatât aux yeux des peuples abusés.

Sur la guerre froide de M. Raymond Aron dont elle n'est que la représentation la plus étudiée, cette solution, qui n'est pas tellement impertinente, aurait cet avantage appréciable que, produisant les mêmes effets bienfaisants, elle les produirait plus proprement et moins bruyamment. Elle supprimerait, en outre, toutes les raisons de guerre — radicalement — et elle garantirait la coexistence pacifique des deux systèmes dans le statu quo, sans qu'il soit possible à l'un de conquérir une quelconque suprématie sur l'autre.

De sa manière de voir, il ne faut point tenir grief à M. Raymond Aron. Formé, lui aussi, à l'école historisante, il ne peut que raisonner dans le cadre de ses principes et de ses méthodes. S'il en discute parfois les interprétations, ce n'est jamais que sur un détail et seulement pour en reporter l'insuffisance ou la médiocrité, non sur une

théorie à remettre en cause, mais sur les hommes qui la représentent plus ou moins officiellement. Et s'il lui arrive de penser qu'il y a aussi une école sociologique, c'est encore par ses faiblesses sur le détail qu'il l'aborde, mais, cette fois, en les grossissant pour en mieux rejeter la conception en bloc. Aussi peut-il se donner les apparences du non-conformisme tout en continuant de penser qu'il y a une solution d'équité dans la structure actuelle du monde; que cette équité, conçue au niveau des États et dans leurs rapports mutuels, se confond avec celle qu'on est en droit de rêver au niveau des individus [31] que les causes des guerres sont essentiellement d'ordre psychologique et relèvent du patriotisme mal compris, du sentiment national, de questions de dignité, d'honneur, voire de prestige, les problèmes économiques ou sociaux n'étant qu'accessoires ; et que, par conséquent, dans ce domaine, tout est uniquement du ressort des chancelleries. Dans cette singulière philosophie, la guerre de 1914 est la suite logique de celle de 1870, laquelle avait déséquilibré l'Europe au profit de l'Allemagne avide et orgueilleuse, en humiliant, injustement et à l'excès, une France « vêtue de probité candide et de lin blanc ». L'équilibre européen étant indispensable, on ne pouvait donc pas échapper à l'obligation de faire ou de soutenir cette guerre, le malheur étant seulement qu'on ne sut pas la terminer de telle sorte que celle de 1939 fût rendue impossible. Quant à cette dernière, bien que les raisons en fussent contenues dans le traité de Versailles, on eût pu l'éviter ; on ne sut pas, mais cela n'est encore rien : ce qui est grave, c'est qu'on choisit mal son adversaire, qu'on la conduisit mal et qu'on manqua par deux fois l'occasion de la bien terminer, toutes choses qui créent les conditions du prochain conflit et rendent impérieuse la nécessité de prendre en considération la thèse de M. Raymond Aron. Comme on le voit, si la chaîne est courte, ses maillons sont relativement gros et ceci, qui compense cela, propose en même temps le remède qui n'est pas de la briser, mais de la passer au laminoir et de l'étirer dans le fil continu de la guerre froide ou permanente.

Dans le cadre de ce raisonnement, il n'est peut-être pas discutable que M. Raymond Aron soit un non-conformiste, mais il l'est moins encore qu'il soit surtout le théoricien de la situation à usage exclusif de l'un des deux adversaires.

En face, il ne doit pas manquer de maîtres à penser à cette mesure, pour saisir la balle au bond et la renvoyer à l'occasion.

[32]

Si on l'entend de cette façon, il résulte assurément de cet inventaire que l'Histoire est impuissante à expliquer notre temps et à en projeter les institutions et les mœurs sur l'avenir. Souvent posée, la question fut souvent résolue dans ce sens. Un peu hâtivement, ont cependant pensé, en se demandant s'il n'y aurait pas lieu d'incriminer seulement la méthode, un certain nombre d'esprits qui, pour n'avoir point encore conquis la notoriété (dans ce monde étrange où elle n'est plus conférée que par la politique en fonction du service rendu) n'en pourraient pas moins être réputés bons. De même qu'il y a deux Testaments, nous avons ainsi, depuis quelque temps, deux méthodes historiques.

L'une, l'ancienne, procède par larges fresques et poursuit la restitution de situations d'ensemble dont elle étudie le développement, qu'elle aligne ou juxtapose

au long des siècles jusqu'à les faire s'expliquer les unes par les autres. Dans la situation du peintre paysagiste devant son chevalet, l'opérateur choisit les éléments de la composition et leur assigne une place, leur donne une importance et une couleur qui sont au gré de son inspiration, de son humeur ou de ses convictions. Avec les meilleures intentions et de la meilleure foi, il ne peut jamais s'abstraire de son œuvre et, par là même, il lui donne un sens. Des impondérables seuls peuvent, le déterminer à mettre en valeur, parfois à son insu, Danton plutôt que Robespierre, ou le petit Bara plutôt que Gracchus Baboeuf. Les faits sont à sa merci.

L'autre, au contraire, se place au-dessus de l'Histoire entendue comme une chronologie, une nomenclature ou une fresque. Elle choisit les phénomènes de notre temps qui ont été de tous les temps et, remontant le cours des âges, elle les étudie en les replaçant successivement dans tous leurs con[33]textes historiques. Dans cette méthode, le choix étant résolu, ce sont les faits qui s'imposent à l'opérateur : ils le tiennent à tel point à leur merci qu'à peine d'être taxé d'insuffisance ou de forfaiture, il ne peut dissimuler ou négliger aucun de leurs aspects. On voit que, plus indépendante du facteur humain, elle offre plus de garanties, mais aussi qu'elle ne pourra bénéficier de tout le crédit qu'elle mérite qu'à partir du moment où la sociologie aura elle-même bénéficié d'une promotion sans réticence dans la branche des sciences.

Je ne pense pas qu'à ce jour, cette seconde méthode ait été mieux illustrée que par MM. Gaston Bouthoul et Albert Camus, lesquels ont précisément choisi comme centres d'intérêt l'un la guerre et, l'autre la révolte.

À l'actif de M. Gaston Bouthoul, on note, entre autres, des titres, comme *Huit mille traités de Paix*, *Cent millions de morts* et, tout récemment, *Les guerres*, avec, en sous-titre, *Traité de Polémologie*. Ce sociologue consciencieux se soucie assez peu des bienfaits de la paix ou des horreurs de la guerre. Célébrer les une et faire du lyrisme sur les autres équivaut, selon lui, à remplacer les recherches, médicales par des odes à la bonne santé et des lamentations. La guerre est un phénomène de laboratoire et il convient de l'examiner aussi froidement que, sur son patient, le médecin suit l'évolution d'une maladie. Prêchant d'exemple, il se livre lui-même à une étude de morphologie comparée des guerres, à la recherche de leurs éléments techniques, démographiques, économiques, politiques, psychologiques. De l'ensemble de ses manipulations, il ressort, que la guerre est la conséquence de la structure interne des sociétés humaines, du déséquilibre que l'atrophie ou l'hypertrophie de l'un quelconque de ces éléments y introduit et des modifications qui en résultent inévitablement dans la nature de leurs rapports entre eux.

[34]

Bien qu'il la formule à peu près dans ces termes, cette conclusion importe peu : s'il pense, par exemple, que l'élément démographique est une cause essentielle de conflit, M. Gaston Bouthoul démonte si méticuleusement et si complètement le mécanisme social, qu'il fournit lui-même au lecteur les moyens de penser que le rôle déterminant revient à n'importe lequel des autres — l'élément économique notamment, bien qu'il fasse à son sujet les plus expresses réserves — ou à tous et à

aucun. C'est l'avantage du procédé : tandis que la méthode historisante ne propose qu'implicitement, c'est-à-dire insidieusement, et coupe court à toutes les discussions autres que sur la matérialité des faits — et encore ! — la méthode sociologique, au contraire, les appelle sur les problèmes qu'ils posent et peut se permettre de conclure explicitement. M. Gaston Bouthoul est si peu soucieux d'imposer ses interprétations qu'il réclame, depuis fort longtemps, la création d'un Institut de polémologie dont la mission serait d'étudier cette maladie du corps social qu'est la guerre, comme on étudie ailleurs le cancer ou la tuberculose, maladies du corps humain. Dirai-je que la réalisation de ce vœu favoriserait singulièrement, chez l'Homme, une prise de conscience claire de son destin et qu'elle serait la première chance réelle qui lui ait jamais été offerte ?

Le cas de M. Albert Camus est un peu différent : sa voix a des résonances d'autant plus jeunes qu'on la sent muer dans des conditions qui sont celles d'un drame vraiment shakespearien. D'autant plus émouvantes, aussi. Peut-être serait-il injuste d'évoquer *Lady Macbeth* à son propos, mais *Le rocher de Sisyphe*, il sait bien que c'est lui qui le remonte sans cesse au sommet de la montagne. Toute son œuvre traduit une obsession : *Les justes*, *L'Étranger*, *Caligula*... C'est qu'Albert Camus a été pris au dépourvu par les événements de la guerre et que, s'il sait que la leçon des exemples est [35] seule valable, il sait ail aussi qu'il a été mêlé à ces événements dans une mesure et dans un sens qu'il ne peut porter à son crédit. Comble de malheur, il n'a pas la désinvolture d'un Renan et il se sent incapable d'écrire tout de go que « la foi que l'on a eue ne doit pas être une chaîne et (que) l'on est quitte envers elle lorsqu'on l'a soigneusement roulée dans le linceul de pourpre où dorment les Dieux morts ». *La prière sur l'Acropole* n'est pas son genre, il a un autre sentiment de sa dignité et, surtout, de sa responsabilité. Qu'il s'en console, c'est là son honneur et son mérite. Sa chance aussi : au royaume de mon Père, il y a toujours plus de place pour un pécheur repenté que pour cent justes qui n'ont jamais péché...

Si donc, Albert Camus, étudiant les réactions possibles de l'homme aux prises avec les structures sociales, conclut au devoir de la révolte, et s'il cherche en même temps à le concilier avec le refus du meurtre, on le conçoit aisément.

Heathcliff, dit-il, dans *Les Hauts de Hurlevent*, tuerait la terre entière pour posséder Cathie, mais il n'aurait pas l'idée de dire que ce meurtre est raisonnable ou justifié par le système. Il l'accomplirait, là s'arrête toute sa croyance... Mais à partir du moment où, faute de caractère, on court se donner une doctrine, dès l'instant où le crime se raisonne, il prolifère comme la raison elle-même, il prend toutes les figures du syllogisme.

Or, le crime qui court se donner une doctrine et qui se raisonne, c'est la guerre, mais c'est aussi — hélas ! — la révolution. Expéditions punitives contre le crime et justifiées par lui, toutes deux deviennent très rapidement le crime qui légifère, si elles sont victorieuses, et elles légitiment à leur tour d'autres guerres ou d'autres révolutions. Gandhi était sorti de ce cercle vicieux en élaborant la doctrine de la non-violence. Il se peut que M. Albert Camus s'oriente dans cette direction mais, s'il n'en était pas ainsi, il n'en resterait pas moins que [36] *L'homme révolté* a défini les

principes d'une morale à l'intention de laquelle la création d'une Chaire spéciale serait indiquée, à l'Institut de Polémologie de M. Gaston Bouthoul.

Peut-être le lecteur pensera-t-il qu'avec ces deux noms seulement, le palmarès de l'école sociologique est particulièrement défavorisé. Il en est d'autres qu'on pourrait y ajouter : Paul Louis, Francis Delaisi, Jacques Duboin, Georges Lefranc, Jean Fourastié, Georges Friedman... Ils arrivent aux mêmes conclusions. Mais leurs raisonnements sont centrés sur des problèmes connexes : la condition ouvrière, le salariat, le pouvoir d'achat, les rapports de la production et de la circulation des richesses, le syndicalisme, la monnaie, etc. Et j'ai craint qu'ils n'apparussent point si probants à une opinion, peu familière — hélas ! — de ces questions.

Le moment est maintenant venu de rappeler la mésaventure posthume qui arrive à Victor Hugo.

Commentant l'Exposition universelle qui se tenait à Paris, en 1867, il écrivait, en effet, dans un ouvrage assez peu connu dont le titre était *Paris-Guide* :

Au XXe siècle, il y aura une nation extraordinaire. Cette nation sera grande, ce qui ne l'empêchera pas d'être libre. Elle sera illustre, riche, pensante, pacifique, cordiale au reste de l'humanité. Elle aura la gravité douce d'une aînée. Elle s'étonnera de la gloire des projectiles coniques, et elle aura quelque peine à faire la différence entre un général d'armée et un boucher ; la pourpre de l'un ne lui semblera pas très distincte du rouge de l'autre. Une bataille entre Italiens et Allemands, entre Anglais et Russes, entre Prussiens et Français, lui apparaîtra comme nous apparaît une bataille entre Picards et Bourguignons. Elle considérera le gaspillage du sang humain comme inutile. Elle n'éprouvera que médiocrement l'admiration d'un gros chiffre d'hommes tués. Le haussement [37] d'épaules que nous avons devant l'Inquisition, elle l'aura devant la guerre. Elle regardera le champ de bataille de Sadowa de l'air dont nous regarderons le quemadero de Séville. Elle trouvera bête cette oscillation de la victoire aboutissant invariablement à de funèbres remises en équilibre et Austerlitz toujours soldé par Waterloo. Elle aura pour l'autorité à peu près le respect que nous avons pour l'orthodoxie, un procès de presse lui semblera ce que nous semblerait un procès d'hérésie, et elle ne comprendra pas plus Béranger en cellule que Galilée en prison...

Unité de langue, unité de monnaie, unité de mètre, unité de méridien, unité de code ; la circulation financière à son plus haut degré, une incalculable plus-value résultant de l'abolition des parasitismes ; plus d'oisiveté, l'arme au bras ; la gigantesque dépense des guérites supprimée ; les quatre milliards que coûtent annuellement les armées permanentes, laissés dans la poche des citoyens ; les quatre millions de jeunes travailleurs qu'annule honorablement l'uniforme, restitués au commerce, à l'agriculture et à l'industrie ; partout le fer a disparu sous la forme de glaive, et chaîne et reforgé sous la forme charrue ; la paix, déesse à huit mamelles, majestueusement assise au milieu des hommes...

Pour guerre, l'émulation. L'émeute des intelligences, vers l'aurore. L'impatience du bien gourmandant les erreurs et les timidités. Toute autre colère disparue. Un peuple fouillant les flancs de la nuit et opérant, au profit du genre humain, une immense extraction de clarté. Voilà quelle sera cette nation.

Et cette nation s'appellera l'Europe.

Victor Hugo a péché par excès d'optimisme et, depuis, les hommes de bonne volonté qui ont vécu sur ce rêve en ont reporté la réalisation de lustre en lustre sans jamais cesser de la laisser supposer très proche. Même, ils ont accoutumé d'en élargir

le champ aux dimensions du monde. Dans l'ombre, cependant, les autres ne cessaient d'en empêcher les conditions à mesure qu'elles se dessinaient.

Le dessein des seconds et leur jeu ont toujours été insoupçonnés des premiers et ce curieux paradoxe n'a encore com[38]mencé de frapper, ni dans ses données, ni dans ses effets. Ceci revient à dire qu'on ne saurait reporter les espoirs de Victor Hugo sur le XXI^e siècle sans s'exposer à la même mésaventure.

Mais les écarter à tout jamais serait aussi vain — en dépit qu'il soit assez peu encourageant, l'inventaire auquel je viens de me livrer n'en comporte pas moins des éléments qui les autorisent et les justifient. Bien entendu, il faut d'abord que les méthodes sociologiques d'investigation réussissent à s'imposer et qu'elles façonnent de nouvelles élites, ce qui est la seule chance de voir de nouvelles manières de penser et de nouvelles unités d'appréciations des gens et des choses s'introduire dans les usages.

Que cette condition reporte la matérialisation du rêve, assez loin dans l'avenir, est certain, mais ne peut entrer en compte : l'homme qui se veut social doit savoir vivre historiquement. Or, vivre historiquement, c'est espérer et, très souvent, autant, sinon plus, pour sa descendance que pour soi.

Autant que la raison, le devoir commande donc d'espérer. L'expérience aussi.

Dans les siècles, à très peu près indéchiffrés et toujours très obscurs qui ont précédé la naissance du christianisme, les rois mages de l'Orient messianique s'étaient forgé une conception de la vie dans laquelle ils plaçaient tous leurs espoirs et toutes leurs raisons de vivre. Leur préoccupation essentielle était la recherche des signes annonciateurs de son triomphe. En ce temps-là, les signes étaient dans le ciel.

L'objet de cette étude est de montrer que si l'espoir est toujours dans les signes, les signes sont maintenant sur la terre.

« Parmi nous », disait Ramuz.

[39]

Mais, œuvre de militant et non de littérateur, cette étude, on l'a déjà deviné, se voulait en même temps prise de position et entreprise de vulgarisation. Elle se présente donc dans la forme d'un commentaire centré sur les quelques aspects les plus essentiels du problème et non dans celle d'un traité classique.

C'est ainsi que, sur le plan de l'Histoire, elle se borne à caractériser un moment historique de l'Humanité et à situer les guerres du XX^e siècle, dans la perspective d'une évolution multimillénaire à sens unique.

Sur le plan économique et social, trois problèmes seulement ont été pris en exemple : le système monétaire dans ses rapports avec la production, la circulation et la consommation des richesses créées par le travail des hommes, le budget des sociétés étatisées, et la question des populations. Ils ont été choisis entre tous parce qu'il rassemblent dans leurs données la presque totalité des dispositions structurales dans le cadre desquelles les facteurs économiques et sociaux se conjuguent et synchronisent d'eux-mêmes un jeu de circonstances qui conduit à la guerre avec un automatisme qui tient de la fatalité.

On a passé rapidement sur les contingences psychologiques : elles ont été considérées comme secondaires. La philosophie du malheur dans laquelle elles se concrétisent n'est qu'un alignement de sophismes dont le dessein est d'escamoter un héritage historique et social accepté, puis imposé, sans autres références morales que l'intérêt de classe lui-même habilement dissimulé derrière l'intérêt général.

Enfin, le ton du discours est celui de la confrontation : il a entraîné à de nombreuses et parfois très abondantes citations.

Le lecteur voudra bien accorder à l'auteur le bénéfice de ces considérations.

PREMIERE PARTIE - UN MOMENT HISTORIQUE : DE L'AVANT-DERNIERE GUERRE A LA PROCHAINE

CHAPITRE PREMIER :1919

J'accorde bien volontiers qu'il est beaucoup trop tôt pour prétendre à donner, de la dernière guerre, une interprétation qui apparaîtrait d'emblée, d'une indiscutable pertinente. L'entreprise se heurte à une double impossibilité : d'une part, si près de nous, l'événement est encore inconnu dans trop de ses aspects pour ne mettre pas l'opérateur en situation d'infériorité ; de l'autre, l'opinion West manifestement pas en état de réceptivité. Pour s'en convaincre, il n'est d'ailleurs que de s'arrêter un instant aux interprétations déjà proposées et aux réactions qu'elles suscitent.

À très peu près, on ne remet plus en question la légitimité de la guerre comme moyen de régler le différend germano-européen. Si on le fait, c'est seulement dans des cercles très petite, très fermes et sans aucune influence sur la vie publique ou alors, à grand tapage, en l'insérant dans la logique élémentaire et implacable d'un droit archaïque pour conclure, d'un côté comme de l'autre, qu'elle n'est pas à remettre en question. Et si, d'aventure, M. Churchill écrit :

[44]

Le président Roosevelt me dit un jour qu'il allait demander publiquement que lui fût suggéré le nom qu'il convenait de donner à la guerre. Je lui fournis aussitôt cette réponse : la-Guerre-qui-n'était-pas-obligatoire. Car il n'exista jamais de guerre plus facile à éviter que celle qui vient de ravager ce qui subsistait du monde après le conflit précédent. (*Mémoires*, Tome I.)

Chacun se met en règle avec sa conscience en pensant qu'il n'a pas dépendu de lui qu'elle fût évitée pu non, mais reste insensible à l'énormité du propos sous une telle plume. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que, pour l'immense majorité de l'opinion européenne, le plus grave grief qui soit à faire à la guerre de 1939-45 est celui-ci : on n'était pas prêts. Les Français n'étaient pas prêts, les Allemands n'étaient pas prêts, voilà tout ce à quoi on peut aboutir. Dépouillé de sa rigueur de principe et noyé dans le chaos des faits, le raisonnement est sans issue morale, ni autre Back Street.

Il arrive pourtant que des esprits un peu plus évolués se souviennent qu'un s'est battu pour libérer la Pologne et la Tchécoslovaquie en même temps que pour assurer une paix durable par la victoire des démocraties, et remarquent qu'aucun de ces trois objectifs n'a été atteint. Au plus, ils sont capables de s'offusquer qu'on ait

donné aux Russes ce qu'on refusait aux Allemands. Et ils concluent qu'on s'est trompé d'adversaires : la guerre qu'on a faite contre les Allemands, ils eussent admis qu'on la fît aux Russes, ou peut-être aux Anglais...

Une troisième catégorie, enfin, est surtout frappée par la précarité de la paix ainsi retrouvée, et le fait que tous les problèmes qui se posaient avant la guerre, se posent encore après, mais avec plus d'acuité. C'est à ceux-ci que M. Raymond Aron rend hommage de cet argument :

[45]

Il suffisait d'ouvrir les yeux, en 1946¹, pour voir que l'écrasement de l'Allemagne et du Japon ouvrait une nouvelle période de troubles. (*Les guerres en chaînes*, p. 207)

Ils pensent seulement avec lui que nous nous trouvons dans la pénible obligation de nous ingénier « à effacer les conséquences d'une victoire trop totale, ou encore de ramener cette victoire à la mesure compatible avec la résurrection du vaincu », ce qui veut dire que tout eût été pour le mieux si on avait su arrêter cette guerre un peu plus tôt, par exemple « avant l'entrée des troupes soviétiques dans le Reich et en Mandchourie, avant la destruction complète des deux États et des deux armées » (Op. cit., p. 260). Naturellement, ils sont prêts pour la prochaine, à l'issue de laquelle, s'ils survivaient, ils formuleraient des objections de la même valeur...

Tels sont, à mon sens, les trois seuls ordres de réactions dans lesquels l'opinion ait révélé son existence d'une manière sensible. Il est remarquable que, depuis 1945, personne ne lui ait, de façon notoire, proposé de nouveau le système philosophique qui conduisit jadis Bertrand Russell à conclure que, dans tous les cas, « aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même » — et même pas Bertrand Russell lui-même — c'est-à-dire que tous ceux qui s'y sont essayés soient toujours si loin d'avoir conquis droit de cité.

Et ceci s'insère dans une tradition.

[46]

Car au lendemain de l'autre guerre, le problème ne fut déjà ni pensé, ni, à plus forte raison, résolu à un niveau supérieur. Une unanimité de bonne foi, cependant, s'était réalisée sur la somme des horreurs que représentaient, à la fois, le conflit terminé et celui qui surviendrait si un mauvais sort le voulait².

¹ On aurait pu les ouvrir aussi en 1939 ! (Note de l'auteur)

² Des gens écrivaient, quelques années après : « À l'heure actuelle, Il suffit de cent avions portant chacun une tonne d'obus asphyxiants pour couvrir Paris d'une nappe de gaz de 20 mètres de hauteur. L'opération peut être faite en une heure, et s'il n'y avait pas de vent, Paris serait anéanti » (*Professeur Langevin*) ; « La science dispose d'un moyen de plonger dans un sommeil de vingt-quatre heures, un peuple entier, grâce à des gaz déversés par des avions dont la marche serait fixée par les ondes hertziennes. » (*Général Squier*) ; « Quarante tonnes de diphényloyanorsme suffiraient pour anéantir la population tout entière de Londres. » (*Comte Halzbourg*) ; « Nous n'avons rien vu qui soit comparable aux perspectives probables de destruction des centres industriels, ou du massacre des populations civiles, au cas où un nouveau conflit viendrait à se produire. » (*Professeur Canon*) ; « Dans la guerre future, les grands centres ennemis seront les plus menacés, c'est-à-dire les grandes villes, les régions industrielles, les dépôts de munitions, les services d'eau, de gaz, d'électricité, en un mot tout ce qui constitue l'organisme vital d'un pays. Répandre des gaz asphyxiants sur des contrées entières deviendra une règle générale. La paix et la population d'immenses territoires seront à tous moments menacées d'être anéanties. La prochaine guerre sera beaucoup plus une extermination en

Le monde ressemblait à un grand bateau en détresse sur une mer en folie, dont les passagers de toutes les classes se [47] seraient précipités sur le pont pour signaler le danger et proclamer leur foi dans un miracle, mais dont aucun, et pas davantage le capitaine, n'eût pensé qu'il était essentiel, d'abord, de colmater les voies d'eau.

À part les communistes qui les désignèrent sur un mode inacceptable, et quelques rares perspicaces qui le firent très [48] raisonnablement, mais qu'on n'entendit point, personne ne vit que les voies d'eau étaient dans les structures traditionnelles. Tout le monde étant sur le pont et l'eau envahissant progressivement par les cales, c'est donc dans le cadre de ces structures et au nom d'un prétendu droit historique aussi peu fondé que le droit divin qu'on se mit à rechercher seulement un équilibre — l'éternel équilibre des forces.

Or, quelle peut être la raison des forces, sinon de s'éprouver mutuellement, jusqu'à finir par s'affronter ?

Les plus avisés eussent voulu que le droit fût fondé non plus historiquement, mais moralement : les socialistes. Ils en appelèrent à Ernest Renan qui avait dit :

Une nation est une grande solidarité constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé, elle se résume pourtant dans le présent par un fait intangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. Oui ! je le sais, cela est moins métaphysique que le droit divin, moins brutal que le prétendu droit historique. Dans l'ordre d'idées que je vous sou mets, une nation n'a pas plus qu'un roi le droit de dire à une province : « Tu m'appartiens, je te prends ! » Une province, pour nous, ce sont ses habitants ; si quelqu'un, en cette affaire, a le droit d'être consulté, c'est l'habitant. Une nation n'a jamais un véritable intérêt à retenir un pays malgré lui. Le vœu des nations est, en définitive, le seul critérium

masse de la population civile qu'une lutte entre deux armées. » (*Général Von Altrich*) ; « Mille bombes à gaz suffiraient, dans des conditions favorables, à gazer une ville de l'étendue de Londres. La bombe à gaz courante pèse environ 5 livres ; un avion commercial peut transporter six cents de ces bombes. N'importe quel avion commercial peut désormais être utilisé comme avion de guerre. Deux avions seulement suffiraient à gazer un espace aussi grand que Londres et ses environs. » (*Major Nye*) ; « Représentons-nous les conséquences accessoires qu'une attaque par les gaz provoquerait dans une grande ville à population dense, la panique, les formes les plus affreuses des maladies pulmonaires, la terreur latente, les formes les plus multiples d'empoisonnements, les effets capables de se prolonger pendant des jours et même des semaines de certains gaz, tout cela représente des éléments qui ne peuvent manquer d'engendrer des catastrophes que l'imagination est Impuissante à décrire. » (*Lieutenant-colonel Boelke*) ; « Les bombes de gaz toxiques répandent des vapeurs mortelles qui pénètrent chaque masque protecteur et causent la mort au bout de quelques minutes. Des bombes inextinguibles de phosphore carbonisent, dans une demi-minute, la chair jusqu'aux os. Des centaines de tanks, dont chacun peut lancer mille coups mortels à la minute ; des mitrailleuses ; de légers fusils automatiques qui, dans la main, d'un million d'hommes, disperseront des centaines de millions de balles à la minute, sont déchaînés, et sur toute cette épouvante plane le ciel assombri par des milliers d'avions qui déversent sur la terre des averses de terreur. Toutefois, ce n'est pas encore tout le tableau : derrière les lignes, s'écroulent des villes et des villages qui, dans le feu destructeur de l'artillerie et des bombes tombées des aéroplanes, s'effondrent dans les flammes. » (*Maréchal Foch*) ; « La masse est vouée à une destruction certaine car, pour elle, il n'y a pas de sauvegarde possible. » (*Franz-Carl Endress*) ; « La guerre d'avenir, telle que nous l'entrevoions, entraînerait la ruine de la civilisation et constituerait la folie suprême. » (*P. Bourgoïn*) ;

Etc...

légitime, celui auquel il faut en revenir . (Cité par Jean Longuet dans son *discours à la Chambre des Députés*, le 18 septembre 1919. Extrait de *Qu'est-ce qu'une Nation*, de Renan.)

Ils en appelèrent à des faits anciens :

[49]

J'ai lu avec un grand intérêt, dans sa langue châtiée et élégante, le rapport clé M. Barthou. Mais j'y trouve, à chaque instant, cette vieille connaissance des droits historiques, cette vieille théorie du droit du plus fort, qui s'affirme en particulier dans sa conception de la frontière du Rhin et de l'unité allemande. Je voudrais y opposer l'enseignement fécond d'un ouvrage que nous aurions tous intérêt à consulter : c'est l'étude des origines diplomatiques de la guerre franco-allemande faite, dans sa langue admirable, avec cette élévation de pensée et de cœur qui fait que jamais on ne le remplacera ici, notre grand ami Jaurès. Dans son *Histoire de la Guerre de 1870*, Jaurès marque fortement que les prétentions d'un certain nombre de nos diplomates et de nos hommes d'État sur la rive gauche du Rhin furent à l'origine de toute la victoire bismarckienne, et l'ont servie constamment en Allemagne, ont par conséquent contribué à déclencher le conflit. Jaurès analyse et critique. Les différentes démarches, les tractations faites en 1866 par notre ambassadeur à Berlin, M. Bénédicti, réclamant la rive gauche du Rhin : Cologne, Mayence, Bonn. Et, lorsqu'il n'obtenait pas satisfaction de Bismarck, lui proposant un autre traité dans lequel il s'agissait de mettre la main sur la Belgique, avec le concours de l'armée prussienne... (Extrait du même discours)

Ils en appelèrent enfin à des faits nouveaux. L'équilibre recherché posait en principe la destruction du militarisme german par le démembrement de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Par voie de conséquence, il comportait, en Europe centrale, la reconstitution d'un puzzle qui réalisait à peu près l'unanimité des intéressés contre lui. À ce propos, les protestations se succédèrent :

On ne peut inaugurer l'ère de la démocratie en Europe centrale, en assujettissant, par la force des armes, un peuple de trois millions et demi d'êtres humains à un peuple de 6 800 000 habitants. On ne saurait établir une paix durable en Europe en créant un irrédentisme allemand dont les appels, qui s'adresseraient constamment à Berlin et à Vienne, mettraient la paix en péril. (Note du 30 novembre 1918, adressée au président Wilson par le Comité exécutif de l'Assemblée nationale provisoire autrichienne.)

[50]

Le pays des Sudètes, empêché par des mesures de violence de l'état tchécoslovaque d'exercer son droit de vote, adresse à l'Assemblée nationale de l'Autriche allemand, ses saluts fraternels et cordiaux à l'occasion de sa première réunion. En signe de protestation contre l'interdiction des élections, la grève générale est déclenchée aujourd'hui 4 mars dans toute la Bohême allemande et dans le pays des Sudètes.

Conscients des indissolubles liens qui nous unissent à la communauté ethnique allemande, nous sommes aujourd'hui, nous, Autrichiens allemands, en pensée et de cœur

Note de l'AAARGH : en 1525, la capture de François Ier par Charles Quint, à l'issue de la bataille de Pavie, déboucha sur le traité de Madrid qui prévoyait, entre autres, la cession de la Bourgogne à l'Espagne par la France. Les états de Bourgogne, s'étant réunis, déclarèrent que la Bourgogne ne serait pas espagnole parce qu'elle ne le voulait pas. C'est ainsi que la Bourgogne resta française. Si on étudie l'histoire de l'ancien régime sans préjugés, on s'aperçoit vite de la somme de contre-vérités, pour ne pas dire de mensonges, sur laquelle repose ce qu'il est convenu d'appeler l'histoire de France mais qui est, en vérité, pure et simple propagande. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (que Rassinier aime à attribuer à Wilson !) est sans doute plus ancien que la notion de peuple elle-même — peut-être est-ce l'affirmation de ce droit qui est constitutif du peuple.

au milieu de vous. Ne nous oubliez pas. Du plus profond de notre âme, nous aspirons au jour où nous serons délivrés de l'insupportable joug que fait peser sur nous la domination étrangère. (Protestation des syndicats en date du 4 mars 1919)

Si la Bohême allemande et le Pays des Sudètes allemands sont livrés à la Tchécoslovaquie, non seulement 3 millions et demi d'Allemands seront dépouillés de leur droit de libre disposition, non seulement l'Autriche allemande perdra ses charbonnages, presque toute son industrie textile, ses verreries et ses fabriques de porcelaine, non seulement notre capacité de production, notre patrimoine national, notre capacité économique et fiscale, subiront une réduction de plus de 50 %, mais, en même temps, il sera créé en pleine Europe un État qui deviendra le théâtre des plus farouches luttes de nationalités, le foyer de l'irréductibilisme allemand, hongrois, et polonais, une source d'hostilité constante entre nations limitrophes, un danger permanent pour la paix. Nous sommes impuissants à l'empêcher, mais, une fois encore, à la dernière minute, nous lançons un cri d'avertissement. (Otto Bauer, *Discours à l'Assemblée nationale autrichienne*, 7 juin 1919)

Les puissances créeraient par là (en incorporant de force les Allemands des Sudètes à la Tchécoslovaquie), au centre de l'Europe, un foyer de guerre civile dont le brasier pourrait devenir, pour le monde et son essor social, bien plus dangereux encore que ne le fut la fermentation continuelle dans les Balkans. (Chancelier Karl Renner, 15 juin 1919, à St-Germain-en-Laye où il représentait l'Autriche)

Ce traité, qui est né de l'abus le plus scandaleux (il s'agit du traité de Versailles) qui ait jamais été fait de la diplomatie secrète, qui viole [51] ouvertement le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qui réduit en esclavage des nations entières, qui multiplie les nouveaux risques de guerre, qui s'accompagne enfin de mesures de violence contre tous les mouvements de libération, non seulement en Russie et en Hongrie, mais dans tous les pays de l'ancien Empire habsbourgeois, dans tout l'Orient et en Allemagne, ne peut, à aucun titre, recevoir un suffrage socialiste...

Ainsi, ils (les gouvernements alliés) ont abouti à étendre à toute l'Europe la situation d'instabilité, de rivalité qui existait dans les Balkans, et qui a été l'une des causes du conflit mondial...

La limitation des réparations aux dommages des matériels de la guerre était la condition même d'une aide rapide et efficace pour les populations éprouvées, auxquelles un nationalisme incohérent a fait tort, en poussant jusqu'à l'absurde le chiffre de ses réclamations...

Dans l'ordre économique, le Parti socialiste constate que l'esprit de désordre et de lutte pour le profit a exclusivement dirigé les chefs des États capitalistes alliés...

Devant le Pays, devant l'Internationale, devant l'Histoire, il affirme que le traité de Versailles doit subir, non pas seulement une révision partielle, à laquelle d'ailleurs, le cas échéant, il apporterait son concours, mais une transformation complète. (Extrait de la résolution adoptée par le Conseil national du Parti socialiste français des 13 et 14 juillet 1919)

L'Assemblée nationale proteste solennellement, par devant le monde entier, contre les dispositions du traité de paix qui, sous le prétexte de protéger l'indépendance de l'Autriche allemande, prive le peuple autrichien-allemand de son droit de disposer de lui-même, lui refuse de voir réalisé son ardent désir de réunion avec la terre maternelle de l'Allemagne, désir constituant une nécessité vitale, économique, intellectuelle et politique. L'Assemblée nationale exprime l'espoir que, aussitôt que la paix aura dissipé l'esprit d'animosité et de rancune nationale, provoqué par la guerre, on ne continuera pas, grâce à l'intervention de la S.D.N. ; à refuser au peuple allemand le droit à son unité et à sa liberté nationales, droit accordé à tous les autres peuples.

[52]

C'est avec la plus douloureuse amertume que l'Assemblée nationale proteste contre l'arrêt des puissances alliées et associées, arrêt malheureusement irrévocable, en vertu duquel 3 millions et demi d'Allemands des Sudètes sont violemment séparés des Allemands des Alpes, ayant formé avec eux, depuis des siècles, une unité politique et économique. Par ledit arrêt, ils sont privés de leur liberté nationale et soumis à la domination étrangère d'un peuple qui, dans ce même traité de paix, se reconnaît leur ennemi.

Dépourvue de tout pouvoir pour détourner ce désastre et pour épargner à l'Europe les troubles inévitables devant découler de cette offense aux droits les plus sacrés d'une nation, l'Assemblée nationale de l'Autriche allemande charge, par devant l'Histoire, de la responsabilité de cette décision, la conscience des puissances qui, défiant nos l'avis les plus sérieux, la mettent à exécution. (Résolution de l'Assemblée nationale autrichienne, en date du 6 septembre 1919)

Le 18 septembre 1919, dans le discours déjà cité, Jean Longuet reprenait tous ces griefs au nom du Parti socialiste français, à la Chambre des députés :

Nous ne pouvons pas admettre qu'on nous présente ce traité comme la conclusion logique d'une guerre dont on a dit qu'elle était la guerre du droit. Ce n'est pas la paix du droit qu'on nous apporte, c'est une paix de force, une paix de violence qui rappelle toutes celles qui, dans le passé, à travers les siècles, ont terminé les conflits qui ont jeté les peuples les uns contre les autres...

Je crois surtout qu'on n'a pas assez insisté sur cette idée que, de même que la France avait donné pour tous le sang de ses enfants, il fallait demander en retour, au point de vue économique, qu'on fît peser les charges également sur toutes la nation...

Nous sommes indignés (Jean Longuet cite ici la revue anglaise *La Nation*), qu'un homme ait pu devenir plus riche et qu'un autre ait été ruiné par la guerre. Il est aussi inique que des nations soient devenues plus riches et d'autres plus pauvres à la suite de la guerre, parmi les [53] alliés. Il n'est pas douteux qu'à Meure actuelle nous sommes en présence de cette situation que, tandis que la France et l'Italie sortent de la lutte dans une situation financière désespérée — et c'est une revue anglaise qui écrit cela ! — l'Angleterre en sort debout, forte, et l'Amérique prospère et riche. Avec un sentiment commun de loyauté et d'efforts de tous dans le même but, nous aurions dû éviter un sentiment aussi inique...

Je crois que si l'on avait moins porté l'effort sur les revendications territoriales, si l'on s'était davantage préoccupé de mettre en commun les charges et d'obtenir de l'Angleterre et de l'Amérique qu'elles prissent leur large part des charges d'une victoire dont elles avaient tant bénéficié, on aurait pu obtenir une paix qui, tant du point de vue français que du point de vue humain, eût été meilleure, plus juste et plus durable.

Toutes ces protestations entraînent, certes, dans les limites de la définition de la Nation proposée par Renan. Mais la définition de Renan était elle-même très éloignée de celle de Victor Hugo ou, tout au moins, de son esprit. Si elle cherchait à introduire la notion de minorité nationale dans le droit des gens, elle ne visait nullement les structures traditionnelles. Se lançant en son nom à la poursuite d'un droit moral à substituer au droit historique, les socialistes ne pouvaient donc aboutir qu'à un compromis entre les deux. Aussi bien, la suite a révélé que leurs protestations étaient gratuites. La motion de politique extérieure adoptée en juin 1938, au Congrès de Royan, du Parti socialiste français, disait, en effet :

Le Socialisme français veut la paix, même avec les impérialismes totalitaires, mais il n'est pas disposé à s'incliner devant toutes leurs entreprises. S'il était réduit à cette extrémité, qu'il essaierait de prévenir par tous les moyens, à saurait défendre

l'indépendance nationale et l'indépendance de toutes les nations couvertes par la signature de la France.

[54]

Ceci signifierait, en termes très clairs, que les socialistes étaient prêts à défendre le Traité de Versailles contre lequel ils s'insurgeaient vingt années auparavant.

Il est donc sans aucun intérêt de justifier aujourd'hui leurs positions de 1919 — très en deçà desquelles ils se sont eux-mêmes acculés à se replier dans la situation qui est issue de la guerre de 1939-45 — et d'écrire, comme M. Churchill dans ses *Mémoires* :

Les clauses économiques du traité de Versailles étaient vexatoires et si sottement conçues qu'elles en devenaient manifestement inopérantes. L'Allemagne était condamnée à payer des réparations, s'élevant à un chiffre fabuleux. Ces décisions imposées à l'Allemagne exprimaient la colère des vainqueurs et la conviction de leurs peuples qu'aucun pays, qu'aucune nation vaincue ne pourrait jamais payer un tribut assez lourd pour couvrir les dépenses d'une guerre moderne. Les masses restaient plongées dans l'ignorance des réalités économiques les plus élémentaires, et leurs chefs, ne pensant qu'aux élections, n'osaient pas les détromper. Les journaux, selon leur habitude, se faisaient l'écho fidèle ou amplifié des opinions dominantes. Peu de voix s'élevèrent pour expliquer que le paiement de réparations ne peut être effectué que par des services ou par le transport matériel de marchandises par chemins de fer à travers, les frontières terrestres, ou par bateaux sur la mer ; ou pour faire remarquer que lesdites marchandises ne manqueraient pas de provoquer, à leur arrivée dans les pays importateurs, un désordre de la production industrielle locale, sauf dans telles sociétés de caractère très primitif ou rigoureusement contrôlé... Et il ne se trouva personne en haut lieu, d'assez influent, d'assez préservé de la bêtise générale, pour dire aux électeurs ces vérités essentielles dans leur brutalité ; et, s'il s'en était trouvé un, personne ne l'aurait cru. Les Alliés triomphants continuaient à prétendre qu'ils presseraient l'Allemagne « Jusqu'à ce que les pépins crissent ». Or, tout cela eut un effet puissant et désastreux sur la prospérité du monde et sur l'attitude de la race germanique. (Tome 1, page 6)

Ou encore,

[55]

La seconde tragédie capitale de cette époque fut le complet démembrement de l'Empire austro-hongrois par les traités de St-Germain et de Trianon. Pendant des siècles, cette vivante réincarnation du Saint-Empire romain et germanique avait apporté, dans le cadre d'une vie commune, des avantages, tant d'un point de vue économique que de sécurité, à de nombreux peuples dont aucun n'avait, en notre temps, la puissance ou la vitalité de résister par lui-même à la pression d'une Allemagne ou d'une Russie ressuscitées... Il n'est pas une des nations, pas une des provinces ayant constitué l'empire des Habsbourg, à qui le recouvrement de l'indépendance n'ait fait connaître les tortures que les poètes et les théologiens de jadis réservaient aux damnés. Vienne, la noble capitale, le foyer d'une culture et d'une tradition longuement défendue, le point de rencontre de tant de routes, de cours d'eau et de voies ferrées, Vienne fut laissée en proie à la famine, comme un grand marché vide dans une région appauvrie, dont presque tous les habitants sont partis. (Tome I, pages 8 et 9)

Car, si on avait tenu compte de ces choses à l'époque ce n'eût été, malgré tout, que pour rechercher, dans le cadre de la conception de Renan, un autre équilibre à l'encontre duquel il eût été possible de relever les mêmes défauts en d'autres endroits.

Et toutes ces protestations et spéculations se fussent néanmoins situées d'elles-mêmes en dehors de la véritable question.

CHAPITRE II : UN PROBLEME MILLENAIRE

Dans les milieux officiels, personne ne parla de paix absolue. Il ne peut avoir échappé que le plus exigeant de ceux qui eurent à formuler un avis susceptible d'être pris en considération, Jean Longuet lui-même, n'ambitionnait qu'une paix meilleure, plus juste et plus durable¹. C'était précisément là les qualités que Clemenceau et Tardieu revendiquaient en faveur de leur thèse. À partir du moment où il n'était plus question que d'un degré de justice et de bonté, le meilleur et le plus juste s'identifièrent avec ce qui paraissait le plus durable et, sur le plan de la raison, les deux thèses étaient à égalité de chances. Le ressentiment considéré comme juste, du vainqueur contre le vaincu, fit pencher la balance en faveur de celle de Clemenceau et de Tardieu. Cette thèse prévoyait le recours à la force, c'est-à-dire la guerre à temps que l'autre n'écartait pas. C'est ainsi que, conçue par tout le monde dans le cadre des structures traditionnelles — provisoires pour les uns, définitives pour les autres — la paix de 1919 ne pouvait être que relative.

[58]

Il faut dire que cette relativité était inscrite dans les structures traditionnelles que le plan de l'Histoire et que Versailles, Saint-Germain-en-Laye et Trianon ne firent que l'y confirmer. Rien ne le saurait mieux mettre en évidence que la juxtaposition de deux textes publiés à vingt années de distance et empruntés, l'un à L. Emery² l'autre au syndicaliste anglais J.-F. Horrabin³.

Le premier est une hypothèse de travail :

Il semble, dit L. Emery, que l'Europe, depuis plusieurs siècles, ait tendance à se définir par une division tripartite. À l'Ouest, sur les rivages atlantiques, il faut qu'existe une puissance maritime formant liaison avec les autres continents ; à son contact et plus à l'Est, on voit se former, mourir, renaître, un empire continental qui cherche son équilibre du Tibre à la Flandre, de la Seine à l'Elbe ; enfin, et plus à l'Est encore, se heurte à un vaste et confus État eurasiatique [qui, en toute rigueur, ne fait pas partie de l'Europe, puisqu'il ne participa point à ses décisives expériences culturelles et ignore, en ses profondeurs, l'essentiel de nos traditions]⁴.

L'Histoire, familière entre toutes, de Napoléon Ier, permet ici d'abrégé. On sait comment il constitua un Empire composite où les États satellites, assimilés par la conquête, formaient ceinture autour de la [59] France, et comment il fut enfin vaincu par la double résistance, de la mer britannique et de la steppe russe. Plus près de

¹ Cf. discours du 18 septembre 1919. Cité ci-dessus p. 49 et suivantes.

² Victime des tribunaux d'exception. Publiait avant la guerre les célèbres Feuilles libres, périodique pacifiste. Après être resté un temps dans l'ombre, vient de rentrer dans la vie publique avec les Cahiers libres d'où le texte cité, est extrait. N° du 1er octobre 1951)

³ Fit devant les collègues ouvriers des Trade Unions une série de conférences réunies en un volume sous le titre *Précis de Géographie économique*, par la Révolution prolétarienne en 1933.

⁴ J'ai mis moi-même entre crochets ce raisonnement. qui affaiblit malheureusement la perspective : le dernier des Ukrainiens ou des Polonais qui se prétendrait européen, pourrait en même temps prétendre que la France ne fait pas partie de l'Europe et pour les mêmes raisons. - P.R.

nous, l'Empire bismarckien, habilement construit au prix de guerres limitées, et qui se flattait de transférer de Paris à Berlin le centre de gravité de l'Europe, put durer et même s'arroger un rôle arbitral tant qu'il évita soigneusement de se heurter à la Russie et à l'Angleterre, mais, dès que l'Allemagne wilhelmienne voulut se lancer à son tour dans la grande compétition navale et coloniale, elle fit resurgir la conjonction qui avait détruit l'œuvre napoléonienne et, à son tour, succomba. La tentative de Hitler donne au retour des événements un caractère fatidique vraiment hallucinant. Sa signification historique vient, en effet, de ce que Hitler voulut interjeter appel contre les décisions du sort qu'il s'obstinait à expliquer, non par des causes profondes, mais par la trahison et l'impéritie. Il voulut réaliser un miracle de la volonté, violenter les hommes, les choses et le rythme du temps ; il créa, lui aussi, par l'intrigue, la diplomatie et la conquête, un empire médian qui, pour quelques mois, s'étendit de l'Atlantique à la Volga. Mais, après avoir juré qu'il ne retomberait pas dans les erreurs de ses devanciers, il ne put éviter d'être pris et broyé entre les deux mâchoires de l'étau. Assistons-nous donc à une tragédie eschylienne ?

Cette tragédie eschylienne, que L. Emery ramène à l'échelle de l'Europe, est, à l'échelle du monde, celle des migrations humaines et du déplacement des centres de la Civilisation. C'est le problème éternellement évoqué et toujours obscur, des invasions qui se faisaient, jadis, en ordre dispersé et qui se font maintenant, en ordre concerté, à partir de bases d'appui qui sont des États ou des groupes d'États solidement organisés, suivant une technique minutieusement mise au point...

Le second texte, celui de J.-F. Horrabin, reconstitue, en un abrégé succinct, les conditions de la naissance, du développement et de l'évolution de l'empire européen des mers. Il montre comment l'Angleterre devint rapidement et presque fatalement le centre nerveux de cette sorte de thalassocratie et il dégage les raisons de son comportement, identique à [60] lui-même en toutes circonstances, de tout temps, et devant tous les problèmes européens ou mondiaux. Accessoirement, il met en lumière l'absence de perspectives historiques des responsables de 1919, leur manque de discernement, voire de conscience et, donnant les raisons d'ensemble d'a peu près toutes les guerres, depuis celle de Cent Ans, il caractérise remarquablement le moment qui s'inscrivît dans l'Histoire sous les espèces de la guerre de 1939-45.

Écoutons plutôt J.-F. Horrabin :

I - Histoire de la thalassocratie

Pendant des milliers d'années, l'Histoire eut pour axe la Mer Méditerranée . Les pays qui entourent cette mer faisaient alors les progrès les plus considérables

Note générale de l'AAARGH, s'appliquant à tout ce qui suit. Chaque phrase, chaque expression de ce pamphlet nationaliste anglais mériterait d'être relevée, corrigée et contredit, des faits et des dates à la main. Le lecteur peut se reporter à n'importe quel manuel d'histoire de chacune des périodes considérées pour s'éclairer. Nous nous contenterons d'une protestation générale.

dans les domaines technique, économique et social. Aussi longtemps qu'il en fut ainsi, la situation géographique de la Grande-Bretagne fut un désavantage pour ses habitants. Située au-delà des lisières du monde du commerce, très éloignée des routes principales et des centres, elle n'avait pas de place dans le monde connu. Elle resta dans cet état jusqu'à l'arrivée des Phéniciens, puis des Romains. Et lorsque la puissance romaine s'évanouit, la Grande-Bretagne se retrouva pour un autre bail de mille ans, parmi les pays perdus. Mais un moment vint où le commerce des cités méditerranéennes s'étendit vers le Nord par la vallée du Rhin, et où les marchands de la Ligue hanséatique firent de la Mer du Nord et de la Baltique une nouvelle Méditerranée. La Grande-Bretagne, quoique toujours fort loin, se trouva alors en contact plus étroit avec le reste du monde. Elle fut le terminus Nord-Ouest des grandes routes commerciales qui traversaient le continent à partir de la Méditerranée. Mais elle n'était toujours qu'un terminus, elle n'était pas une base pour elle-même. Finalement vint la conquête de l'Atlantique et la découverte du nouveau monde qui est à l'ouest de cet Océan. Alors, les pays du nord-ouest de l'Europe, les pays qui avaient des côtes atlantiques et [204] des côtes méditerranéennes se trouvèrent dans la plus désirable des positions, face aux côtes du nouveau continent.

C'est alors, et seulement alors que la position de la Grande-Bretagne tourne à son avantage. Et c'est de cette époque que date le commencement de la suprématie britannique en Europe et finalement dans le monde. Jusque là, l'Angleterre s'était trouvée dans une ruelle écartée. Maintenant, elle occupait le plus bel emplacement sur la rue principale .

Les découvertes maritimes déplacèrent les centres de l'Europe. Elles les enlevèrent aux mers fermées pour les porter sur les rives de l'Atlantique. Venise et

Il est bien évident que jamais « l'Histoire n'a eu pour axe la Méditerranée » (le rôle de la Méditerranée dans l'histoire chinoise, par exemple, est bien connu !) mais que l'histoire de la civilisation occidentale a la Méditerranée en son centre. Le fait que l'Angleterre ait dominé le commerce mondial au XIXe siècle est également incontestable. Pour le reste, elle a toujours été une petite puissance, n'a jamais joué qu'un rôle secondaire en Europe, que toute l'histoire du continent s'est déroulée hors de sa domination, qu'elle n'a participé à aucune grande découverte mais s'est contentée d'arracher les colonies aux puissances occidentales qui les avaient conquises (c'est vrai aussi bien de l'Amérique que de l'Afrique ou de l'Asie) ; que sa puissance au XVIIIe siècle est exclusivement maritime alors que l'essentiel de l'histoire de l'Europe à cette époque se passe en Europe même ; qu'au XVIIIe siècle encore, les principaux producteurs de fonte sont la Suède et la Russie ; que si elle a fourni tous les consommateurs du monde en produits de grande consommation pendant dix ans au XIXe siècle, l'industrie la plus développée de l'Europe était celle de l'Allemagne et à moindre degré de la France : toutes les découvertes chimiques ou médicales, par exemple, se sont faites dans ces deux pays. Et nous ne parlerons pas ici du reste de l'histoire, de détails aussi peu importants que la littérature, la peinture ou la musique... La puissance économique de l'Angleterre a duré quelques décennies et a toujours connu un vice irréversible : la dépendance envers l'étranger, aussi bien pour ses importations que pour ses exportations. Ils n'en demeurent pas moins vrai que les Anglais sont persuadés, aujourd'hui encore, d'être LA puissance... Franchement, si l'Angleterre avait été ce que décrit l'Anglais Horrabin dans ce texte, la guerre de 1914-1918 aurait dû durer trois jours et s'achever par une victoire complète, écrasante et sans partage de cette Puissance invincible... Même chose évidemment en 1940 : or, si l'on regarde ce qui s'est passé pendant ces deux guerres, l'Angleterre a été écrasée : en 1914-1918, c'est l'armée française qui a résisté à l'Allemagne, en 1940, une fois l'armée française écrasée, les Anglais se sont enfuis...

Il faut être d'un nationalisme aveugle pour oser proférer une telle ineptie, entachée d'un tel mépris pour le reste du monde... en dehors du fait que c'est totalement faux !

Gênes firent place à Bristol et à Lagos. L'actif mais étroit commerce de la Baltique qui, du XIIe au XVIe siècle fit la richesse et la prééminence historique des villes hanséatiques, perdit sa relative importance lorsque l'Atlantique devint le champ maritime de l'histoire. La prééminence se déplaça vers l'Ouest, passa de Lubeck et Stralsund à Amsterdam et à Bristol.

L'histoire des trois siècles suivants est l'histoire de la lutte pour la suprématie de ces pays du nord-ouest européen. Déjà, deux siècles avant la fin du chapitre méditerranéen, on trouve un traité commercial portugais, signé en 1291, qui révèle un commerce d'une certaine importance le long des côtes de l'Atlantique. Mais l'Espagne et le Portugal arrivaient bonnes premières dans les grandes découvertes. Et quelques semaines après que Colomb fut revenu de son premier voyage, le pape promulguait une bulle allouant l'hémisphère occidental à l'Espagne et l'oriental au Portugal. C'était envoyer coucher dehors les nations nordiques, surtout la Hollande et l'Angleterre. Les navigateurs de ces deux pays se mirent alors, pendant plusieurs années, à chercher des passages vers les Indes par le Nord-Ouest et le Nord-Est, par le Nord de l'Amérique et le Nord de la Sibérie. L'une et l'autre voies se révélèrent impraticables. Les deux pays ne pouvaient donc prendre leur part de la richesse des Indes et de l'Amérique qu'en rompant avec l'édit papal. Aussi, dès avant le milieu du XVIe siècle, avaient-ils tous deux rompu avec le Pape et tourné au protestantisme. Le pouvoir du Pape était considérable. Mais il ne pouvait pas plus modifier les conditions géographiques que l'emprise de ces conditions sur le cerveau des hommes. À la fin du siècle, les Anglais avaient détruit l'Armada de Philippe d'Espagne. Et les Hollandais, après avoir secoué le joug espagnol, s'établissaient dans les Indes Orientales et Occidentales, en différentes régions arrachées aux Espagnols et aux Portugais. Le pouvoir du pape, seigneur de la Méditerranée, s'évanouissait comme déclinait l'importance de la Méditerranée elle-même.

Le siècle suivant voit la grande rivalité des bourgeoisies anglaise et hollandaise pour la maîtrise des routes océaniques, rivalité dans laquelle un troisième pays du nord-ouest de l'Europe, la France, intervenait, tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. Pour réaliser à quel point [205] les quatre coins de la terre étaient à ce moment liés — oui liés, littéralement enchaînés — aux États du nord-ouest de l'Europe, il suffira de lire ce simple passage, avec un atlas à portée de la main.

Au zénith de leur pouvoir, quelques années après, c'est-à-dire vers le milieu du XVIIe siècle, les Hollandais régnaient dans les Antilles. Ils avaient des établissements au Brésil et en Guyane... Ils possédaient des stations commerciales sur les côtes de Guinée. Ils avaient des établissements à Cape Town (le Cap de Bonne-Espérance) sur la route des Indes. Ils possédaient les îles de Ceylan et de Maurice (ainsi nommées du nom du prince hollandais Maurice de Nassau). Ils tenaient enfin les clefs de l'Amérique du Nord par leur ville de New Amsterdam (aujourd'hui New York). (Fairgrave, p. 151)

Mais au commencement du XVIIIe siècle, la Grande-Bretagne avait pris la place de la Hollande comme roulier des mers et comme maîtresse des points cruciaux des grandes routes océaniques mondiales. Selon l'orgueilleuse déclaration d'un

écrivain, « l'Angleterre se trouva au sortir des guerres, en mesure d'étendre son commerce maritime avec une vigueur accrue. Elle était prête à continuer, tout autour de toutes les mers, l'œuvre que les Grecs, les Phéniciens et les Vénitiens avaient réalisé le long des côtes de la Méditerranée ». Mais, notons-le ceci n'était pas dû aux bienfaits d'une Providence tirant les Anglais d'une argile supérieure à celle des Français et des Hollandais. Cela résultait en premier lieu de l'avantageuse position géographique de la Grande-Bretagne sur les routes atlantiques ; en second lieu, du fait qu'elle avait, bien plus que ses rivaux, une agriculture et une industrie constituant un substantiel appui pour ses expéditions maritimes . La révolution industrielle avait en effet commencé dès avant la fin du siècle. Et dès lors, ses ressources naturelles de fer et de charbon lui furent une cause durable de préséance sur les autres nations. Elles assurèrent définitivement les bases de sa suprématie mondiale au XIXe siècle.

II - Histoire de l'Angleterre

Le groupe britannique comprend l'empire britannique proprement dit et quelques états dépendants. La première observation fondamentale à faire au sujet de ce groupe est qu'il ne constitue pas une unité géographique comme le sont plus ou moins tous les autres groupes. Les dominions et dépendances britanniques sont éparpillés sur toutes les mers. Leur seul lien est l'océan. L'empire britannique est ainsi basé sur la puissance navale . Et dans un monde de rivalités impérialistes, il ne pourra demeurer une unité qu'à la condition de conserver la suprématie maritime.

C'est avec l'ouverture des routes océaniques, au XVIe siècle, que l'Angleterre commença à devenir une puissance mondiale... au cours du siècle suivant, elle parvint à s'assurer le monopole des transports commerciaux du monde entier. En chaque partie du monde, elle se mit à établir des comptoirs commerciaux et des ports d'escale. Son but était alors de garantir ses routes commerciales, ses longues lignes maritimes le long desquelles ses navires marchands s'avançaient avec leurs cargaisons. Elle n'avait aucun besoin d'extension territoriale : au contraire... Au XVIIIe siècle, de nombreux membres du monde commercial anglais considéraient que deux petites îles des Petites Antilles, étaient plus importantes que le grand Canada. Ceci venait de ce qu'aux jours de la navigation à voile, ces îles des Antilles commandaient la grande route allant d'Europe aux ports américains. Poussé par les vents alizés, on commençait par faire route du Sud-Ouest jusqu'aux Antilles et, de là,

Note de l'AAARGH : chacun sait que la France n'a qu'une agriculture misérable et qu'on y a crevé de faim jusqu'à l'importation du blé anglais et du maïs américain. La révolution agricole est née au XIIIe siècle dans les Pays-Bas (c'est-à-dire l'actuelle Belgique + les actuels Pays-Bas) où il était indispensable de mettre la terre, rare et insuffisante, en état de donner le maximum. L'Angleterre n'a suivi l'exemple qu'au XVIIIe siècle ; quant à la France, son agriculture était suffisamment riche naturellement pour nourrir sa population et c'est seulement au XXe siècle, et surtout par esprit d'imitation, qu'elle est passée par exemple au champ ouvert — dont elle très vite revenue, voyant les sols disparaître en l'absence de haies pour les maintenir. Toute cette analyse pseudo-économique est fausse.

On a vu ce qu'il en était, par exemple, lorsque les sous-marins allemands sont sortis de leurs bases !

on longeait les côtes, soit vers le nord, soit vers le sud. C'est pourquoi la Jamaïque, les Bermudes et les Barbades furent parmi les premières acquisitions britanniques. Et le cap de Bonne-Espérance, sur une autre route, n'avait d'importance que parce qu'il commandait la route des Indes. Si l'Angleterre acquit, à cette époque, des territoires de quelque étendue, ce fut surtout dans des régions où elle avait besoin de points d'appuis, contre sa rivale la France, comme aux Indes et au Canada, et où pour assurer sa position, elle devait prendre possession de larges espaces. Avec ses colonies nord-américaines — et celles-ci étaient plutôt que des colonies proprement dites, des lieux d'exil pour citoyens indésirables — importantes, car elle en tirait ses matériaux de construction navale, ces territoires enlevés à la France étaient pratiquement les seules possessions territoriales de la Grande-Bretagne à la fin du XIX^e siècle.

C'est sur cet ensemble de comptoirs et de ports d'escale, que se développa, au XIX^e siècle, l'Empire britannique. De 1800 à 1850, la surface tripla. Et, en 1919, après la grande guerre, il avait de nouveau triplé, atteignant 13 millions 700 000 milles carrés, habités par 475 millions d'humains, plus du quart des terres émergées et de la population du monde. La base de cet énorme accroissement est la grande maîtrise maritime que donna à l'homme l'avènement du navire à vapeur. Les États-Unis et la Russie sont essentiellement des états de voie ferrée. Mais l'Empire britannique d'aujourd'hui est, selon le mot de Wells, un empire de bateaux à vapeur. Cependant l'éloignement et l'extrême éparpillement des diverses parties de l'empire amènent une formidable complication dans ses questions intérieures, tant sociales que religieuses, politiques ou commerciales. De plus, un événement ne peut guère se produire en quelque partie du globe sans réagir plus ou moins directement sur quelque intérêt britannique. Et le sort du groupe tout entier dépend de la puissance navale et de la liberté des mers. Tel est son talon d'Achille.

En vérité, la puissance dominante du groupe est, encore aujourd'hui, la Grande-Bretagne.

Après la Révolution industrielle, l'Angleterre ne se contente pas de transporter les marchandises du monde entier. Elle fut elle-même le premier vendeur du monde. Ses navires transportèrent sur les mers son charbon et ses produits manufacturés. Non seulement elle avait de grandes réserves de charbon, mais celles-ci avaient l'avantage d'être situées tout près de la côte. Et, avant l'ère du transport terrestre, cela lui donna une large avance sur les pays à mines continentales. Le zénith de sa puissance est au XIX^e siècle. Alors, ses capitalistes, sûrs de la solide possession de ses ressources, de sa flotte, de sa maîtrise de la mer, ne réclamaient que le libre-échange comme condition de l'universelle suprématie britannique.

La population de la Grande-Bretagne se trouvait concentrée dans les régions minières et industrielles. Et elle devint ainsi de plus en plus dépendante des pays d'outre-mer pour son approvisionnement alimentaire. Six pour cent de la population britannique s'occupent de travaux agricoles, alors que la proportion est de quarante pour cent en France et soixante-douze en Russie. Les habitants des îles Britanniques

sont serrés en grandes agglomérations. Et leur bien-être est construit avec du charbon, du fer, de l'acier et la liberté des mers (d'après Bowmann, *The New World*).

On peut, d'après Bowmann faire une classification correcte des diverses parties de l'empire britannique. Ce sont :

1°) Les six « Dominions » à gouvernement autonome : Canada, Australie, Sud-Afrique, Nouvelle-Zélande, Irlande et Terre-Neuve. Ce sont tous des États capitalistes. Et leurs intérêts ne sont pas forcément identiques à ceux de la « mère-patrie ». Sauf en Afrique du Sud, les indigènes sont en minorité. Capitalistes et salariés sont également blancs.

2°) Les « Possessions » comme les Indes, le Soudan, l'Est et l'Ouest africains, la Mésopotamie. Certaines sont appelées « Protectorats », d'autres « Dépendances », d'autres « Territoires sous mandat ». L'Angleterre y gouverne des races indigènes à différents stades de civilisation. Aux Indes, cependant, le procès d'industrialisation est allé fort loin et a permis le développement d'une classe capitaliste indépendante. C'est ce groupe qui constitue l'empire à proprement parler¹.

3°) Des « bases navales » et des « clefs stratégiques », telles que Gibraltar, Aden, Singapour et Hong-Kong. À ces parties du groupe britannique il faut ajouter, bien qu'ils ne soient pas politiquement intégrés à l'Empire, certains états indépendants, comme le Portugal et les colonies portugaises. Également l'Argentine. Quant aux Indes néerlandaises, elles sont unies à la Grande-Bretagne par la combinaison Royal-Deutsch-Shell, et leurs points de commandes stratégiques sont Singapour et l'Australie, tous deux britanniques. De même la Norvège et le Danemark sont étroitement unis à la Grande-Bretagne par des intérêts navals, comme par leur situation géographique. La Grèce, enfin, a soutenu les intérêts britanniques en Méditerranée et a reçu, en retour, toutes sortes de traitements de faveur.

Les Dominions britanniques sont largement dispersés. Mais il est une vaste région où se trouvent concentrés les principaux intérêts britanniques : c'est l'Océan Indien et la grande route qui l'unit à l'Europe.

Il y a quatre siècles, l'Océan Indien était un lac portugais. Maintenant, c'est un lac britannique. Les acquisitions territoriales d'après la guerre ont formé le cercle des possessions britanniques autour de ses rives : toute la côte orientale de l'Afrique est maintenant britannique sauf en deux régions, dont l'une est portugaise. Ensuite viennent Aden, sentinelle à la porte de la mer Rouge, puis l'Arabie, le golfe Persique qui conduit en Mésopotamie. Ensuite, c'est l'Inde elle-même, joyau sans prix, parmi toutes les autres possessions, puis la Birmanie et les établissements des détroits, qui conduisent à Hong-Kong et en Indonésie, et enfin en Australie.

Voici donc, tout autour d'un océan, un groupe de territoires qui constituerait à lui seul un empire de premier ordre pour une puissance industrielle, étant donné sa richesse en matières premières et son pouvoir d'absorption de produits industriels. Les avantages que constitue cette concentration des intérêts britanniques sont chose évidente tant au point de vue de la sécurité navale qu'à d'autres points de vue. D'autre part, cette concentration est encouragée par la rivalité croissante de

¹ Depuis 1933, date à laquelle ceci a été écrit, l'Inde a conquis son Indépendance politique.

l'Amérique dans les sphères atlantique et pacifique. Dans l'Océan Indien, au moins, l'Angleterre possède un monopole de fait. Cependant, il est un désavantage évident : c'est la situation de ces territoires à des milliers de milles marins de l'Angleterre, centre industriel et financier du groupe. Le seul lien entre eux est une longue route maritime, dont la maîtrise est d'importance vitale pour l'Angleterre.

Cette voie maritime passe par la Méditerranée, Suez et la mer Rouge. Après quatre siècles d'éclipse, grâce au développement technique qui permet à l'homme de couper l'isthme de Suez, la Méditerranée vient au premier plan de la scène du monde. Et quiconque a saisi l'importance de cette route comprend aisément les grandes lignes directrices de la politique internationale de l'Angleterre. C'est cette route que menaçait le projet allemand d'un chemin de fer Berlin-Bagdad. Ce chemin de fer aurait été une route terrestre joignant le Nord-Ouest de l'Europe aux rives de l'Océan Indien. Aussi, après la [209] guerre, le « règlement » de l'Europe fût-il en partie dicté par le désir de l'Angleterre de chasser un tel projet de la sphère des possibilités politiques. (De là l'agrandissement de la Grèce et le découpage de l'Autriche et de la Turquie en multiples petits états). Tout autant que le pétrole de Perse et de Mésopotamie, c'est le désir de sauvegarder cette route qui fait l'intérêt vital de la Grande-Bretagne, dans toutes les questions du Proche-Orient. Directement ou non, les pays en bordure de cette route doivent être amenés et maintenus sous le contrôle britannique. Qui occupera Constantinople ? C'est une question d'intérêt britannique, puisque Constantinople est l'une des portes de la Méditerranée et que « la voie britannique » passe par cette mer. Et surtout, une indépendance réelle de l'Égypte est chose hors de question, car l'Égypte commande Suez, clef de la route. Et si la Grande-Bretagne permettait à quelque puissance de s'établir en Égypte, ce serait comme si les États-Unis laissaient le Japon s'établir sur une rive du canal de Panama. Dans le monde moderne, les peuples qui aspirent à l'indépendance devraient prendre soin de ne pas vivre en des régions qui commandent les grandes routes commerciales.

III - Le monde après 1919

Les réalités politiques du monde d'après-guerre ne sont pas les États nationaux, mais des groupes d'États dont chacun est dominé par une grande puissance industrielle et qui comprennent chacun un plus ou moins grand nombre de colonies ou de petits États vassaux, dont certains sont indépendants « *de jure* » mais qui, au point de vue économique, c'est-à-dire « *de facto* », sont tous également dépendants de la grande puissance.

Et chacun des grands groupes cherche à se suffire à soi-même, c'est-à-dire à s'assurer la jouissance, directe ou non :

1°) De quantités suffisantes de toutes les matières premières essentielles : charbon, fer, cuivre, pétrole, caoutchouc, coton, blé, etc. ;

2°) De « débouchés commerciaux et de territoires non développés » propres à l'exportation des capitaux ;

3°) Des voies maritimes et terrestres nécessaires au transport et à la répartition des matières premières et des produits.

Nous rappelant que le partage (du monde) n'est pas terminé et qu'il y a encore diverses contrées mineures, nominalement indépendantes, non encore définitivement incorporées à l'un des groupes ; nous rappelant que les limites de chacun des groupes ne sont pas toujours parfaitement nettes et qu'il y a sur leurs lisières un certain nombre de « no man's land », nous pouvons évaluer à cinq le nombre des groupes. Ce sont :

[210]

- Le groupe américain ;
- l'empire britannique ;
- le groupe extrême-oriental (Chine et Japon) ;
- le groupe russe ;
- le groupe français (avec l'Europe centrale et l'Afrique du Nord)

Le gouvernement réel de chacun de ces groupes d'États, la Russie exceptée, est un groupe de capitalistes¹.

Ce n'est pas constamment le même groupe, mais c'est à tout moment un groupe de capitalistes qui possède l'influence sur toute la machine gouvernementale, y compris les politiciens qui sont nominalement à la tête des affaires. Ainsi quand nous disons Washington ou le gouvernement des États-Unis nous désignons en réalité la Standard Oil Co ou le groupe Pierpont Morgan, ou quelque autre partie de Wall Street qui se trouve au moment considéré suffisamment forte ou suffisamment intéressée à une gestion donnée pour dicter la politique de l'Amérique. Ainsi, quand nous parlons de sa politique étrangère, au lieu de dire la France, nous devrions dire le Comité des Forges. Quant au gouvernement britannique, il est, suivant le temps, soit la Royal-Dutch-Shell, soit les grands maîtres de forge, soit les cinq grandes banques et les financiers.

IV - La rivalité franco-allemande

La base de la puissance de l'Allemagne était en ses grandes réserves de fer et de charbon. Or, le traité de paix céda le fer à la France, au moins pour la plus grande part. Et le besoin incessant de la politique française après la paix fut de s'assurer le contrôle du charbon indispensable au traitement du minerai de fer. Avant la guerre, les grandes mines de Lorraine se trouvaient partagées entre la France et l'Allemagne. L'Allemagne tirait de sa part lorraine, les 75 % de sa production de fer. Elles sont maintenant entièrement françaises. « La France contrôle maintenant le minerai de fer le meilleur marché qui soit en Europe ou qui soit utilisé en Europe. »

Le fait capital de la France de l'après-guerre est que le groupe capitaliste le plus puissant y est le groupe de l'industrie lourde. Ainsi que l'ont répété des écrivains sans nombre, la France d'avant la guerre était surtout une nation de petits

¹ En Russie, c'est un groupe de bureaucrates, préfiguration des « directeurs » de J. Burnham.

propriétaires paysans. Elle se suffisait pratiquement à elle-même, excepté pour le charbon. Pour les Affaires étrangères, elle était surtout une nation prêteuse d'argent. Sous forme d'emprunts, elle répandait sur les gouvernements étran[211]gers comme celui du tsar, les économies de ses paysans et de sa petite bourgeoisie. Mais, la nouvelle France, comme la nouvelle Allemagne, est bâtie sur le fondement plus moderne du fer et de l'acier. La politique de la France est aujourd'hui dirigée par les maîtres du fer et de l'acier, par le Comité des Forges et les financiers qui sont derrière. Ces hommes se sont emparés des rênes du pouvoir. L'acquisition de la Lorraine, leur en donna les moyens et l'occasion fut la nécessaire reconstruction du système économique français après l'ébranlement et la dislocation de la guerre. Leur instrument est le militarisme français. Et la passion française de la « sécurité » est le sentiment sur lequel ils se fondent pour obtenir que le peuple soutienne leur principale revendication : l'affaiblissement permanent de l'Allemagne.

Le développement industriel de la France, au sens le plus moderne est une chose qui ne date que d'hier. Il a été retardé par le manque de charbon. Le développement industriel de la France dépendait de la même cause que celui de l'Allemagne. Il a commencé au même moment que ce dernier, au milieu du XIXe siècle. Comme lui, il date du début de la construction des voies ferrées. Mais alors que l'Allemagne en avait beaucoup de charbon, la France en avait peu. Et, à l'exception des gisements du Nord-Est, près de la frontière belge, le peu qu'avait la France était divisé en petites mines répandues en diverses parties du pays.

Ces conditions ne permettaient pas le développement d'une industrie étroitement groupée, basée sur l'utilisation lourde du charbon. Mais elles devaient pousser à un éparpillement des manufactures locales, jamais très grandes, surtout dans les industries où l'on n'use que de petites quantités de combustible. Et c'est ce qui arriva effectivement. La France devint le meilleur exemple de pays à industrie largement éparse, alors que l'Angleterre, l'Allemagne et l'Amérique étaient des pays à industrie hautement concentrée, groupée autour des mines de charbon (D'après Eckel).

Dans la partie de la Lorraine qui lui fut laissée en 1871, la France possédait de larges réserves de fer. Elle extrayait le minerai en quantités toujours croissantes. Mais elle devait l'exporter, n'ayant pas de coke pour le traiter elle-même. En 1913, elle était le plus grand exportateur de minerai de fer du monde. De sorte que, pour l'industrie de base des temps modernes, elle était vis-à-vis de l'Angleterre, de l'Amérique et de l'Allemagne, comme une simple colonie une simple source de matières premières.

Mais le traité de paix de 1919 fit plus que doubler les réserves de minerai de fer de la France. Allait-elle donc continuer à être un simple exportateur de matières premières ? Ou ses capitalistes allaient-ils s'engager dans une voie plus profitable, traiter et manufacturer eux-mêmes le fer ? La réponse à cette question dépendait entièrement de la quantité de charbon que la France pourrait contrôler. Et c'est ce [212] facteur qui provoqua la montée d'une vague de pur et simple impérialisme sur le sol européen. Ce furent la saisie de territoires et l'exploitation — au moins la

tentative d'exploitation — de leurs ressources sans aucune considération de la volonté de leurs habitants. Le Traité de Versailles avait donné à la France les mines de charbon de la Sarre. Mais la Sarre ne produisait que 15 % du coke qu'employait l'Allemagne pour traiter les minerais de Lorraine. C'est de la Ruhr que venait le gros de ce coke, environ les deux tiers. Et voici la considération vitale qui poussait les maîtres des forges français à saisir ce territoire. C'est qu'il faut plusieurs tonnes de charbon pour traiter une seule tonne de minerai. Il est donc plus économique d'amener le fer au contact du charbon que le charbon au contact du fer. Ainsi d'une part, le fer de Lorraine était presque sans utilité en dehors du coke de la Ruhr, les deux régions sont reliées par des moyens de transport nombreux et bon marché, par voie et par canal. La frontière politique qui les séparait était un anachronisme.

Pour envahir la Ruhr, la France donna comme excuse le désir qu'elle avait de faire pression sur l'Allemagne pour l'amener à payer ses dettes des « Réparations ». Mais l'occupation avait évidemment besoin d'une base plus permanente. D'où le projet d'une République rhénane. État tampon « indépendant » qui devait comprendre les régions les plus hautement industrialisées de l'Allemagne, et qui aurait été, à la vérité, aussi indépendant de la France que la République de Panama peut l'être des États-Unis d'Amérique. Maîtres du minerai de Lorraine et du coke de la Ruhr, les maîtres de Forges français devaient ainsi apparaître comme les véritables vainqueurs de la grande guerre. Mais ce plan ne put être réalisé. L'Angleterre et l'Amérique derniers alliés de la France, n'étaient pas décidés à voir une si large part des dépouilles de la victoire aller aux maîtres de l'industrie lourde française. Ils intervinrent et imposèrent à l'Allemagne un joug économique connu sous le nom de plan Dawes et de plan Young. Ces plans devaient leur assurer, tout aussi bien qu'à la France, le paiement d'un tribut, ce qui entraînait dans une certaine mesure l'encouragement de l'industrie allemande. Dès lors, la politique française fut d'exiger que l'Allemagne paie jusqu'au dernier gramme de sa « livre de chair » et de l'empêcher par mille manières de se développer librement et pleinement comme un état indépendant.

[...]

Poser maintenant l'Allemagne en état de faiblesse, il fallait entre autres choses l'entourer d'États hostiles et unis eux-mêmes à la France par des liens économiques et politiques aussi étroits que possible. Sur la frontière est de l'Allemagne, il y a la Pologne occupant de larges surfaces du territoire allemand d'avant-guerre. Elle devint très rapidement une sphère d'influence française. La France conclut des traités avec la Tchécoslovaquie en 1924, avec la Roumanie en 1927, et avec la Yougoslavie la même année. Elle combattit amèrement la proposition d'unir l'Autriche à l'Allemagne, et ses financiers ont, depuis lors, fait de l'Autriche un état à peu près vassal. La barrière autour de l'Allemagne est ainsi complète et une chaîne d'alliances assure la domination de la France sur la plus grande part de l'Europe centrale, de la Baltique à l'Adriatique.

Et J.-F. Horrabin ajoute ceci, qui était prophétique à l'époque :

La Belgique aussi fait partie du groupe français. Par ses réserves de charbon, elle en est une part fort importante. Aussi longtemps que l'Europe consista en une demi-douzaine de puissances rivales, approximativement égales, la Belgique s'assura une sorte d'indépendance en se consacrant à la neutralité permanente. Mais, lorsque, comme aujourd'hui, le développement économique a conduit à l'hégémonie une seule puissance, un État comme la Belgique est obligé de devenir satellite de cette puissance, surtout quand elle est son plus proche voisin.

Dans cette suite d'une impeccable logique, les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye et de Trianon se sont inscrits comme une sorte de Land-Act dont le but était de porter l'Angleterre au sommet de sa puissance et de la consacrer dans la situation, et le rôle capital de la Thalassocratie moderne. Mais l'Histoire ignore ces petites ruses ou, s'il arrive qu'elle en connaisse, passe dédaigneusement outre. Les événements qui ont suivi la paix de 1919 et qui en ont été la conséquence, s'inscrivent, eux, dans l'Histoire de l'Angleterre s'évertuant à jouer le rôle qu'elle avait réussi à se faire attribuer et s'agrippant désespérément au sommet de sa puissance. La guerre de 1939-45 ne fut que la sublimation des premiers syndromes de son déclin. Ainsi s'expliquent les circonstances de sa déclaration et de son déroulement, la suspension localisée et probablement provisoire des hostilités...

Un empire est en train de mourir. Le monde entier, qui a été contaminé par toutes les maladies de sa croissance, est actuellement menacé de celles de sa vieillesse.

Et c'est de ce grand et lamentable drame que les hommes de notre temps ne réussissent pas à prendre conscience.

CHAPITRE III : LA THALASSOCRATIE MODERNE

La situation créée par la guerre de 1939-45 n'est pas plus accessible aux hommes de 1952 que ne l'était, aux hommes de 1919, celle qui fut créée par la guerre de 1914-18. Du moins doit-on reconnaître que, dans la mesure où elles atteignent l'opinion, les discussions publiques s'égarent dans des aspects tout aussi secondaires de la question.

Circonstance aggravante, ces discussions se déroulent dans un climat plus décevant encore, en ce qu'il est devenu absolument inutile d'en appeler au sens de l'horreur. Ici, on a connu Oradour, les bombardements de Hambourg, Dresde, Leipzig, etc. L'horreur est maintenant une disposition congénitale d'esprit, de l'adversaire. Elle a des frontières nationales et il est à peu près impossible de la transposer sur le plan humain ou social pour les besoins du jugement. Par surcroît, toute une littérature est née de nécessités alimentaires ou autres, qui s'est mise au service des politiques en lice et a émoussé toutes les sensibilités à force de la cultiver, d'en rajouter sans scrupules et au-delà de l'imaginable, pour le [74] seul bénéfice de quelques effets souvent douteux, d'un lyrisme toujours déplacé et d'assez peu noble inspiration. Curzio Malaparte, David Rousset et quelques autres ont, sur ce point, administré la preuve que Dante n'était qu'un drôle, et les visions les plus apocalyptiques qu'on pourrait construire par anticipation sur la guerre future seraient, à n'en pas douter, sans aucun effet sur leurs lecteurs. Le professeur Langevin, le major Nye, le comte Habsbourg, etc., qui nous avaient, avec quelque succès, représenté la guerre de 1939 dans ses possibilités de dévastation en tous genres, s'ils revenaient aujourd'hui, feraient sourire et seraient tout au plus jugés dignes d'alimenter la verve humoristique du *Canard enchaîné*. L'opinion n'offre donc plus de prise sur ce point. Les dirigeants de tous les États du monde non plus, d'ailleurs, et ceci explique probablement cela.

Aussi bien, cette constatation amère n'est qu'un terme de comparaison et ne peut intervenir dans le débat que pour caractériser un climat qui pèse lourdement sur toutes les spéculations. La culture de l'horreur dans la perspective d'un avenir incertain a chargé de plus d'attraits que les autres le côté matériel de la vie. Le besoin de savoir a cédé le pas au besoin de manger et à ses succédanés. L'homme de 1953 a pris l'habitude de vivre au jour le jour et très l'écart d'un destin qu'il appréhende de s'expliquer à lui-même. Dans de telles conditions, même en produisant les spéculations les plus concrètes et les mieux adaptées à ce qu'il croit être le niveau de compréhension ou le degré de perméabilité de ses contemporains, le chroniqueur le plus qualifié a encore toutes les chances de ne rencontrer que de très faibles échos et de ne provoquer aucune réaction. Est, à plus forte raison, tout à fait gratuite, l'hypothèse qui se nourrit des propositions suivantes :

1° Les mers couvrent les trois quarts de la surface du [75] dans le cadre des structures globe et on en peut inférer que, dans le cadre des structures traditionnelles, l'avenir est à la Thalassocratie ;

2° L'océan Atlantique et le Pacifique sont appelés à jouer très prochainement, alternativement ou conjointement, le rôle que la Méditerranée a joué jusqu'au XVe siècle de l'ère chrétienne ;

3° Les centres nerveux de la Thalassocratie se déplaceront de Londres et de Tokyo, (il ne faut pas négliger qu'en Extrême-Orient, le Japon réussissait à doubler l'Angleterre), vers Washington, qui est le centre géographique des mers ;

4° L'Amérique est arrivée à un stade de développement économique et a un potentiel de rayonnement qui la désignent pour ce rôle ;

5° Le pôle des réactions continentales n'est plus ni Paris, ni Berlin, mais Moscou ;

6° L'empire médian n'est plus européen, mais indo-africain et il se constituera en brisant l'étreinte du colonialisme dont le temps est révolu. Avec la Chine, il sera l'objet des convoitises des deux compétiteurs et il est appelé à osciller plus ou moins partiellement de l'un à l'autre, c'est-à-dire à naître, mourir et renaître un certain nombre de fois ;

7° « La guerre en question », de M. Jules Monnerot, s'assortit donc du mouvement d'émancipation des peuples colonisés arrivés maintenant aux notions d'État, de Nation et de Patrie, c'est-à-dire au degré de développement économique et social qui leur correspond. Son issue dépendra de l'issue d'ensemble de ce mouvement. D'ores et déjà, il faut prendre texte que l'attitude des métropoles incline ces peuples vers Moscou.

[76]

Les signes de ce mouvement dantesque de translation sont déjà perceptibles. Dans la première moitié de ce siècle, l'Angleterre a perdu la primauté navale et financière, l'Irlande, l'Égypte, l'Inde, les concessions chinoises et iraniennes, sans parler de l'Afrique centrale, du Canada et de l'Australie, qui sont, avec elle, en rupture de ban plus ou moins consommée. Et M. Churchill, qui n'a pas réussi à sauver le Commonwealth en le centrant sur le problème allemand et en traitant avec Staline, à bout d'expédients, essaie, avant qu'il ne soit trop tard, de vendre ce qu'il en reste à M. Eisenhower. Le plan Marshall et les investissements américains en Afrique française, au Congo belge et dans les Indes néerlandaises relèvent, d'autre part, de la même explication.

Il n'est pas possible d'aller plus avant et d'anticiper sur le développement de la situation ainsi caractérisée. Quant à rendre sensibles les données du problème, cela suppose, avant toute chose, un changement de climat. Dans la mesure où ce changement de climat est susceptible de se produire contre tous les éléments qui vont à son encontre, c'est encore par le biais qu'il faudrait l'envisager. Dans la série de conférences déjà citées¹, J.-F. Horrabin espérait beaucoup de la promotion de l'idée de *Citoyenneté mondiale* qu'il justifiait en ces termes :

La principale évidence qui ressort de la comparaison de l'état actuel du monde avec les périodes antérieures est le fait de l'interdépendance économique de ses parties. Voies ferrées et routes océaniques ont uni plus ou moins étroitement les différentes

¹ Cf. note page 58.

parties du monde les unes aux autres. Et chaque partie dépend plus ou moins d'autres parties pour des produits vitaux tels que les matières premières, les pétroles, les produits alimentaires. Les gouvernements qui agissent dans l'intérêt de groupes ont beau vouloir nier ce fait fondamental et élever des remparts douaniers entre les différentes parties du monde, ils ne réussissent [77] qu'à rendre plus certain l'écroulement d'un système économique qui ne peut plus s'adapter aux nécessités du monde moderne. Le vieil État se suffisant à lui-même à l'époque féodale, l'Angleterre du XVIII^e siècle se suffisant pratiquement à elle-même, toutes ces choses sont passées comme sont passés le servage, la traite des esclaves et le régime des corporations artisanales. Aujourd'hui, une petite ville industrielle du centre de l'Angleterre, comme Luton, dépend du lointain Pacifique et de certains districts du Japon pour les matières premières nécessaires à son industrie principale. Et lorsque le travailleur britannique n'est pas en chômage et peut s'offrir un déjeuner, ce déjeuner consiste en pain dont le blé a poussé en Amérique, en jambon provenant de l'ouest du même continent, en beurre du Danemark et de Sibérie, et en thé des plantations chinoises ou indiennes.

Et c'est dans tous les pays, que s'est déroulé ce processus de « spécialisation régionale », de sorte qu'il y a des régions agricoles et des régions industrielles, qui dépendent les unes des autres. Les Galles du Sud, comme le bassin de la Ruhr, sont des régions d'industrie lourde, tandis que l'Est anglais et la Prusse orientale sont consacrées à la culture du blé.

Cette interdépendance économique est basée sur deux choses :

1° Sur les progrès considérables des moyens de transport et des communications, tant terrestres que maritimes, réalisés en quatre siècles, depuis la première ouverture des routes océaniques ;

2° Sur la situation géographique particulière de certains terrains de culture et de certaines sources de matières premières.

Une certaine connaissance de la répartition des principales ressources est indispensable pour comprendre les problèmes internationaux du monde d'aujourd'hui.

Le premier fait à tenir en mémoire est que « la nature n'a pas répandu sur la planète le fer, le charbon, le cuivre et les terres à sucre avec la même libéralité que l'air ou la lumière solaire ». Ces produits-là ne se rencontrent qu'en certaines régions. Et, certaines régions produisent beaucoup plus d'une certaine matière première qu'elles ne peuvent en consommer elles-mêmes. Le surplus doit être exporté en des pays qui s'en trouvent entièrement dénués ou simplement mal pourvus.

[78]

Cet échange réciproque de produits est la base du système économique du monde et il n'y a peut-être pas de partie du monde moderne qui, si on l'isolait du reste du globe, ne verrait pas immédiatement son standard de vie abaissé en quelque façon, la ruine de quelques-unes au moins de ses industries. L'expérience de la grande guerre et celle des années de crise mondiale ont appris de façon directe, à ceux qui en avaient compris la vérité théorique, comme à ceux qui n'y avaient jamais pensé, que cette solidarité économique du monde moderne est un fait avec lequel il faut compter.

Mais, si cette interdépendance est évidente, un autre fait est encore plus évident : c'est que son image ne se reflète pas dans l'organisation politique du monde. Le fer de Lorraine est pratiquement sans utilité pour quiconque est privé du charbon de la Ruhr. Aussi, canaux et voies ferrées unissent-ils mines de fer et mines de charbon. Mais les unes et les autres sont séparées par une frontière politique artificielle, par une frontière dont on peut dire qu'elle est devenue un véritable anachronisme. De semblables barrières entre matières premières et centres industriels, entre groupes, de producteurs et groupes de consommateurs, s'élèvent aujourd'hui dans, l'Europe entière. Elles proviennent de ces frontières qui furent tracées dans le passé et qui convenaient fort bien aux vieux États agricoles se suffisant à eux-mêmes. Et les dirigeants d'aujourd'hui, financiers et grands industriels, utilisent ces divisions politiques pour s'enrichir encore davantage. C'est dans des régions indépendantes et se suffisant à elles-mêmes que l'idée de nationalité prit

naissance et se développa lentement. Mais elle est bien faite aujourd'hui pour aggraver encore la contradiction qui résulte de l'interdépendance, d'une part, et de frontières tracées, sans tenir compte des nécessités économiques modernes, d'autre part. Voyez par exemple l'empire d'Autriche-Hongrie. Il y avait bien à reprendre à son gouvernement. Mais il avait fini par devenir une sorte d'unité économique. Après la grande guerre, il fut divisé en régions « nationales ». Et chacune d'elles se révéla, pour ainsi dire, infirme de naissance, du fait de sa séparation d'avec les autres.

Nous admettons la réalité du sentiment national¹ et s'il n'y avait [79] pas d'autre preuve, les exemples de l'Irlande et de l'Inde suffiraient à établir cette réalité. Mais le fait demeure que les aspirations nationales du XXe siècle ne cadrent pas avec les nécessités économiques du XXe siècle. Et, à l'époque du fer, du charbon et du rail, c'est un anachronisme que cette sorte de patriotisme qui eut une réelle base matérielle à l'époque où l'agriculture était l'industrie principale, et la traction chevaline le seul moyen de transport. Aujourd'hui, les hommes sont, économiquement, citoyens du monde. Ainsi, pour avoir la clé des « problèmes mondiaux » d'aujourd'hui, il faut comprendre et réaliser complètement l'anachronisme fondamental de l'économie mondiale : la solidarité économique dans la division politique — division politique qui se manifeste par des barrières douanières et des méthodes d'échanges financiers qui, à leur tour, entravent la circulation des produits et des marchandises.

Ce thème est évidemment une excellente voie d'accès aux larges horizons qui sollicitent l'attention et la curiosité des hommes.

Il en est d'autres.

¹ On pense bien que dans l'esprit de J.-F. Horradin, la réalité du sentiment national ne suffit pas à sa justification. Pas plus que ne suffit à sa justification... la réalité du fascisme par exemple. (Note de l'auteur)

DEUXIEME PARTIE : LES STRUCTURES ECONOMIQUES ET SOCIALES

CHAPITRE IV : SYSTEME MONETAIRE, PRODUCTION CIRCULATION ET CONSOMMATION DE LA RICHESSE

Les notions d'Histoire et d'Economie politique ne sont embrouillées et faussées au point où nous le déplorons qu'en raison de cette fâcheuse habitude qu'ont à peu près tous les gens de plume de vouloir faire le tour du monde et des événements en quatre-vingts secondes ou en quatre-vingts lignes. Aussi, et encore que leur analyse eût été d'une utilité certaine, il n'entre pas dans mon dessein de pénétrer jusqu'au détail les circonstances dans lesquelles l'humanité dite civilisée, abandonnant le troc antique, lui a substitué le système de la contre-valeur en monnaie métallique d'abord, scripturale ensuite. Pas davantage, je ne m'arrêterai à celles qui ont motivé le passage de l'esclavage au salariat, sa forme évoluée. Ces deux ordres de faits qui s'expliquent vraisemblablement l'un par l'autre, se sont produits successivement ou simultanément dans le temps, selon les lieux géographiques et le degré de maturité des groupes humains. Ils coexistent dans l'espace. Et ils consacrent une double antinomie.

[84]

D'une part, le travail des hommes qui se mesure en heures, minutes, secondes d'un effort plus ou moins pénible, se traduit par la création d'une somme considérable de richesses, individuellement ou collectivement consommables, qui s'évaluent, au moment de l'échange, en unités de monnaies conventionnellement, mais arbitrairement définies quant à leur valeur : le mark, le rouble, la livre, le dollar.

De l'autre, chaque producteur pris individuellement, crée, dans un temps donné, une quantité de richesses, de toute évidence bien supérieure aux besoins de sa subsistance, mais n'en reçoit, en échange, qu'une part sans rapport avec l'effort fourni, minime et très au-dessous de ses besoins.

Les bénéficiaires de cette double antinomie l'expliquent et la justifient, dans sa première partie, par le souci du commode (*sic*) et l'impossibilité de revenir au troc ou à la prise au tas. Et dans la deuxième, par la nécessité sociale de faire trois parts dans les richesses créées par le travail des hommes : le salaire qui est à la libre disposition de l'individu et deux parts réservataires affectées, l'une à l'entretien et à la mise à jour des moyens de production et d'échange (routes, chemins de fer, grands barrages, usines, matériel, etc.), l'autre aux charges (enfants, vieillards, infirmes, bâtiments scolaires, hôpitaux, hygiène, etc.).

Ainsi la, double antinomie s'assortit-elle d'une double imposture, ces arguments ne se justifiant que par le souci de dissimuler la quatrième part, à savoir, le profit qui se greffe en faisant boule de neige sur le circuit des richesses, à tous les stades du long périple qui les mène du producteur au consommateur.

[85]

Une expérience significative

Pendant les années 1927-1930, la Russie des Soviets, donna dans le gigantisme : Staline lançait le mythe de l'industrialisation et, sentant le besoin de faire des choses qui se voient, pour mieux se donner les apparences de la réussite, il les fit monumentales. Ainsi fut conçu le Dnieprostroï, par les spécialistes du Gozplan. Le Dnieprostroï était un générateur d'électricité qui, utilisant le courant formidable, à la fois en volume et en puissance, du Dniepr, devait être à même de fournir de l'électricité à toute la Russie. Effectivement, on le vit de loin : les agents du Komintern hurlèrent dans toutes les langues du monde la magnificence de cette réalisation en ponctuant leur enthousiasme de vigoureux *Piatiletka* !. Ce qu'ils ne dirent pas, ce que la plupart d'entre eux ignorèrent probablement toujours, c'est que le Dnieprostroï ne servit pratiquement à rien. Quand l'œuvre fut achevée, on s'aperçut, au Kremlin, que les spécialistes du Gozplan, s'ils avaient bien calculé les besoins de la Russie en force et en lumière, et non moins bien les possibilités de production de la centrale qu'ils avaient édiflée, n'en avaient pas moins oublié une toute petite chose : le fil qui conduirait l'électricité, de Dniopropetrovsk jusque dans les coins les plus reculés du pays. La Russie manquait de câbles. On se mit à la recherche de cet indispensable article. Ainsi apprit-on que les savants n'avaient pas encore trouvé le moyen de conduire le courant électrique au-delà d'un certain nombre de kilomètres sans le secours de relais-transformateurs ou condensateurs sur tous les circuits. On mit à l'étude l'installation des transformateurs et des condensateurs et, chemin faisant, on découvrit que, ni les usines qui devaient utiliser la force, ni les lampes qui devaient brûler la lumière, n'existaient aux endroits où on voulait conduire l'une et l'autre. On découvrit [86] même, par surcroît, qu'il s'écoulerait un certain nombre de lustres, peut-être des siècles, avant que les installations électriques correspondant à la construction du Dnieprostroï et de Dniopropetrovsk, pussent être mises au point. De fait, en 1942, soit quinze années après, les Allemands avaient déjà conquis la ville et détruit l'installation que la Russie n'avait encore trouvée le moyen de consommer qu'une infime partie de l'électricité produite par une seule de ses génératrices. Dans l'histoire capitaliste et précapitaliste, l'affaire de Dnieprostroï s'est reproduite, à des millions d'exemplaires, sous les noms les plus divers, des Pyramides d'Égypte à la cité marseillaise de Le Corbusier. Elle est le symbole du capitalisme, sa représentation figurative la plus probante et, à ce titre, elle prend la valeur d'un véritable et suggestif apologue. Il en est de toute la production capitaliste, comme de l'électricité du Dnieprostroï : on produit tant qu'on peut dans tous les domaines, parce qu'on sait que les besoins de la

consommation sont inextinguibles, mais on oublie une toute petite chose : le fil conducteur au moyen duquel on fera parvenir au stade de la consommation les énormes quantités de richesses créées par le travail des hommes. En électricité, le fil conducteur, c'est un câble dont les défaillances peuvent être palliées par des transformateurs ou des condensateurs judicieusement installés, de distance en distance. En économie politique, c'est la monnaie.

Du troc à la monnaie

Aussi loin qu'on remonte le cours de l'Histoire, il y a toujours eu un objet ou un produit qui a plus particulièrement excité la convoitise des hommes — la peau des bêtes dans la civilisation de la chasse, le harpon dans celle de la pêche, [87] le bronze, puis l'argent, puis l'or, à partir de la découverte des métaux. En règle générale, un objet ou un produit qui offrait, soit de très grandes possibilités d'utilisation, soit une très grande résistance à l'altération dans le temps et qui, par là même se voyait automatiquement conférer une très grande et durable valeur d'échange.

À l'origine, le comportement des hommes dans ce domaine, était un calcul qui ne relevait que du simple bon sens et très pertinemment : le pêcheur retirant de l'eau une quantité de poisson bien supérieure à ses besoins, le chasseur tuant du gibier dans les mêmes proportions, éprouvaient l'un et l'autre le souci de s'assurer contre la malchance, et ils échangeaient le surplus des produits éminemment périssables de leur chasse ou de leur pêche contre des denrées susceptibles d'être conservées et échangées, à leur tour, aux jours sombres aux mortes-saisons. Ainsi, du cultivateur avec son lait, son beurre, ses œufs. Petit à petit, la pratique de l'échange s'étendit à tout et les activités se spécialisèrent.

Dans ces temps heureux qui ignoraient à la fois les frontières des nations et l'intervention autoritaire des États, les échanges se faisaient librement au gré des individus ou des parties en cause et selon la loi, à l'état pur, de l'offre et de la demande. La production des peaux de bêtes ou des harpons, de tout autre objet ou de toute autre de denrée, sur lesquels se portait l'engouement collectif, étant quasi inépuisable, les moyens d'échange qui étaient la monnaie de l'époque étaient toujours supérieurs à la somme globale de toutes les autres richesses créées par le travail des hommes. Le système eût été éternel et, des clans aux empires, n'eût jamais suscité que des problèmes de répartition entre les individus, à l'intérieur des sociétés.

[88]

Vint l'or. De tous les produits de l'effort humain, celui-ci est, sans aucun doute, le moins utile. Il conquiert néanmoins droit de cité par ses qualités de durabilité et les applications qu'on en pouvait tirer dans certains travaux de finesse, et surtout dans le domaine de l'esthétique. Par surcroît, il était rare et il devint très vite un signe de richesse extérieure d'une extraordinaire valeur d'échange. Il fit son entrée sur les marchés sous la forme de poudre, s'inséra d'abord dans le circuit des richesses selon

la loi de l'offre et de la demande, dans le système du troc : un poids plus ou moins grand de poudre d'or, selon les époques ou les saisons, correspondait à des quantités déterminées et fixes de blé, d'huile, de bétail, etc.. Mais toutes les transactions ne se faisaient pas sur la base de l'or : l'argent et le bronze, notamment, étaient également des moyens d'échange évalués en poids, et leur cours s'établissait par référence à l'or.

L'erreur a consisté à vouloir battre monnaie. Dès lors, ce fut une quantité d'or déterminée et fixe qui s'échangea selon les époques ou les saisons, contre des quantités variables de blé, d'huile, de bétail, etc.. Les données du problème se trouvaient inversées. Sa solution se compliqua. Ainsi naquit la notion de prix dans son acception actuelle. L'argent et le bronze, qu'on trouvait à profusion sous d'autres formes que la monnaie, perdirent progressivement leur valeur d'échange. Un jour, il fallut renoncer à en battre monnaie, parce que le cours de ces deux métaux changeait trop fréquemment, par rapport à l'or et parce que la valeur du travail nécessaire était devenue supérieure à celle de la pièce.

Très vite, on s'aperçut qu'il n'en était pas de la production de l'or comme de celle des peaux de bêtes et des harpons : elle n'était pas inépuisable, et les moyens d'échange ramenés [89] à l'or furent rapidement inférieurs à la somme globale des autres richesses.

Telle est la raison profonde de toutes ces manipulations monétaires qui ont été greffées sur le circuit des richesses dans l'espoir, toujours déçu, qu'elles y pourraient jouer le rôle des transformateurs et des condensateurs sur les circuits électriques. La plus célèbre est, en France, celle par laquelle s'illustra Philippe le Bel. Pour élever le nombre des pièces d'or du trésor royal à la hauteur de ses besoins personnels et des possibilités d'échange, ce roi avait imaginé de rogner sur chacune d'elles et de frapper de la fausse monnaie avec les poussières : la dévaluation avant la lettre.

Depuis, les moyens les plus divers, quoique procédant du même principe, ont été mis en œuvre dans le même sens, et c'est au nombre de ces moyens qu'il faut faire figurer la mise en circulation de la monnaie-papier fiduciaire ou scripturale.

Par antiphrase, cette politique fut appelée : la recherche de la stabilisation monétaire.

La stabilisation monétaire

On sait le principe sur lequel repose le papier-monnaie.

Son utilisation consacre la généralisation de la lettre de change en usage entre les individus, avec le concours de l'usurier antique, bien avant que l'État y pensât. Le billet de banque, en effet, n'est autre que la lettre de change théoriquement payable à vue : par l'entremise d'un institut d'émission qui fonctionne avec sa garantie et sous son contrôle, l'État met en circulation une somme de billets de banque égale, en valeur conventionnelle, aux ressources en or de la Nation évaluées à un moment donné et tout aussi conventionnellement.

[90]

À l'origine, le procédé apparut comme un moyen simple et pratique de doubler effectivement, quoique artificiellement, le montant des signes monétaires et ce, la confiance aidant, sans diminuer leur valeur d'échange, ce qui était un avantage inestimable. Il apparut salvateur aussi, et il le fut : momentanément. Il cessa de l'être le jour où des phénomènes sociaux, comme le chômage, résultant de la disproportion qu'ils enregistrèrent à nouveau bientôt entre les possibilités de production des richesses, indéfiniment accrues par les progrès scientifiques et les moyens limités de se les procurer, obligèrent les économistes à se demander si le double ainsi obtenu de la production de l'or suffisait à la satisfaction de tous les besoins en matière d'échange. Bien que ce petit problème d'arithmétique élémentaire n'ait jamais été officiellement résolu, l'expérience de Law, avec la banque de la rue Quincampoix dans la première moitié du XVIII^e siècle et, en fin de la seconde, celle du Directoire avec les assignats, ont cependant répondu péremptoirement par la négative. Et, de nos jours, les dévaluations successives, érigées en système, continuent à faire la preuve expérimentale sans cesse répétée, à un rythme qui sans cesse s'accélère, de son évidente insuffisance. L'État n'en continue pas moins à calculer — théoriquement, car en pratique... — le montant des billets qu'il met en circulation sur le rythme de la production de l'or, en volume ou en poids, et à s'enfermer dans la politique dite de stabilisation qui résulte de son obstination intéressée.

Or, la stabilisation est une chimère, même dans le système monétaire à base d'or doublé de papier. La première raison en est, ainsi qu'il a déjà été dit, que les ressources de la terre en or sont limitées et le seront toujours relativement aux autres ressources qu'elle met à la disposition des possibilités de transformation des hommes. Par voie de conséquence, l'or et sa représentation, séparément ou ensemble, seront toujours [91] inférieurs au revenu du travail commun. L'éventualité d'un renversement du rapport est exclue mathématiquement et à jamais.

Le mode de circulation des richesses fournit la seconde raison. Si on prend n'importe quelle marchandise dont le prix de revient a été établi à 100 francs par l'usine qui la fabrique, on s'aperçoit très vite qu'après être passée par les mains du grossiste et du détaillant, les marges bénéficiaires et les taxes aidant, il n'est guère possible au consommateur de se la procurer à moins de 300 francs.

Ainsi se pose, pour le régime dans lequel ces mœurs sont en usage, le problème de la consommation, c'est-à-dire de l'échange des richesses qu'il produit. Si elles ne se consomment pas, elles ne s'échangent pas : c'est alors l'accumulation, le stock forcé, qui condamne à la recherche de débouchés extérieurs et au bout duquel il y a la guerre quand tous les entrepôts sont pleins. Or, dans ce système, elles ne peuvent pas se consommer par la raison bien simple qu'il faudrait, pour qu'elles le puissent, mettre en circulation 300 francs de monnaie chaque fois qu'on crée 100 francs de richesse réelle.

Dans tous les pays du monde, il en est ainsi, et l'État s'y condamne, soit à faire périodiquement sur le papier l'opération que Philippe le Bel pratiqua sur les pièces d'or et que les professeurs d'histoire sont chargés de condamner devant leurs élèves, au nom de la morale, soit à organiser systématiquement le malthusianisme

économique, c'est-à-dire à régler la production, dans tous les domaines, sur celle de l'or.

Telle est l'impasse à laquelle conduit le refus d'admettre que, les signes monétaires ayant une tendance naturelle à se modeler sur l'ensemble de la production et non pas seulement sur celle de l'or la politique de stabilisation monétaire [92] ne peut se concevoir que par référence à la production nationale ou mondiale, selon l'étendue du champ d'expérience dans lequel on entend la pratiquer.

En réalité, l'État emploie les deux moyens simultanément ou alternativement, selon les besoins créés par les circonstances, mais comme il est assez difficile de les jumeler harmonieusement, de temps à autre, il faut avoir recours à la guerre pour décongestionner les marchés.

D'innombrables facteurs entrent en jeu sur cette toile de fond.

La royauté factice et éphémère de l'or

Deux ordres d'événements, qui se sont produits concomitamment dans la première moitié de ce siècle, ont profondément modifié les rapports monétaires et atteint le système jusque dans ses bases principielles : l'accès des États-Unis aux marchés mondiaux avec des produits dont l'extraordinaire bon marché, le volume et la qualité, résultaient d'une technique nouvelle dans les formes de la production, d'une part ; de l'autre, les deux guerres de 1914-1918 et 1939-1945. Se conjuguant, ils provoquèrent un courant naturel de tout l'or du monde vers les États-Unis et amenèrent successivement tous les pays de l'Europe occidentale à l'abandonner comme garantie ou comme étalon de leur monnaie-papier.

Le mouvement commença par l'Allemagne, laquelle fut obligée d'abandonner tout l'or qu'elle possédait, plus une partie de celui qui était à venir, à ses vainqueurs de 1914-1918 au titre des réparations, et, au surplus, placée dans l'impossibilité matérielle, pour de longues années, de consacrer la plus petite partie des disponibilités résultant de son travail et de ses ressources naturelles, cependant immenses, à l'achat d'or [93] nouveau. Il se continua par la France, les Pays-Bas et l'Italie, qui furent, eux, obligés de reconstruire ce qui avait été détruit sur leur sol et ne purent, les uns et les autres, conserver un peu d'or dans les caves de leurs instituts nationaux que par deux mesures impopulaires, au surplus rendues totalement inefficaces par la guerre de 1939-1945 : la première consistait dans le retrait de la monnaie d'or sur le marché intérieur et s'accompagnait du cours forcé de la monnaie-papier ; la seconde, en une dévaluation si massive de la monnaie-papier qu'elle aurait rendu rêveur Philippe le Bel lui-même. Ceci se passa en France, en 1926 : Poincaré, le *franc quat'sous*, etc.

L'Angleterre, qui est producteur d'or par la personne interposée de ses Dominions, ne fut sérieusement touchée qu'aux environs de 1929-1931 et seulement par la concurrence, d'abord redoutable, puis triomphante, puis imbattable des États-Unis. De tout ce qu'elle vendait, il n'y eut bientôt plus que l'or à trouver preneur. Et comme il n'y avait que les États-Unis qui pouvaient se payer le luxe de l'acheter,

parce qu'ils n'avaient pas été touchés par la guerre, ils furent bientôt son seul client. Pour vivre et pour se procurer le matériel et les matières premières plus nécessaires que l'or à son économie, l'Angleterre fut progressivement acculée à se démunir, en leur faveur, de toute sa production d'or, dès la sortie des mines, puis d'une importante partie du stock qui garantissait sa monnaie-papier, puis de tout le stock ou à peu près, ce qui correspondait à l'abandon de l'étalon-or : au lendemain de la guerre de 1939-1945, la livre sterling, dévaluée en 1931, n'est plus garantie que par la production annuelle flottante de l'or du Transvaal.

Il se trouve donc que, de tous les pays du monde, il n'y en a plus qu'un — les États-Unis — où la valeur de la monnaie-papier se calcule encore par référence à l'or avec quelque [94] apparence de justification. Dans les autres, qui n'ont plus d'or, elle se calcule par référence au nombre de dollars que la partie de leur production qu'ils peuvent libérer pour l'échange sur le marché mondial, leur permet de se procurer, c'est-à-dire aussi par référence à l'or, mais à l'or des autres et en deux temps.

Par voie de conséquence, la méthode comporte une difficulté supplémentaire, en ce sens que les prix de tout ce que le monde produit s'établissent en dollars aux États-Unis, selon les règles du plus pur libéralisme et, par le canal du marché mondial, gagnent les marchés intérieurs de tous les pays où ils se convertissent en monnaie du cru, selon celles du plus incohérent des dirigismes. Et c'est là ce qui nous touche le plus cruellement.

L'appareil de production des États-Unis est formidable. Leurs ressources naturelles sont incommensurables, leur main d'œuvre et leurs méthodes extraordinairement qualifiées, en dehors de toutes considérations humanitaires. Je ne sais plus qui a écrit, un jour, qu'ils étaient à même de satisfaire tous les besoins du monde entier dans tous les domaines. C'est bien possible et, dans l'éventualité, je vois là une raison de plus d'affirmer que, tout l'or du monde ayant convergé et continuant à converger sur eux, même doublé d'une quantité équivalente de dollars-papier, n'arrivera jamais qu'à constituer un volume de signes monétaires bien inférieurs à leur propre production.

Pour enrayer, sur le marché intérieur, l'embouteillage qui résulte de cet état de fait et qui ne peut manquer d'aller croissant, la conquête de marchés extérieurs est une des nécessités vitales du régime. Or, l'expérience prouve que la conquête des marchés sort très facilement des limites de la [95] concurrence pacifique et aboutit à la guerre. En l'occurrence, les événements d'Extrême-Orient n'illustrent que trop magnifiquement cette thèse.

Que la guerre ne soit pas envisagée de gaîté de cœur ne fait pas de doute. Que ceux qui la rendent ainsi possible, et même inévitable, cherchent néanmoins à l'éviter n'en fait pas plus, mais c'est par un réflexe humanitaire et non par un calcul. Le jour où il n'est plus possible de manipuler la monnaie-papier sans porter son montant à un niveau tel que cette mesure équivaldrait à une distribution gratuite et serait de nature à tarir à jamais les sources du profit c'est le calcul qui l'emporte : le calcul, c'est-à-dire la guerre...

Les politiques monétaires

Les politiques monétaires participent donc toutes du même principe : l'augmentation en volume de la monnaie-papier avec sa conséquence inéluctable, la dévaluation. Elles sont cependant de deux ordres d'idées quant au rayon d'action dans lequel elles prétendent à l'efficacité. Les unes sont internationales, les autres, nationales. Au nombre des premières figurent la conférence de Bretton Woods, en 1945, et celle de Washington (septembre 1949). Au nombre des secondes, il faut compter les différentes mesures qui ont tenté en vain, successivement et souvent contradictoirement d'établir un rapport, sinon stable, du moins normal ou acceptable, entre les salaires et les prix, c'est-à-dire entre le revenu national et les moyens de le consommer. Pour ne s'en tenir qu'à ce qui s'est passé, en France, depuis la Libération, on peut dire que, sous cet angle, trois politiques au moins ont été pratiquées avec un égal insuccès :

- la compression des prix par voie autoritaire ;
- l'augmentation des salaires ;
- la compression des prix par l'entremise des subventions d'État à la production.

On en pourrait ajouter une quatrième, qui relève de l'affolement et procède de la combinaison des trois selon les méthodes éprouvées de l'Apprenti sorcier. Mais, comme elle ne résiste pas à l'examen, il n'y a lieu de la citer que pour mémoire.

Les esprits optimistes se féliciteront sans doute qu'on en soit arrivé à considérer le problème monétaire comme conditionnant celui des échanges et à l'envisager d'abord sur le plan international ou mondial, choses auxquelles personne ne songeait, il y a seulement un quart de siècle. Les esprits objectifs observeront que, dans les deux ordres d'idées, on agit à la manière des constructeurs du Dnieprostroï, que chaque fois qu'on s'est trouvé dans l'obligation d'augmenter le nombre des signes monétaires, jamais on n'envisage de le faire en conservant leur valeur et que, par conséquent, le problème reste toujours entier et au même point, quand il ne s'aggrave pas. À quoi sert, en effet, d'augmenter le nombre des billets en circulation si, avec plus de billets, on ne peut acheter ni consommer plus de marchandises, et si, comme c'est le cas, on s'aperçoit même, après chaque opération, qu'on en peut acheter moins encore qu'avant ?

Le monde capitaliste, enserré dans les maillons de la chaîne du progrès qui le condamne à produire toujours plus, ne conçoit la possibilité de s'en dégager que par des mesures qui le condamnent à consommer de moins en moins, ou autant, dans le meilleur des cas, mais jamais plus. Ainsi, l'accumulation des richesses qui lui offre un certain nombre de moyens de manœuvre au stade de la réserve, quand elle s'accroît et dépasse un certain niveau, devient une charge qui le paralyse et une maladie incurable quand elle n'offre plus aucune possibilité de limitation. Depuis Charles Gide, pourtant, il est admis par tous les politiciens et par tous les économistes d'un extrême à l'autre de l'horizon politique, que l'augmentation de la production non seulement permet à tous les régimes de satisfaire plus de besoins

individuels, par conséquent, d'augmenter le volume de la consommation, mais encore leur en fait une obligation à peine de troubles graves, voire de mort en cas d'entêtement Ceci est évidemment une autre histoire : une chose est la théorie, une autre la pratique. Et dans le passage de la théorie à la pratique, l'intérêt de classe joue toujours plutôt comme frein que comme incitation. En foi de quoi l'or, toujours lui, teste toujours le maigre fil conducteur.

Le calcul des États-Unis

Hitler à peine écrasé, les Américains se sont aperçus qu'ils n'avaient arraché le marché européen à l'Allemagne que pour le livrer aux Russes. Dans l'impossibilité matérielle et morale de procéder à un renversement des alliances devenu sans objet, comme de continuer militairement la guerre, ils ont imaginé une politique au premier abord séduisante, dans ses effets économiques probables, en tout cas supputés : à Bretton Woods, en 1945, ils ont accepté que les taux de change des monnaies européennes fussent fixés à un niveau très supérieur à leur valeur réelle calculée par référence aux disponibilités en or du vieux continent. Ainsi, le gardaient-ils comme client dans le même temps qu'ils avaient la possibilité de l'influencer politiquement et, par exemple, de l'entraîner dans l'aventure atlantique. Le Pacte Atlantique étant signé, et en voie de réalisation les dispositions stratégiques en vue de la prochaine guerre qu'ils jugent inéluctable, les Américains n'étaient plus tenus, ni à la même générosité, ni aux mêmes précautions diplomatiques.

Aussi furent-ils moins larges à Washington et abaissèrent-ils les taux de change de la livre sterling et des autres monnaies européennes dans une proportion qui, pour être encore au-dessus de la normale dans le système monétaire à base d'étalon-or, n'en est pas moins notable et très dommageable à l'ensemble des changes. Peut-être espéraient-ils, en élevant le taux du dollar et en payant moins cher ce qu'ils achètent en Europe, se rembourser dans une certaine mesure des libéralités du plan Marshall ? Sans doute pouvaient-ils justifier la mesure, avançant que le nouveau taux du dollar correspondait à leurs disponibilités en or. Arithmétiquement, ces raisonnements sont rigoureux. Économiquement, ils constituent des erreurs monumentales en ce sens qu'ils ne tiennent pas compte de l'orientation du courant des échanges.

De même qu'entre des vases en communication l'eau va de ceux qui en contiennent à ceux qui n'en contiennent pas, les richesses, entre les groupes humains, vont de ceux qui en produisent à ceux qui en produisent moins. L'Amérique est un pays producteur qui a besoin de l'Europe occidentale, beaucoup plus comme client que comme fournisseur. Depuis l'opération, les États-Unis paient, comme ils l'espéraient, moins cher ce qu'ils achètent en Europe, mais, comme ils achètent peu, le bénéfice est négligeable. Par ailleurs, comme l'Europe occidentale paie plus cher tout ce qu'elle achète chez eux, elle achète moins. Résultat : la crise de surproduction — qu'ils disent !— qui menace les États-Unis depuis la Libération, s'accroît parallèlement à la réduction du courant de leurs ventes, et ils s'aperçoivent déjà que,

sous couvert d'éviter une crise financière à Wall Street, ils n'ont fait que précipiter [99] une crise sociale latente caractérisée en tout premier lieu par un nombre appréciable de chômeurs. Et que le reste vient quand même, par surcroît !

Pour enrayer ce courant de débâcle, ils ont assorti cette mesure de la disposition suivante : le cours du dollar a été fixé très haut dans les pays susceptibles de leur faire concurrence à la vente, pour les empêcher de vendre, et plus bas, dans les autres (avec facilités de paiement et jusqu'en sous-main), pour les encourager à acheter chez eux, voire les mettre dans l'impossibilité d'acheter ailleurs.

Ils ont ainsi créé un véritable imbroglio dans les valeurs comparées des monnaies nationales sur le marché mondial, sans atténuer pour autant les effets de la mesure générale de hausse de leur dollar.

Il reste alors que la conférence de Washington a ralenti le courant des échanges dans le sens de la vente pour les États-Unis eux-mêmes et, dans les deux sens, pour tous les pays intégrés dans la zone dollar. Et, de quelque façon qu'on tourne ou retourne ses résultats, on ne rencontre que des inconvénients pour toutes les parties en cause.

Bien qu'on risque de froisser quelques susceptibilités, et non des moindres, il n'est pas exagéré de dire que, de tous les journaux, c'est *Le Canard enchaîné* qui a le mieux caractérisé la dernière manipulation monétaire internationale, en écrivant, d'une part :

L'Angleterre, la France et les autres pays européens achètent beaucoup de choses aux États-Unis. Pour cela, il leur faut beaucoup de dollars, et ils en ont de moins en moins. La situation devenait critique, les financiers se sont réunis à Washington pour trouver une solution. Et ils ont dévalué la monnaie des acheteurs. De sorte que le dollar est [100] encore plus cher, que les acheteurs auront de plus en plus de peine à s'en procurer et que, bientôt, ils ne pourront plus rien acheter du tout. – C.Q. F. D.

Et, de l'autre, en se plaçant du point de vue des États-Unis :

Comme ça, s'est dit sir Stafford Crips, les Américains pourront acheter davantage de produits anglais. En dévaluant le franc, M. Petsche s'est tenu le même raisonnement. Et aussi tous les autres ministres des Finances des pays dévaluateurs. Il est donc facile de prévoir ce qui va arriver. Les Américains achèteront au monde entier des tas de marchandises dont ils n'ont nul besoin, Et, comme ils pourront de moins en moins vendre les leurs, il ne leur restera plus qu'à fermer leurs usines. C'est décidément un peuple très généreux.

Si j'avais, moi aussi, le sens de l'humour, je dirais combien il est réconfortant de savoir la gestion des affaires du monde entre les mains de techniciens d'une telle valeur, d'économistes si distingués, d'hommes si avisés, que les décisions qu'ils prennent aussi gravement puissent être aussi clairement, aussi pertinemment et aussi magistralement exécutées, entre deux coups de Juliéna, en quelques phrases d'une ironie au demeurant relativement facile. Mais je n'ai pas le sens de l'humour et ma préférence va au mode sérieux. Aussi me bornerai-je à souligner que le régime capitaliste demeurera condamné à des solutions qui relèvent de l'humour tout en engendrant les plus dramatiques tragédies sur le plan humain, tant qu'il n'aura pas changé la base de son système monétaire ou qu'il ne l'aura pas supprimé. En ajoutant

que si, par hasard, il s'engageait dans cette voie, il ne pourrait pas rester capitaliste, ce qui veut dire qu'il est condamné de toutes façons.

Avec un peu d'imagination, les Américains, maîtres du jeu, eussent remarqué que l'Europe occidentale et l'Amérique n'étaient complémentaires sur le plan des échanges que par l'or qui se produit en sterling et s'achète en dollars en raison [101] de l'inexplicable penchant qu'en dépit de leur ultra-modernisme, les États-Unis ont gardé pour ce métal d'une si précieuse inutilité. Et ils auraient essayé de trouver une solution qui eût permis à l'Angleterre de continuer à leur envoyer tout son or au fur et à mesure de sa production, en échange de tout ce qu'elle ne produit pas, mais dont elle a incontestablement besoin. Orientant leurs recherches dans ce sens, ils ne pouvaient manquer de conclure à la dévaluation du dollar assortie de redistributions périodiques du stock de l'or qui, en s'accumulant dans les caves de Wall Street, finira par étouffer complètement l'économie américaine. Les possibilités de consommation de l'Europe occidentale, ruinée par deux guerres en moins de trente ans, étant immenses, elles auraient fourni un écoulement naturel à toute la production américaine durant le temps de... quelques redistributions d'or, l'artifice ne pouvant envisager le terme de ses effets qu'au moment où ladite Europe occidentale aurait pu être considérée comme complètement remise, c'est-à-dire apte à faire face à tous ses besoins. Les mérites politiques de cette façon de procéder sont évidemment discutables : elle avait au moins celui de retarder la guerre et l'expérience du bolchevisme dans toute la zone qui est directement menacée par lui et qui vit dans sa tragique obsession. Au surplus, elle se justifiait au titre d'opération classique par le fait qu'en Amérique même, le dollar est la seule denrée dont le prix en or n'ait, pour ainsi dire, jamais baissé depuis 1933, puisqu'il n'a perdu qu'à peine la moitié de sa valeur.

Mais, les impératifs du profit s'y opposaient.

Et c'est pour avoir refusé d'en passer par là que, de dangereuses fluctuations en baisse ayant été remarquées à Wall Street au début de 1950, l'Amérique a été entraînée dans les événements de Corée.

[102]

À s'obstiner dans cette voie, elle ne peut que pousser le conflit à se généraliser.

La guerre, on revient toujours à la guerre,

Et de quelque façon qu'on aborde les problèmes monétaires.

Le cas de la France

En ce qui concerne plus particulièrement la France, les accords de Washington, s'ils ont abaissé la valeur du franc par rapport au dollar, l'ont élevé par rapport à la livre sterling.

Avant la guerre de 1914-1918, le dollar valait 5 francs et la livre sterling, 5 dollars, soit 25 francs. Ces équivalences s'étaient établies, par référence à la somme que les instituts d'émission des trois pays pouvaient rembourser en or et à vue contre une somme en monnaie-papier présentée à leurs guichets, Elles ne purent être

conservées en ce qui concerne le dollar pour les raisons qui sont constituées par tout ce qui est dit ci-dessus. Elles le furent entre le livre et le franc : le dollar étant passé à 40 francs à la veille de cette guerre, c'est-à-dire étant devenu huit fois plus cher, la livre devint à son tour huit fois plus chère et son cours s'établit à 190-200 francs.

De 1939 à 1949, le dollar est passé de 40 francs à 350, ce qui veut dire qu'il est devenu neuf fois plus cher. Pour rester dans les termes de la proportion, la livre aurait dû, elle aussi, devenir neuf fois plus chère et passer de 190 à 1 700 ou 1 710 fr. Résultat : les Anglais, qui sont nos plus proches et nos principaux clients, nous achètent moins. Autre résultat : nos marchandises seront moins chères pour les Américains, qui ne nous achètent presque rien, ce qui fait que nous recevrons encore moins de dollars pour plus de travail. Troisième résultat enfin : les marchandises venant du Commonwealth qui transitent en Angleterre à destination du marché mondial, sont encore moins chères que les nôtres et leur livrent une redoutable concurrence. Autrement dit, la France, condamnée par toutes les raisons qui précèdent, à vendre moins, ne pourra qu'acheter moins encore qu'auparavant et son économie se trouve paralysée dans les deux sens.

Sur le plan intérieur, cette politique accule la France à rechercher sa propre stabilisation monétaire dans les limites d'une circulation fiduciaire dont le montant est bien inférieur au niveau de sa production, étant entendu que la garantie du franc n'est plus l'or mais le dollar ou la possibilité de se le procurer.

Si les États-Unis ont dévalué notre monnaie de neuf fois, cela veut dire qu'à leurs yeux nous avons le droit d'émettre neuf fois plus de billets dont chacun vaut neuf fois moins qu'avant guerre, soit 1 000 milliards environ. Or, chacun de nos billets vaut, en réalité, vingt fois moins qu'avant guerre et, en toute logique, nous devrions pouvoir en émettre vingt fois plus, soit 2 000 milliards environ¹.

Pratiquement, les États-Unis ne prennent pas ombrage du fait que nous sortons des limites prévues avec nos quelque 16 à 1 700 milliards de billets² en circulation : notre production totale étant de près de 50 % supérieure à ce qu'elle était avant guerre, si nous n'offrons pas la garantie requise en or ou en dollar, nous l'offrons en marchandises. [104]

Mais il n'en reste pas moins que les gouvernements successifs de la France se sont efforcés de respecter les conventions et qu'il en est résulté une véritable politique de classe dissimulée derrière la nécessité de défendre la monnaie.

La défense de la monnaie

Astucieusement exploité, ce dogme permet à la classe dont l'État représente les intérêts de se procurer un certain nombre de petits avantages individuels ou collectifs.

¹ Ceci a été écrit au début de l'année 1952. Depuis, nous avons atteint le niveau Inévitable des 2 000 milliards normaux. Nous allons le dépasser et après avoir souffert de la politique de restriction, notre économie va souffrir de la politique de prolifération.

² Cf. note 1

Pris individuellement, tous les bourgeois savent bien qu'il est impossible de maintenir la monnaie-papier à un cours fixe par rapport à l'or. Ils savent également que ce cours ne peut que baisser et cela d'autant plus que, momentanément, en France particulièrement, il se trouve fixé, à un cours beaucoup trop haut. Alors, ils en profitent : ils boursicotent, ils achètent de l'or et des devises étrangères, « ils se couvrent », comme on dit à la Bourse. Bien entendu, ils pousseraient des cris d'orfraie si tel gouvernement qui ne leur plaît que parce qu'il évite le pire, c'est-à-dire guère, se mettait à l'aise, financièrement parlant, en reléguant au magasin des vieilles dentelles, les articles de l'économie classique qui le condamnent à l'immobilisme. Mais, demain, par un de ces renversements politiques dont les gouvernements sont coutumiers, un Paul Reynaud pourra reprendre avec succès la théorie qui lui est chère de la « dévaluation à froid » : ils applaudissent et... ils réaliseront la couverture ! Ils gagneront ainsi sur les deux tableaux car, en sus du bénéfice relevant de la couverture, ils auront un gouvernement qui fera mieux leur politique de stagnation ou de régression sociale¹.

[105]

Collectivement parlant, elle permet cette politique des salaires qui veut que, quand un ouvrier fabrique ou produit une marchandise dont le prix de revient réel est de 100 francs, dont le prix de vente ne peut pas être inférieur à 300 francs en raison du mode de circulation des richesses, ce même ouvrier soit dans l'impossibilité de se la procurer parce que, au titre du salaire, il ne touche, en monnaie-papier, c'est-à-dire en valeur flottante, que 15 à 50 % du prix de revient — soit 15 à 50 francs (dans le meilleur des cas !), ce qui ne représente que le sixième de la valeur d'échange d'une richesse qu'il a créée. Autrement dit, elle permet la politique des salaires excessivement bas, ce qui est la meilleure forme de l'asservissement, et, en la soustrayant aux besoins de la consommation de ceux qui travaillent, la mise en réserve en valeur réelle de la plus grande partie des ressources de leur travail au profit exclusif... de ceux qui ne travaillent pas. À quoi est affectée cette mise en réserve ? On le devine aisément : à la sécurité de ceux qui se l'approprient, à l'entretien d'un formidable appareil policier et militaire, à la guerre des marchés sur le terrain de la concurrence, à la guerre tout court et... à la belle vie.

L'argument qui justifie cette escroquerie séculaire — et il porte, malheureusement ! — s'abrite derrière l'intérêt général et se développe en cascade :

- l'augmentation des salaires entraîne l'augmentation des prix et crée le déficit budgétaire par celle des traitements publics dont elle s'accompagne forcément ;

- l'augmentation des prix entraîne celle du nombre des billets en circulation, par conséquent est une cause de dévaluation de la monnaie ; quant au déficit budgétaire, il entraîne l'augmentation des impôts, lesquels interviennent leur tour, comme facteur d'une nouvelle augmentation des prix ;

[106]

- en fin de course, les salaires se révèlent très inférieurs aux prix. On se retrouve au point de départ et tout est à recommencer.

¹ C'est ce qui est arrivé entre le début et la fin de l'année 1952.

Le cercle est vicieux et aucune des trois politiques pratiquées en France depuis la Libération ne permet d'en sortir.

Vanité des slogans

D'abord, il n'est pas vrai que l'augmentation des salaires soit à l'origine de celle des prix : de novembre 1948 à novembre 1949, il n'y a eu, en France, aucune augmentation des salaires et cela n'a pas empêché les prix d'augmenter de 20 à 25 %, de l'aveu unanime de toutes les statistiques, officielles ou non.

La vérité, c'est que les prix montent en France, parce qu'ils montent en Amérique¹. S'ils montent en Amérique, ils montent sur le marché mondial² et, en vertu du principe des vases communicants, sur le marché intérieur de tous les pays clients de l'Amérique. À qui veut savoir pourquoi les prix montent sans cesse en Amérique comme ailleurs, j'ai répondu par avance : le système monétaire dans lequel tout se calcule par référence l'or et qui implique la dévaluation systématiquement répétée du papier : la nécessité pour toute économie de mettre en circulation un nombre de signes monétaires en [107] concordance avec une production que le progrès rend sans cesse plus variée et plus volumineuse ; le mode de circulation des richesses avec le profit qui s'insère à tous les stades en faisant boule de neige ; les charges qui résultent de la dernière guerre, la préparation de la prochaine, les libéralités du plan Marshall, etc.. Pour les clients de l'Amérique, il faut ajouter les taux de changes arbitraires et anormaux. En regard de l'augmentation des prix qui participe de ces considérations, celle qui peut découler de l'augmentation des salaires, peut être tenue pour insignifiante, sinon négligeable. Quel que soit son taux, d'ailleurs, il est indiscutable que, jusqu'ici, elle eût pu être compensée sans grand dommage par une diminution du profit vers la suppression duquel doit normalement tendre tout effort progressiste. L'argument du déficit budgétaire n'a guère plus de valeur. Le mode de perception des impôts dit clairement que l'augmentation du volume des transactions, quelle qu'en soit la raison, exige impérieusement une augmentation parallèle des signes monétaires, c'est-à-dire de la monnaie-papier, la seule qui soit susceptible d'être augmentée. Il est non moins évident que, dans le système actuel, cette opération ne se conçoit pas sans la dévaluation de ladite monnaie-papier par rapport à l'or, c'est-à-dire par rapport à tout, puisque tous les prix se calculent par référence à l'or, par l'intermédiaire du dollar. Mais supposez qu'au lieu de l'or on prenne une autre base de calcul, la totalité de la production, par exemple, ou même simplement les besoins de la consommation établis une fois pour toutes à un niveau donné : l'inconvénient s'élimine de lui-même. Mais, à un niveau de vie décent et égalitaire, le profit serait jugulé et

¹ D'où impossibilité de les faire baisser par des mesures prises uniquement dans le cadre national. Les mesures prises dans ce sens n'aboutissent qu'à la hausse des prix en deux temps : 1° Après la hausse des prix sur le marché mondial ; 2° après la hausse des salaires consécutive. C'est pourquoi les salaires n'arrivent jamais à rattraper les prix.

² En fait l'Amérique commande les prix sur le marché mondial — on l'a vu avec la guerre de Corée, où son comportement les a fait monter d'abord, puis baisser ensuite, en attendant que...

l'armature du régime craquerait. Cette idée de changement de la base de calcul de la valeur du papier-monnaie a été exploitée par le Dr Schacht avec beaucoup d'un cruel bonheur.

[108]

L'expérience Schacht

Sur le plan doctrinal, le Dr Schacht professait que l'or était une richesse fictive, que la notion de richesse était inséparable de celle d'effort et de travail, que l'effort et le travail étaient sources de richesses autrement réelles. Eût-il été nourri au meilleur sein du sérail socialiste et même révolutionnaire qu'il lui eût été impossible de tenir un langage plus sensé. Mais il avait observé que sur le plan pratique, dans le monde de l'or-roi, le « fabuleux métal » était indispensable à la vie de l'État capitaliste. Aussi avait-il imaginé de s'en procurer en escomptant le travail de l'Allemagne, pour le faire fructifier selon la méthode usuraire universellement en honneur. Il s'engagea donc à fournir à terme, à tous les pays qui voudraient bien les acheter, un nombre donné de moteurs Diesel, de lampes Oram, etc. ou une quantité déterminée d'acier Solingen, de produits chimiques, de verres spéciaux, etc., en échange d'un stock d'or dont il pourrait disposer à vue. Le monde entier donna dans la combinaison et plus particulièrement les Américains qui avaient investi en Allemagne un nombre considérable de millions de dollars par ce procédé. L'or ainsi obtenu fut utilisé à gagner une assez forte somme de marks dits bloqués, représentant chacun une quantité d'or invariable dans le temps et aux moyens desquels l'Allemagne achetait à l'étranger les matières premières et les produits alimentaires indispensables à sa vie industrielle et la sa vie tout court.

Pour éviter la dévaluation de cette monnaie-papier, à usage exclusivement interne, le Dr Schacht régla les importations de l'Allemagne, ses possibilités d'exportation et veilla sur l'équilibre de sa balance commerciale avec un soin jaloux.

C'était, à peine déguisé, le retour au troc. Le procédé était simple : il suffisait d'y penser. Il était fructueux aussi : à la veille de la guerre, le mark était la monnaie européenne la plus solidement gagée par rapport à l'or en ce sens qu'ayant pris le départ à 3,50 francs en 1933, il en valait 14 en 1939. Mais, soit dit en passant, il était extrêmement dangereux pour les Anglo-Saxons dans la mesure où, limitant la consommation du plus formidable marché alimentaire et industriel du monde à ses possibilités de troc, il le faisait, par là-même, disparaître à peu près totalement des horizons de leur vente. Cette dernière considération autorise à penser que, même si Hitler ne s'était pas permis tant de fantaisies extra-humanitaires et de violations des traités à l'égard des peuples de l'Europe centrale, les Anglo-Saxons auraient été obligés de lui déclarer la guerre, un jour ou l'autre, dans la même intention que les Anglais la déclarèrent jadis aux Canadiens puis aux Chinois, pour forcer les uns à consommer du thé et les autres à fumer de l'opium.

Pour les échanges intérieurs, le Dr Schacht eut recours à un autre procédé : il émit une seconde monnaie complètement détachée de l'or et qui n'avait de rapports

avec la première que pour un nombre infime de gens, à savoir les Allemands qui se rendaient à l'étranger — un rapport, très dur, d'ailleurs envisagé sous l'angle de la cherté. Cette seconde monnaie, le *Renten-Mark*, n'était pas gagée sur les possibilités de la production, ce qui eût été parfait, mais calculée en volume, sur les besoins des échanges — la consommation ayant été préalablement fixée à un certain niveau — ce qui l'était beaucoup moins. Dans la production nationale, l'État avait fait trois parts : ce qu'il destinait à l'échange extérieur, ce qu'il destinait à la mise en réserve capitaliste dans le même but que tous les autres États, et ce qu'il destinait à la consommation sur place. Le volume des *Renten-Mark* correspondait, en valeur conventionnelle, à la troisième part : le ticket-matière interchangeable, en quelque sorte. Et, pour éviter que la classe dirigeante s'appropriât tout, que les ouvriers ne se présentassent jamais que devant des étagères vides et que la nouvelle monnaie ne [110] subît des fluctuations dommageables, on l'avait assortie du ticket-matière non interchangeable.

Réserve faite du caractère de classe qu'il conservait, ce procédé original, qui constituait, dans son principe, un indiscutable progrès par rapport à l'ancien, n'était, par ailleurs, pas plus mauvais dans la pratique.

Le Dr Schacht prétendit qu'il avait prévu, pour la classe ouvrière, un niveau de vie supérieur à celui dont elle bénéficiait dans les autres pays capitalistes, et je le crois. De toutes façons, personne n'a jamais dis convenu qu'il fût supérieur à celui que la République de Weimar avait apporté au peuple allemand. Et il était, de toute évidence, plus stable. Enfin, exploité dans le sens de la partie humaine — et sociologique — de son inspiration, adopté par les démocraties et inséré dans le cadre de leurs principes, il eût offert à la classe ouvrière d'immenses possibilités dans la lutte pour la conquête de son droit au produit intégral de son travail.

Le malheur est venu de ce qu'avec l'assentiment et le concours intelligent et cynique de son auteur, il a été mis au service du national-socialisme et que ses ressources n'ont été utilisées par lui que pour tenter de briser l'étreinte dans laquelle les autres capitalistes avaient, de concert, enserré le capitalisme allemand. La dictature s'ensuivit. Puis la guerre...

Mais qu'on songe à un Dr Schacht mettant son génie au service du socialisme !

Détail piquant : avec leurs histoires de double secteur, les Mendès-France, les René Mayer et autres Yves Farges, ne font que lui voler ses idées en sourdine. Et les Russes, qui n'ont l'air de rien, sont tranquillement en train de faire du rouble — et avec quel succès ! — ce qu'il fit du mark.

Par les mêmes moyens, hélas !

[111]

Quelques idées neuves

Le Dr Schacht est le premier qui, après avoir observé que le montant des signes monétaires avait une tendance incoercible à s'aligner sur celui de la production, ait conclu qu'il était vain de pratiquer le malthusianisme économique et de tenter

d'aligner la production d'ensemble d'un État sur celle de l'or. En ce sens, cette idée était neuve et révolutionnaire. Il en est d'autres qu'on ne peut se dispenser de prendre en considération que parce qu'on se refuse systématiquement à repenser la doctrine monétaire du monde. Par exemple :

- plus les salaires sont élevés, plus les prix sont bas¹ ;

[112]

- plus les Sociétés étatisées font d'économies, plus il faut payer d'impôts ;

- l'intervention de l'État en matière de salaires et de prix fausse leurs rapports, mais à sens unique².

etc.

Dans l'état actuel des choses, tout le monde admet déjà que le problème des salaires et du prix est un problème monétaire et que le problème monétaire n'est

¹ Hauts salaires et bas prix. Si je ne m'abuse, c'est Marx qui, le premier et à l'étonnement général, avançait cette idée qu'il n'y avait de chances d'obtenir des prix bas qu'à la condition de pratiquer une politique de hauts salaires. Je ne sais pas s'il l'avancé sous cette forme, et je ne sais plus où. Peu importe d'ailleurs.

Sur la plan de la spéculation intellectuelle, il n'est que de réfléchir un instant pour s'en convaincre. D'abord, l'ouvrier est comme la machine : de même que plus on met de charbon dans une locomotive ou d'essence dans un moteur plus on augmente les possibilités de rendement de l'une et de l'autre, mieux on alimente l'ouvrier, plus on augmente ses capacités de production. Or, il n'est pas besoin de démontrer que, dans toute entreprise, le rendement est le facteur essentiel de la diminution ou de l'augmentation des prix de revient. Il n'est pas non plus besoin de démontrer que, dans un régime dont les échanges sont régis par les lois de la concurrence, plus la production, fonction du rendement, est grande, plus les détenteurs de richesses, en concurrence les uns contre les autres, vivent dans une conjoncture d'obligation à l'écoulement, qui les force à la baisse au détriment du profit. Les hauts salaires, facteurs de baisse, sont donc en même temps un double facteur de limitation du profit : à la production même et à la consommation. Il n'entre pas dans mon propos de démontrer que les classes dirigeantes n'ont jamais échappé aux effets bienheureux des hauts salaires que par la guerre moyennant quoi elles ont pu continuer à nous Imposer les effets désastreux des prix très hauts.

Sur le plan expérimental, l'exemple des États-Unis est probant : voilà un capitalisme qui est devenu la plus puissant du monde — provisoirement ou non — en cinquante ans, par la politique des hauts salaires.

² L'intervention de l'État. Elle a pour conséquence la raréfaction des marchés, en période de pénurie comme en période d'abondance. En période de pénurie, on la justifie en prétextant que les marchandises étant rares, ceux qui les détiennent pratiquent des prix très hauts. Alors, on taxe et on réquisitionne. Mais, d'une part, il faut un appareil spécial (le contrôle économique), dont les frais de personnel et autres se répercutent sur le prix des marchandises sous la forme de l'impôt. De l'autre, l'appareil économique de l'État étant plus fort et mieux organisé que son appareil politique, la taxe et la réquisition entraînent le marché noir vers lequel les marchandises, raréfiées par l'intervention de l'État, fuient à un cours très élevé. Il s'ensuit qu'à la taxe pratiquée à un prix honnête et en rapport avec les salaires, rien ou presque n'est à vendre sur le marché contingenté, et qu'au marché libre on trouve tout ce qu'on veut, à des prix inabornables pour les salaires,

En période d'abondance, l'État est l'acheteur qui dispose du plus grand pouvoir d'achat. Il Intervient au titre de demandeur et il fait monter les cours : on le voit pour l'alcool, pour la betterave et pour le vin. Mais, cette fois, c'est intentionnellement et dans l'intérêt des détenteurs de richesses consommables dont Il est le mandataire.

Je passe sur les Interventions de l'État, qui visent à légiférer en matière de salaires. Pendant la période de pénurie, elles avaient pour résultat le blocage des salaires — dans le but, disait-on, de faire baisser les prix, ce qui était un non-sens sans toucher aux prix autrement que par des moyens dérisoires comme l'étiquetage. En période d'abondance, elles visent au même but, on vient de le voir dans la discussion des conventions collectives et dans les grèves.

Comment en serait-il autrement d'ailleurs, l'État reposant sur la division des sociétés en classes et n'étant jamais, en pratique et par définition, autre chose entre les mains des classes dirigeantes, que l'instrument d'asservissement des classes dirigées ?

lui-même qu'une question de production, de circulation et de répartition des richesses créées par le travail.

C'est seulement à partir des solutions que les avis divergent. Et, dans ce domaine, on ne peut plus remarquer autrement que sous la forme d'une sorte de poncif que, chaque fois qu'on s'est penché sur l'une quelconque des trois parties d'un même problème, on a oublié de le faire en fonction des deux autres. Il y a là, évidemment, une disposition d'esprit propre aux tenants du régime capitaliste et qui consiste, d'une part, à opérer par tâtonnements en l'absence de tout principe directeur, de l'autre à éviter systématiquement toute mesure qui serait de nature à ébranler le régime dans ses soubassements. Il y a aussi, à la fois, une certaine ingénuité et une erreur d'optique de la part de ceux qu'on ne peut pas considérer comme étant des tenants du régime, mais qui, obéissent pour la plupart à des impératifs impondérables, s'en donnent consciemment ou inconsciemment les apparences. Pour les uns et pour les autres en un moment où les principes fondamentaux d'action et de pensée sont perdus dans une confusion générale entretenue comme à plaisir dans tous les esprits, il est devenu indispensable de reconsidérer le problème économique dans son ensemble, de le situer dans le temps et de mettre en évidence certains de ses aspects actuels qu'on laisse volontairement ou involontairement dans l'ombre.

Les historiens, les économistes, tous ceux dont le métier ou le penchant naturel est de comparer ce qui est avec ce qui fut, sont frappés par les progrès considérables qui ont été accomplis dans le domaine de la production des richesses, dans le temps relativement court — moins de deux mille ans — qu'on est convenu d'appeler la période historique de l'Humanité. Ils le sont davantage encore, si leur comparaison ne prend, comme terme de départ, que la découverte de l'Amérique ou, plus près de nous, la naissance du capitalisme industriel. Et, s'ils ne veulent tenir compte que de ce qui s'est passé en Amérique dans les cinquante dernières années, ils sont effarés.

Mais, parmi les historiens et les économistes, il y a ceux qui sont accrédités et ceux qui ne le sont pas. Et il va de soi que, dans l'évolution des sociétés, les premiers ont le plus de poids. Malheureusement, il se trouve qu'ils ont le moins de fonds : c'est la raison pour laquelle, dans un système de production quantitative et qualitative qui n'a cessé de s'améliorer selon une progression géométrique depuis deux mille ans, le réseau de circulation des richesses est resté rigoureusement le même dans ses principes, emprisonné qu'il est dans un système monétaire qui date de quelques siècles avant Jésus-Christ. Les économistes accrédités, plus particulièrement, n'ont pas encore réalisé qu'un système monétaire qui suffisait aux besoins des échanges du monde méditerranéen quand Athènes, Alexandrie ou Rome y exerçaient la prépondérance politique et économique, qui suffisait encore aux mêmes besoins, au temps de la Ligue hanséatique et des marchands vénitiens ou génois, devait forcément tomber en désuétude à partir du jour où le centre du monde se déplaçait vers Madrid (avec la découverte de l'Amérique), vers Londres (avec la naissance du colonialisme) et, à plus forte raison, vers New York (avec la naissance du capitalisme américain et de son extraordinaire esprit de modernisme). Par voie de

conséquence, les politiciens qui ont la charge des États, leur ont d'autant plus facilement emboîté le pas qu'ils travaillent pour leur compte et, suivant leurs indications en cela, prétendent toujours résoudre les difficultés des échanges avec les mêmes moyens et les mêmes méthodes qui avaient cours au temps où les Crétois échangeaient les bois du Liban contre l'étain des Cassitérides.

[115]

Et ceci explique que, pour couper court à toutes les difficultés de l'échangisme, la production mondiale soit actuellement orientée de plus en plus vers les seuls produits dont l'échange n'est pas obligatoire à court terme, c'est-à-dire vers les armements.

Or, s'il peut se faire à long terme, cet échange ne peut être indéfiniment reporté : un jour vient où il est à son tour obligatoire, et c'est la guerre...

CHAPITRE V : LE DEFICIT BUDGETAIRE OU L'ECONOMIE DE GUERRE PERMANENTE

Autrefois, les choses étaient claires sur le fond. Le budget de l'État ne comprenait que quelques chapitres : l'armée et la police, les fonctionnaires et les services publics, l'entretien et les investissements.

Elles l'étaient aussi dans la forme. La bonne vieille Constitution de 1875 disposait que la loi de finances ou budget prévisionnel devait être votée le 31 décembre à minuit de chaque année pour l'exercice suivant, et qu'en juillet de chaque exercice en cours, on effectuerait les corrections nécessaires en votant un budget additionnel. Généralement, tout se passait bien. Régulièrement, le Parlement était en retard pour voter le budget prévisionnel et le 31 décembre, à minuit, il fallait arrêter pour quelques heures la pendule du Palais-Bourbon, ce qui provoquait, dans toute la France, un immense éclat de rire qui venait opportunément dissiper les vapeurs du réveillon le lendemain matin. Nos aînés avaient le rire facile.

[118]

Tout est plus compliqué aujourd'hui.

En sus du renversement de la conjoncture économique, deux guerres — et quelles ! — sont venues qui ont alourdi le budget de leurs conséquences : il a fallu créer de nouveaux chapitres. Les progrès scientifiques et les changements qu'ils ont apportés dans les formes et surtout le niveau de la production, font que de simples articles sont devenus des têtes de chapitre, notamment dans l'agriculture. Les progrès sociaux, si minimes soient-ils, le repli autarcique et l'intervention de l'État qui en est la conséquence dans tous les domaines, le dirigisme plus ou moins avoué, ont provoqué la naissance de budgets annexes sous le nom de comptes spéciaux du Trésor : le contrôle des charges et la reconstruction d'un côté, les nationalisations et la Sécurité sociale de l'autre.

Tout ceci a fait que les méthodes d'établissement et de discussion du budget devant le Parlement ont sombré dans une extrême confusion et qu'elles ont fini par dépasser tout ce qu'on peut imaginer dans la fantaisie comptable. D'abord, devant l'impossibilité de voter le budget général avant le 31 décembre, à minuit de chaque année, on a eu recours aux douzièmes provisoires, puis, l'astuce s'étant révélée inopérante, à la scission de la loi de finances en deux parties, la première étant la loi des maxima qu'on ne devait pas dépasser dans chaque chapitre, au titre des dépenses, la seconde, la loi des voies et moyens de se procurer les ressources correspondantes. Ceci n'a encore rien donné : en 1950, pour des questions de majorité parlementaire, il a été impossible de discuter la loi des voies et moyens. Depuis, la France vit à la petite semaine.

Il en résulte que personne, et pas même le ministre des Finances, n'a la moindre idée ni des dépenses probables, ni [119] des ressources possibles. Les chiffres publiés dans l'un et l'autre cas sont incertains et varient au gré de l'humeur de la Commission des Finances — ou du Ministre, au moment du communiqué. Un

jour, on nous dit que le budget est en équilibre, la semaine suivante, qu'il manque 170 milliards et, la semaine suivante encore, qu'on s'était trompé, que ce n'était pas 170 milliards qu'il manquait, mais bien 300. Personne n'a jamais pu savoir, par exemple, combien coûtait la guerre d'Indochine : en 1950, j'ai eu sous les yeux, à trois semaines d'intervalle, trois communiqués de personnages ou d'organismes officiels dont l'un disait qu'elle nous revenait à 10 milliards par mois, l'autre à 220 milliards par an et le troisième à 1 milliard par jour¹. Le budget de cette année-là avait pris le départ à 1 350 milliards au début pour passer à 1 850 milliards en août et 2 250 en décembre. Et chaque année le même phénomène se reproduit.

Dans ces conditions, c'est presque une gageure que de suivre un budget de bout en bout et de spéculer sur un déficit budgétaire donné. La seule chose qu'on puisse retenir, c'est qu'il y a un déficit budgétaire, que depuis qu'il y a un budget il en est ainsi et que, chaque année, ce déficit est plus important que la précédente. Il ne paraît donc pas tellement paradoxal d'en inférer qu'il y a là un problème de structure économique posé depuis la naissance du régime actuel et dont la solution est difficilement concevable dans le cadre de son existence.

Sans doute, cette condamnation du budget national à un déficit de principe étonnera-t-elle. À première vue, elle s'inscrit en faux contre la vérité historique : au bon vieux temps du capitalisme libéral, il ne semble pas que les budgets aient [120] été déficitaires, soit avec un tel éclat, soit avec une telle régularité.

Sans doute, aussi, paraîtra-t-elle formulée en des termes un peu trop catégoriques.

Elle n'en est pas moins sans appel.

D'une part, on ne sait généralement pas qu'avant 1914, l'équilibre n'était qu'apparent et qu'il était obtenu sans que l'opinion y voie autre chose que du feu par un procédé de comptabilisation que l'État était seul à employer et qui n'a rien de commun avec les règles de la comptabilité commune. De l'autre, dans leur grande majorité, les Français en sont encore à la théorie de l'économie familiale dont ils pensent qu'il n'est que de la transposer sur le plan national.

En réalité, les choses sont beaucoup plus compliquées. Le salaire du père de famille ou du couple de travailleurs, s'il est variable sur le plan du pouvoir d'achat, est cependant numériquement fixe. Et pour douloureuse que soit l'opération, étant donné le taux excessivement bas de ce salaire, il est tout de même relativement facile de faire cadrer les dépenses familiales avec les recettes. Dans le cas de l'État, les recettes sont variables numériquement et en pouvoir d'achat. Elles sont aussi fonction de ses dépenses, si paradoxal que cela puisse paraître. Enfin, elles sont fonction de la consommation, ce qui n'arrange pas les choses, parce que tout le monde, du dernier des administrés au plus éminent des administrateurs, croit dur comme fer qu'elles dépendent de la production.

L'objet de ce chapitre est de montrer comment ces différents facteurs, jouant entre eux et répercutant leurs conséquences les uns sur les autres, nous précipitent

¹ Depuis ces chiffres ont changé — M. Pinay a récemment parlé d'un milliard et demi par jour...

assez [121] harmonieusement et le plus simplement du monde, de déficit budgétaire en déficit budgétaire, c'est-à-dire de catastrophe financière en catastrophe financière et au bout du fossé la culbute dans la guerre.

Les ressources de l'État

On peut, comme Bakounine, prétendre que l'État est une superstructure sociale parasitaire dont les classes dirigeantes ont fait un instrument d'asservissement des autres et entreprendre une lutte systématique pour sa destruction. La suppression radicale de l'État entraîne évidemment la solution du problème de ses ressources. Mais alors, il faut s'engager résolument dans les voies de la décentralisation et du fédéralisme que Fourier et Proudhon ont respectivement et successivement balisés en des termes auxquels le recul confère une remarquable précision.

Si, au contraire, on considère comme Marx que la vie en société est inséparable de la notion d'État et que celui-ci n'est nocif que parce qu'il est aux mains de l'adversaire, il faut entreprendre la lutte pour sa conquête. À en juger par ce qui s'est passé en Russie où l'État est finalement tombé dans des mains amies, on est plutôt porté à penser que cette théorie n'est pas très convaincante. Mais ce n'est pas la question. À partir du moment où on admet la nécessité de l'État, sous quelque régime que ce soit, il faut lui procurer des ressources.

Or, l'État est incapable de pourvoir lui-même à ses besoins : Il appartient à cette catégorie de facteurs sociaux qu'on nomme improductifs. Il en est même le ramassis et il les pousse à la prolifération avec un imperturbable esprit de système. Dès lors qu'il ne produit rien, il est bien obligé de prélever sur la production collective et c'est l'origine de l'impôt.

[122]

Dans une société un tant soit peu rationnelle, ce prélèvement pourrait être équitable. Par exemple, on pourrait évaluer le revenu national, faire la part de l'État et répartir le reste selon les règles de la justice, entre tous les membres de la collectivité. Ce serait une solution. Elle serait relativement facile. En France, pour un revenu national évalué à 7 500 milliards de francs, les dépenses de l'État figuraient au grand livre pour environ 2 250 milliards — soit, en gros, 28 % — au titre de l'année 1950¹. On aurait pu prendre ces 28 % en bloc à la production, ce qui aurait eu, en outre, l'avantage insigne d'entraîner *ipso facto* la suppression radicale de tout un système fiscal — désuet, compliqué et qui empoisonne la vie publique — tout en rendant inutiles les neuf dixièmes au moins des agents qui ont la charge de le faire fonctionner.

Mais une société rationnelle ne serait plus capitaliste. Notre système fiscal protège en les masquant toutes les petites sources du profit individuel dans l'industrie et le commerce qui sont, comme on le sait, les deux mamelles du pouvoir. En le

¹ En 1953, pour un revenu évalué à quelque 12 000 milliards, elles, figurent pour 3 804 milliards, officiellement et à titre prévisionnel seulement.

rationalisant, on tue le profit, c'est-à-dire le régime. C'est pourquoi, bien que digne des temps où l'humanité vivait à tâtons, il perdure dans sa forme, en dépit des plus pertinentes offensives du bon sens, quelles que soient leur amplitude et leur fréquence.

Arrivera-t-on jamais à donner à la classe ouvrière qui fait les frais de cette non-opération, une juste idée de ce qu'il lui en coûte ?

[123]

L'impôt

Il y a un engrenage des concessions. En suivant Marx de préférence à Bakounine sur le principe de l'État, le mouvement socialiste a cédé devant le capitalisme en matière d'inégalité sociale, état de fait auquel il a donné un garde vigilant et puissant. Par voie de conséquence, il a dû céder aussi sur le principe de l'impôt.

Le prélèvement étant écarté dans la forme collective à la production même, du moins pouvait-il espérer, sous la forme individuelle, un mode de calcul et de perception des impôts qui tînt compte de la part du revenu national distribué à chacun et fût basé sur la règle de la proportionnalité. Il se berça de cette illusion, ce par quoi il fit seulement la preuve qu'il n'avait pas la moindre connaissance de la psychologie du pouvoir. Là encore, il fallut céder.

Trois quarts de siècle après ce débat historique mémorable, non seulement l'inégalité des conditions sociales subsiste aggravée, mais encore l'impôt n'est pas proportionnel au revenu. Il se trouve même que ceux sur lesquels il pèse le plus lourdement sont ceux auxquels la société distribue le moins de revenu.

Ce résultat est obtenu par un artifice d'une très grande simplicité : on a créé deux sortes d'impôts, le direct et l'indirect. Résultat : en France, les dépenses de l'État sont couvertes dans la proportion d'un quart ou d'un cinquième par l'impôt direct proportionnellement au revenu et des trois quarts ou des quatre cinquièmes par les impôts indirects payés à part égale par le riche et par le pauvre. Je ne pense pas qu'il soit besoin de souligner la criante injustice que constituent les impôts indirects qu'on subit en achetant le pain, le vin, la [124] viande, le sel, les chaussures les vêtements, etc., toutes choses dont l'ouvrier qui gagne 15 000 francs par mois a autant de besoin que le parasite qui dispose de 50 000 ou 100 000 francs de rente par jour.

Malgré cette criante injustice, chaque fois que l'État est en déficit, c'est aux impôts indirects qu'il fait appel. Il y a près d'un demi-siècle un homme d'État essaya de renverser la vapeur en augmentant la part de l'impôt direct de préférence, parce que plus juste : Caillaux. Il y perdit jusqu'à son honneur d'homme... En 1924, le cartel des gauches essaya d'atteindre le revenu par le moyen de l'impôt sur le capital quoiqu'avec moins d'éclat, il échoua de même...

Si on veut savoir quelle est la part de l'impôt direct et de l'impôt indirect dans les ressources de l'État, il me suffira de reproduire ici ce dont toutes statistiques

conviennent : la part du revenu national qui est distribuée sous forme de salaire supporte à elle seule les trois quarts de l'impôt, le quart restant étant imputé au profit, dont la part, dans le revenu national, est généralement double de celle des salaires pour une population une dizaine de fois moins nombreuse...

Que le souci de la plus élémentaire justice commande la réforme de la fiscalité ne paraît donc pas discutable, mais, chaque fois qu'on tente d'orienter la discussion publique dans ce sens, quelqu'un se lève pour dire que c'est vers les économies collectives qu'il faut s'orienter.

Impôts et économies

Dans un régime où les recettes de l'État dépendent presque uniquement des impôts indirects, elles sont fonction du nombre et du volume des transactions.

[125]

Par voie de conséquence, si l'État, quand il établit son budget, est préoccupé d'économies, il limite le volume de la circulation monétaire en papier, c'est-à-dire le volume des transactions en nombre et en quantité. Par là même, il diminue effectivement les rentrées d'impôts. Mais, ses dépenses étant incompressibles, il n'arrivera jamais qu'à les limiter au stade de la prévision, c'est-à-dire virtuellement. Pour s'en convaincre, il n'est que de comparer les budgets des dépenses de ces dernières années : elles ont sans cesse augmenté, et cela se conçoit aisément. Si l'État peut facilement limiter ses dépenses d'investissement (grands travaux, entretien des voies de communications, écoles, hôpitaux, etc.), il est impuissant contre ses dépenses militaires et ses dépenses de personnel (police, administrations diverses, etc.), qui augmentent sans cesse, les premières parallèlement aux dangers de guerre, les secondes en raison du personnel nouveau qu'il faut engager jusques et y compris pour faire des économies.

Les frais de l'État restant les mêmes, quoi qu'on fasse, ou augmentant chaque année par rapport à la précédente, il faut, pour y faire face, la même masse globale ou une masse plus grande de recettes, ce qui veut dire que plus on fait d'économies globales, et plus on diminue le nombre des transactions, plus il faut imposer chaque transaction, c'est-à-dire augmenter individuellement les impôts.

Et comme ces impôts indirects sont, en définitive, payés à l'achat au détail des marchandises consommables, c'est le consommateur qui en fait les frais sous la forme d'une augmentation du coût de la vie.

En faisant des économies, on fait donc d'une pierre deux coups : on augmente les impôts individuels et on fait monter les prix.

[126]

Ce raisonnement n'est peut-être que théorique à première vue : si on confronte avec ce qui s'est passé dans la pratique, son bien-fondé ne peut que sauter aux yeux des moins avertis. Et l'inconvénient qu'il souligne se double d'un autre, plus tragique encore : à mesure que la production a augmenté pour revenir à la normale, le volume

effectif des ventes a diminué chez tous les commerçants de gros ou de détail. Mais il y a une chose qui est allée sans cesse croissante : le poids des impôts.

La réforme de la fiscalité

Dans le cadre des structures traditionnelles, une mesure de cet ordre ne résoudrait pas intégralement le problème, mais, envisageant la perception de l'impôt à la production, elle tendrait dans le sens de la justice sociale et d'un certain nombre d'autres avantages dont il serait bien difficile d'endiguer le développement en chaîne.

D'abord, sur le plan psychologique, elle dissiperait une équivoque : les commerçants — cette catégorie sociale d'improductifs par excellence — qui empoisonnent l'atmosphère en brandissant les feuilles d'impôts qu'ils reçoivent, seraient automatiquement condamnés au silence ou à convenir que Jaurès avait raison quand il prétendit, au début de ce siècle, dans un discours qui fit sensation, qu'ils ne payaient absolument pas d'impôts. Depuis ce discours qui leur prédisait, en outre, une mort sociale certaine parce qu'ils étaient coincés entre les entreprises tentaculaires du grand commerce et l'envahissement du mouvement coopératif, aucun membre de la représentation nationale n'a plus jamais osé interrompre leurs criailleries en leur faisant remarquer qu'ils incluaient leurs impôts dans le prix des articles qu'ils vendaient, ce qui était [127] une façon élégante de les faire payer à leurs clients¹. Aucun, non plus, ne leur a dit que le système des impôts indirects, pratiquement incontrôlable, avait élevé la fraude fiscale à la hauteur d'une institution, qu'ils étaient les principaux bénéficiaires de ses menus avantages² et qu'il y avait là une des raisons, et non la moindre, du déficit, budgétaire. Jaurès, d'ailleurs, a eu tort de les prévenir : ils ont passé un accord avec le grand commerce et ils ont tué le mouvement coopératif, ce qui leur a permis de proliférer au-delà de toute espérance.

Ensuite, la réforme permettrait de donner à l'opinion publique une satisfaction substantielle, sous la forme de la suppression d'un nombre considérable de fonctionnaires dont chacun sait que le département des Finances est celui qui en utilise proportionnellement le plus.

Enfin, écartant la fraude à peu près totalement, elle écarterait aussi certaines erreurs de calcul. Notamment, elle soustrairait automatiquement les rentrées d'impôts à leur caractère hypothétique en changeant à la fois leur base de calcul et leur mode de perception.

Sur ce point, les discours des hommes d'État sont d'une, ennuyeuse uniformité et d'un manque d'imagination déconcertant.

¹ Le commerçant est, en effet, une sorte de fermier général qui encaisse l'impôt indirect chez le client, pour le compte de l'État, et prétend être dispensé de le reverser dans les caisses de son « employeur ».

² Le commerçant « avisé » se rembourse plusieurs fois par la fraude, des sommes qu'il paie au titre de l'impôt direct. Ce n'est pas parce qu'ils paient trop d'impôts que les commerçants sont écrasés, c'est parce qu'ils sont trop nombreux se partager la « marge ».

À la fin de chaque année, ils nous informent traditionnellement que le budget de l'exercice écoulé fait ressortir un déficit [128] plus important que celui qui était prévu et que, pour réduire celui de l'exercice à venir, il faut à tout prix augmenter la production.

Or, l'expérience prouve que, depuis la Libération, la production n'a cessé d'augmenter et le déficit parallèlement. Par principe, il n'en peut être autrement : l'essentiel de l'impôt étant perçu sur le volume de la consommation qui, elle, va sans cesse en diminuant de volume, l'augmentation de la production ne fait qu'augmenter le déficit budgétaire de l'intérêt des capitaux immobilisés dans des stocks qui ne s'écoulent pas.

Et, allez faire comprendre à un Ministre des Finances qu'il ne suffit pas de produire, mais qu'encore, il faut vendre ce qu'on produit !

Un exemple précis.

Ici, on me permettra une digression.

Le syndicat des cadres du textile de Roubaix-Tourcoing a récemment publié une étude sur les prix de revient et de vente, au 31 mars 1952, de 100 mètres de tissu draperie, pure laine peignée, casimir ou serge, 22 duites, d'un poids de 500 grammes au mètre.

Ce tissu est en vente au détail au prix de 2 696 fr. le mètre, quand le grossiste se contente d'une marge de 19 % et le détaillant de 23 %. Quand le premier s'octroie 25 % et le second 33 %, comme c'est le cas général, le prix du mètre de ce tissu est porté à 3 346 francs.

Dans l'un et l'autre cas, voici le circuit parcouru par la laine pour se transformer en tissu et aller du producteur à l'acheteur au détail, avec, en regard, le prix auquel elle sort de chacune des mains dans lesquelles elle passe :

[129]

Circuit	à 2 696 fr. le mètre		à 3 346 fr. le mètre
1. Importation et peignage			
430 kg. de laine brute	45 921		45 921
Transport	520		520
Taxe d'entrée	726		726
Triage	546		546
Peignage	9 783		9 783
Commission à l'importateur	876		876
Résultat : 58 kg. 372 laine peignée			
2. Filature et retordage			
Transport de la laine peignée	175		175
Taxe à l'entrée	2 694		2 694
Filature	10 374		10 374
Retordage	4 068		4 068
Assurance	117		117
Amortissement matériel	785		785
Frais représentation et vente (2 %)	1 683		1 683
Frais généraux filateur (3 %)	2 525		2 525
Marge filateur (4 %)	3 336		3 336
Résultat : 55 kg. de 111 retors			

3. Tissage et teinture			
Tissage	13 975		13 975
Piquage et épluchage	6 900		6 900
Teinture et apprêt (à façon)	18 400		18 400
Emballage	1 000		1 000
Frais représentation et vente (2 %)	2 796		2 796
Frais généraux tisseur (4 %)	5 593		5 593
Marge du tisseur (5 %)	6 990		6 990
Taxes ; Production et transaction	28 332		28 332
Résultat : 50 kg. de tissu (100 m)			
4. Grossiste			
Frais généraux 5 %	10 379	5 %	11 209
Frais représentant 5 %	10 379	5 %	11 209
Marge du grossiste 8 %	16 607	14 %	31 336
Taxe transaction 1 %	2 076	1 %	2 241
Total 19 %		25 %	
5. Détaillant			
Frais généraux 10 %	26 959	10 %	33 460
Marge détaillant 12%	32 351	22 %	73 812
Taxe transaction 1 %	2 696		
Total 23%		33 %	
Prix total des 100 mètres	269 592		334 603
Prix du mètre	2 696		3 346

[130]

Si on ventile ces deux prix de vente au détail, c'est-à-dire si on présente horizontalement le tableau ci-dessus, on obtient la répartition suivante aux différents postes :

	à 2 696 fr. le m.	à 3 346 fr. le m.
Matières premières	459 fr. (17,03 %)	459 fr. (13,72 %)
Salaires directs	270 fr. (10,02 %)	270 fr. (8,08 %)
Charges sociales	135 fr. (5,01 %)	135 fr. (4,04 %)
Frais généraux	655 fr. (24,32 %)	734 fr. (21,89 %)
Impôts	611 fr. (22,64 %)	808 fr. (24,15 %)
Marges nettes d'impôts	566 fr. (20,98 %)	940 fr. (28,22 %)
TOTAUX	2 696 fr. (100 %)	3 346 fr. (100 %)

Je livre ces chiffres aux méditations du public : ils établissent avec suffisamment d'éloquence la part qui revient à chacun dans le prix de vente au détail du tissu en question pour se passer de commentaires. (Noter la part des charges sociales et du salaire.)

Et ils disent tout le crédit qu'on doit accorder à tous les bobards sur le poids des salaires et des charges sociales, que mettent en circulation ceux qui sont le plus intéressés au système qui veut cela. (Remarquer que plus les commerçants paient d'impôts, plus leurs marges nettes d'impôts sont élevées.)

Naturellement, j'en laisse la responsabilité au syndicat pourtant conservateur des cadres du textile de Roubaix-Tourcoing.

Le renversement de la conjoncture

Et, maintenant, revenons à notre déficit budgétaire.

Au bon vieux temps du capitalisme libéral, le problème de l'écoulement de la production ne se posait pas : plus la France produisait, plus elle écoulait. Il en était de même de [131] tous les pays du vieux continent. Parce que les marchés extérieurs n'étaient pas saturés, le marché intérieur augmentait sans cesse ses possibilités d'achat. Il s'ensuivait une certaine stabilité financière dans une ambiance d'inégalité sociale pleine de promesse d'atténuation. Le budget de l'État, certes, était en déficit comme aujourd'hui et pour les mêmes raisons. Mais la balance commerciale était en notre faveur et la plus-value qu'elle apportait s'ajoutait à d'indiscutables possibilités d'épargne individuelle. Les emprunts étaient possibles eux aussi. L'État les contractait sans peine : il les comptabilisait en recettes et le déficit budgétaire s'en trouvait comblé. Ce tour de passe-passe se répétait annuellement dans l'euphorie d'un peuple qui ne prévoyait pas qu'un jour, non seulement il ne pourrait plus prêter, mais encore qu'il demanderait le remboursement des sommes qu'il avait prêtées. Le capitalisme pensait pouvoir se permettre d'être libéral et il ne l'était que pour cette raison.

Aujourd'hui, les temps ont changé. Les marchés extérieurs sont saturés et nos acheteurs, notamment l'Amérique — et même nos colonies, arrivées à maturité — sont à leur tour devenus vendeurs. Ils nous ont pris des clients : l'Asie, une partie de l'Afrique, d'Europe centrale. Il n'est pas jusqu'à la Russie qui n'ait abandonné notre marché et ne soit arrivée à en constituer un — et quel ! Le marché intérieur s'est saturé, lui aussi, par voie de conséquence et dans la mesure où le pouvoir d'achat s'amenuisait. L'épargne a en partie disparu et avec elle les possibilités d'emprunt. De libéral, le capitalisme, condamné à se replier en ordre dispersé dans le cadre des frontières nationales, est devenu autarcique, mais, sauf en Allemagne, il n'en a pas pour autant changé ses méthodes.

Encore convient-il d'ajouter qu'en Allemagne, il le fit de telle sorte sur le plan moral qu'il fournit aux autres groupes nationaux, ses rivaux, des raisons idéologiques de lui déclarer une [132] guerre qu'ils cherchent précisément à lui faire pour des raisons économiques.

Tant et si bien qu'en France, voici où nous en sommes :

1° Privé de l'épargne et de l'emprunt, l'État ne peut plus dissimuler le déficit budgétaire.

2° Privé des marchés extérieurs¹, il ne peut plus écouler sa production que sur le marché intérieur.

¹ Hormis la Russie qui vit à un niveau très bas sur le marché où elle a été refoulée — et qu'elle essaie, elle aussi, d'agrandir ! — et l'Amérique, qui fait passer par profits et pertes, en attendant mieux, tout ce qu'elle met sur certains de ses marchés extérieurs par l'entremise du plan Marshall, tous les pays du monde accusent une balance commerciale déficitaire. Ce déficit se répercute sur le déficit budgétaire, et s'y ajoute. D'où la nécessité pour tout le monde de réduire les importations et d'accroître les exportations : ne plus importer, exporter ou mourir, tel est le slogan du jour et partout. Cette politique est celle de la paralysie des échanges. Il n'est, en effet, pas concevable que tout le

3° L'écoulement sur le marché intérieur suppose l'augmentation de la part du revenu national attribuée à ceux qui le produisent et ne peut être pratiqué qu'en prenant sur le profit, à peine de s'enfermer définitivement dans le cycle infernal des salaires et des prix et d'accroître le déficit budgétaire.

4° Pour rendre à plein, cette mesure doit être accompagnée de la refonte complète du système fiscal, dans ses principes et dans son mécanisme.

Mais cela, ce serait la mort du capitalisme. Or, le capitalisme ne veut pas mourir...

[133]

Une économie de guerre

Parce qu'il refuse de se réformer selon les règles de la justice sociale, le régime capitaliste se trouve donc coincé entre : le ralentissement de la production, ce qui n'est de nature à augmenter ni le volume de la consommation, ni, par conséquent, celui des impôts, et ce qui laisse entier le problème du déficit budgétaire tout en élevant le chômage, lui aussi, à la hauteur d'une institution — et la production d'une quantité industrielle de marchandises qu'il ne peut vendre ni sur les marchés extérieurs, ni sur le marché intérieur.

Ainsi, dans tous les États, se trouve posé le problème de ce que d'aucuns appellent la distribution gratuite et qui n'est, en réalité, que l'éventualité de la suppression totale ou partielle du profit sous une autre qualification.

Mais, des deux termes de l'alternative dans laquelle le régime s'enferme, il en est un qui s'écarte de lui-même : le chômage qu'il ne peut supporter au-delà d'une certaine limite. Il se trouve donc condamné à produire et à tant faire que de produire, autant que ce soit des moyens susceptibles de lui assurer par la force la possibilité de conquérir de haute lutte sur les marchés extérieurs les sources de profit qui ne viennent pas naturellement à lui et qui peuvent seules compenser celles qu'il a perdues sur le marché intérieur.

Dans le désordre et la confusion qu'il entretient sciemment, malgré sa cécité et son imprévoyance à court terme dans un certain nombre de domaines, il y a une porte de sortie que le régime capitaliste s'est réservée de façon précise à plus ou moins long terme — la possibilité de changer à tout moment l'orientation de la production.

[134]

Avec une extrême rapidité et une remarquable souplesse, il vient de procéder à ce changement d'orientation : au lieu de construire des maisons, de fabriquer des machines agricoles, de confectionner des vêtements, etc., on construira des fortifications, on fabriquera des tanks, des armes, des munitions, on confectionnera des habits de soldats.

monde puisse vendre et personne ne peut rien acheter. Cette situation s'aggrave encore du fait que le bloc atlantique et le bloc soviétique s'interdisent mutuellement d'échanger entre eux...

Cela, évidemment, ne peut. pas non plus durer éternellement. Mais, dans le cadre de ses frontières nationales, chaque État a pris soin de désigner un ennemi éventuel à son opinion publique et il serait bien rare qu'il n'ait pas réussi à la convaincre qu'il y a lieu d'utiliser toute cette production avant que la crise ne soit irrémédiable.

Et puis, si les avantages de l'opération sont certains à échéance lointaine dans l'esprit des hommes de bonne volonté, dans celui de l'État, ils ne dépendent que d'une question de force qu'il se croit en mesure de résoudre favorablement, et, dans l'immédiat, ils sont indiscutables :

1° Il n'en coûtera pour ainsi dire rien aux deux ou trois millions de privilégiés, maîtres de la production nationale, puisqu'on demandera aux impôts indirects de couvrir les dépenses occasionnées ;

2° Pour une période plus ou moins longue, le budget de l'État y retrouvera un équilibre factice ;

Sur le plan psychologique, on aura réussi une fois de plus ce tour de force qui consiste à obtenir de ceux qu'on se propose d'envoyer à la mort, non seulement la construction des outils au moyen desquels ils s'y enverront mutuellement, mais encore qu'ils les paient eux-mêmes.

CHAPITRE VI : « LORSQUE L'ENFANT PARAÎT... »

On vient de découvrir qu'il y avait des, enfants malheureux. En vertu de quoi, quel que soit le journal de son choix, le Français moyen de 1953, cette réplique caricaturale de « l'honnête homme » du XVIII^e siècle, est invité ou condamné à faire son régal spirituel de décisions de justice répercutées à tous les échos et au premier plan de l'actualité.

Relation de cause à effets.

Des juges parfaitement ignorants de la dure réalité sociale et dont les épouses légitimes sont personnellement à l'abri des maternités accidentelles à répétition, sanctionnent, impitoyablement, les agissements reconnus criminels de tout ce que la police peut recenser de pauvres filles-mères acculées aux solutions du désespoir, de marâtres pitoyables par refoulement dans toutes les indigences, de couples déracinés par la faim et qui ont sombré dans l'ivrognerie, de ces parents improvisés qui vivent en marge du contrat tacite de solidarité humaine et que des circonstances indépendantes de leur volonté ont jetés dans l'indignité à des titres et à des degrés divers.

[136]

Sous le couvert d'une entreprise de moralité publique, le, mécanisme d'un État impersonnel et sans imagination s'est déclenché à dessein de rechercher les coupables et cela se traduit par le flic qui traque et qui rabat pour le compte du juge qui condamne. En fin de circuit, il y a le journaliste, cet épicier en gros du scandale, qui monte en épingle, trop heureux de rencontrer ce providentiel serpent de mer. Et, dans quelque sixième perdu, la midinette esseulée, provisoirement épargnée par la rue, tout à ses rêves, approuve, sans penser qu'elle reprend, en écho, les anathèmes du curé dans sa chaire, les vaines exhortations du professeur de morale et les rots de satisfaction du bourgeois, à peu de frais tranquilisé dans sa conscience.

Du temps que cela durera, on ne saurait préjuger. Un beau jour, on n'en parlera plus : l'affaire portée à la connaissance du public, tout soudain et on ne sait pourquoi, disparaîtra de même de toutes les rubriques.

Bien entendu, le problème posé dans ses incidences sera tout aussi entier, tout aussi urgent, tout aussi dramatique, humiliant et socialement déshonorant, après qu'avant l'épanchement sentimental dont il aura fourni l'occasion. Les filles-mères, tout aussi nombreuses, continueront à faire des enfants qu'elles ne pourront élever et dont elles se débarrasseront, la mort dans l'âme, par le premier et souvent le pire moyen : les marâtres à maltraiter les leurs, les ivrognes à boire et les chômeurs à traîner des peuplades d'enfants dans le dénuement. Et, dans cette société homicide en permanence mais, par intermittences, respectueuse d'un certain nombre de poncifs moraux à usage purement spéculatif, quand un petit cercueil de martyr traversera la vertueuse indignation des honnêtes gens, ces vers qu'écrivit, je crois, un nommé Jean Sévère, aux environs de 1900, prendront toute leur signification :

[137]

*L'homme qui, pour abri, recherche les auvents
Où saignent des meurtris, où pleurent des souffrants,
Reste pensif devant ce monde, qui l'étonne,
Qui tresse de ses mains une double couronne
Pour le respect des morts et la mort des vivants.*

Au-delà de cette constatation qui déplace et situe les responsabilités, il n'y a plus rien : le cercle recommence, il se vicie de lui-même et ramène toujours au même point. En marge et dans sa méconnaissance, il n'y a que verbiage stérile et lyrisme déplacé.

Les mesures coercitives sont impuissantes à résoudre le problème. Le raisonnement qui les justifie est faux dès le départ : la guillotine supprime le criminel, mais non le crime. En se repensant elle-même, en envisageant sa réorganisation sur d'autres bases et d'autres principes, la société supprimera peut-être la fille-mère, la marâtre, l'ivrogne et le chômeur : elle ne les assimilera jamais. C'est donc la forme de la société, sa structure, qui est en cause, et ceci est un problème essentiellement social qui se pose à tous les stades de la vie de l'homme, de sa naissance à sa mort.

La politique de la natalité

Si je ne m'abuse, il faut attribuer à Manuel Devaldès cet aphorisme judicieux dans son insolence :

C'est à cause des brutes prolifiques qui s'amuse à cracher la vie qu'il faut des canons pour cracher la mort.

Tout est là.

L'admirable, c'est qu'on peut renverser la proposition.

[138]

C'est parce qu'on a besoin de canons pour cracher la mort qu'il faut des brutes prolifiques pour cracher la vie.

Et on s'y emploie.

Au bon vieux temps, cela se faisait tout seul. Le bon sens populaire, cependant, a très vite admis que, chez ceux qui, en étaient dépourvus, il y avait quatre causes majeures qui poussaient à la prolifération : la, misère, l'ignorance, la religion et l'alcoolisme. En réalité, tout cela n'en faisait qu'une, les trois dernières étant fonction de la première ainsi que n'importe quel fils de notaire usant, même sans profit, ses fonds de culotte sur les bancs de n'importe quelle classe de philosophie, le pourrait aisément démontrer.

Dans la mesure où cette évidence est tombée sous les sens d'un toujours plus grand nombre de gens et où, par la force des choses, il leur est devenu possible de se soustraire à ses conséquences, il a fallu trouver autre chose. On a donc inventé la natalité dirigée par le truchement des Caisses d'allocations familiales, lesquelles sont une sorte de P.M.U. pour, classes non distinguées. Encore y a-t-il lieu de remarquer que le P.M.U. prend pour but l'amélioration de la race chevaline, tandis que les

Caisses d'allocations familiales poursuivent l'accroissement de la race humaine, sans autre souci.

À aucun moment cette politique imbécile ne fait intervenir le nombre de bouches à nourrir et ne le place en regard, sinon des possibilités de la production, du moins de ce qui est effectivement distribué du revenu national. Ceux qui en ont pris l'initiative ont les yeux fixés sur l'ennemi possible qui vit en dehors des frontières et qui fait la même chose. Dans leurs moments de lucidité ou de bonne foi, ils veulent bien reconnaître que le Japon, ou la Chine, ou la Russie, font une poli[139]tique dangereuse pour eux-mêmes et pour le monde en matière de natalité et ils leur imposeraient volontiers un programme de limitation des naissances¹ amorti des théories de la maternité consciente. Mais leur sens de la cohérence ne va pas jusqu'à réaliser qu'ils pourraient commencer par instituer chez eux un système dont ils clament la nécessité et le bien-fondé chez les autres.

Vérité au-delà, erreur en deçà :
Amour sacré de la Patrie...

Les résultats

Mon voisin de palier a vingt-six ans. Il travaille dans une mairie. À ce titre, il gagne 20 600 francs par mois. Il a quatre enfants :

– Je ne l'ai pas fait exprès, me dit-il. Ils n'en sont pas moins là. Et ils lui « rapportent » 23 617 francs par mois, y compris l'indemnité de la femme au foyer.

Avant le quadruple événement, sa femme était vendeuse dans un magasin, Elle gagnait 13 800 francs par mois. Ensemble, ils n'atteignaient pas 35 000 francs. Maintenant, ils arrivent à près de 45 000 francs. Ils vivent dans trois pièces et une gêne honnête. Ils trouvent qu'ils sont mieux qu'avant.

– Surtout, ajoute-t-elle, qu'il y a, en plus, les primes à chaque naissance.

[140]

Et, bien qu'elle ne le dise pas, que les augmentations portent plus souvent et sont plus substantielles sur les allocations familiales que sur le salaire proprement dit. Elles continueront.

Parce que, en sus de l'inexpérience et de la fatalité, il y a l'exemple pas tellement décourageant de mon voisin du dessous.

Celui-ci est cheminot. Il gagne 23 500 francs par mois. Il a huit enfants, qui correspondent à une « rente supplémentaire » de 47 652 francs. Il est fier de sa performance. Il me regarde de haut et me dit souvent, comme me prenant en pitié, que sa femme, à lui, n'a pas besoin de travailler. Parfois même, il cherche à me piquer :

– S'il n'y avait que des gens comme vous, les Russes nous envahiraient en moins de deux. Avec ça que c'est déjà pour cette raison que les Fritz nous ont foutu la raclée...

¹ C'est un fait accompli sous une forme déguisée pour le Japon.

Je fais comme si je lui trouvais beaucoup d'esprit.

Le vrai drame commence dans la ruelle à côté. Dans un taudis qui sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher, une pauvre veuve vit avec ses deux gosses. Pour tout travail, elle réussit à trouver chaque semaine une quinzaine d'heures de ménages qui lui sont payées 80 francs l'une. Avec les allocations familiales, elle dispose de quelque 13 000 francs par mois pour vivre, et encore. Elle trouve que la vie est dure. Sa voisine, qui est seule avec un enfant et qui lui dispute la clientèle du quartier, partage le même sort et la même opinion : en pire, car elle ne touche aucune allocation. Dans le même bâtiment lépreux qui est comme une cour des [141] miracles, il y a encore un rémouleur qui envoie de maison en maison deux pauvres gosses en haillons. Et un raccommodeur de parapluies, avec trois gosses. Toute une peuplade d'enfants livrés à eux-mêmes qui n'entrent en contact avec leurs parents que pour en subir l'humeur et dont on ne peut pas dire que les ressources affectées à leur subsistance par la société, permettent qu'il en soit autrement.

Pour ce qui se passe dans les cours des miracles de la ruelle du monde, consulter les journaux : ils sont remarquablement informés ces temps. Et très bien achalandés en filles qui tuent leur père pour sauver leurs « bâtards » (Versailles), en suicides manqués après l'assassinat d'un gosse sur deux en suite de l'abandon de l'ami (Lyon), etc...

Incidences économiques

Mes deux voisins sont des privilégiés, des aristocrates de la misère. Vraisemblablement, ils le resteront. Mais, supposez un accident qui entraîne l'impossibilité de continuer à travailler, ou le chômage, ou la mort de l'homme. Dans les deux premiers cas, ce ne sera pas gai. Dans le troisième, ce sera la catastrophe : la mère, seule avec la marmaille, obligée de courir après les heures chez les uns et chez les autres pour conserver les allocations familiales par des artifices, les enfants livrés à eux-mêmes, la plus grande partie du temps.

Mais il ne faut pas empiéter sur l'avenir. Le présent, d'ailleurs, se suffit largement.

Indépendamment des aléas individuels qui menacent les repopulateurs de métier ou les frappent d'entrée de jeu, il y a les répercussions collectives immédiates de la méthode.

[142]

Mes deux moins tragiques exemples mettent en évidence, dans le premier cas, que pour des services rendus évalués à 20 600 francs par mois, il y a 23 617 francs de charges apportées ; dans le second, 47 652 francs de charges apportées pour 23 500 francs de services rendus. Le bon sens populaire en inférera, dans une formule gouailleuse, que la société paie beaucoup plus cher pour dilapider ses revenus que pour s'en procurer. L'économiste placera froidement les protagonistes de cette façon de faire devant le dilemme : ou le salaire payé correspond au service rendu, ou il lui est inférieur. Dans la première hypothèse, tout père de famille ne peut être qu'un

élément causal de déficit qui conduit la société à une ruine inévitable. Dans la seconde, les allocations familiales sont prises sur une plus-value qui doit être considérable puisqu'après une ponction de cet ordre, il reste encore à la disposition d'un quinzième de la population 30 % des ressources totales de la nation au titre du revenu non distribué à ceux qui le produisent. Le mathématicien dira que la première hypothèse s'écarte d'elle-même, que cette opération n'est possible que parce que le travail n'est pas payé à son prix et placera l'appareil de l'État devant la situation de fait qui aurait été créée si cinq millions de couples en état de se reproduire avaient imité le comte de Paris, dans une France dont la population serait approximativement doublée sans qu'il y ait un seul travailleur de plus et sans que le revenu national ait été augmenté d'un centime. Et le moraliste interviendra pour demander ce qui se produirait si chaque travailleur réalisait pleinement que, dans certains cas de prolifération, le salaire n'est pas un élément essentiel des moyens d'existence, qu'il est possible de gagner plus d'argent en engrossant sa femme qu'en travaillant et de ne pas vivre beaucoup moins bien dans une atmosphère de resquille, au surplus, singulièrement affranchie des servitude du salariat. Quand les classes aisées, promues à la dignité d'élites, ajoutent à leur imprévoyance en [113] matière économique de tels exemples d'immoralité en tous genres, il n'y a pas de raison pour que celles qui vivent sous leur coupe ne les imitent pas ou ne cherchent pas à faire mieux encore.

La ronde infernale

Car, enfin, voici ce qui se passe :

On fait une politique de natalité à outrance. Au premier plan, il y a ceux qui l'ont décidée et qui se gardent bien de la pratiquer. Au second, il y a ceux qui font la sourde oreille.

Ils sont les plus nombreux, fort heureusement. Ils sont aussi pratiquement exclus du bénéfice des allocations familiales, ou n'y émargent que très peu et, réduits aux maigres ressources d'un salaire insuffisant, avec un ou deux enfants, ils traînent une vie misérable : il y a autant d'enfants malheureux, maltraités ou martyrs dans cette catégorie que chez les familles nombreuses, sinon plus. Enfin, au troisième plan, il y a les lapinistes.

La France a commencé à les encourager sérieusement au lendemain de la Libération, sur les ruines de la guerre, alors qu'elle ne disposait pas des moyens qu'elle promettait de leur distribuer pour leur permettre de faire face aux difficultés qu'ils rencontreraient dans la voie où elle leur demandait de s'engager : pas de logements pour loger les couples, pas de berceaux pour coucher les nouveau-nés, pas de linge pour les vêtir, pas de revenu national à distribuer — le peu qui existe est aux mains des classes distinguées ! — sous forme de nourriture, très peu sous forme de monnaie-papier.

[144]

Aujourd'hui, les enfants sont là.

Les choses ont un peu changé, il faut le reconnaître. Mais il n'y a toujours pas de logements : M. Claudius Petit est à la recherche de 500 000, dont 100 000 urgents. Des familles qui sont devenues de véritables tribus, qui rassemblent trois générations populeuses, où les neveux sont du même âge que les oncles, vivent dans d'innommables taudis, le plus souvent constitués par une seule pièce, et dans une promiscuité génératrice de toutes les perversions, partant, de tous les délits. L'hygiène est impossible, la maladie guette, la mort rôde. Les allocations familiales, même quand elles sont suffisantes, n'y peuvent rien changer. Il est ridicule de penser qu'on peut faire pénétrer même les plus élémentaires principes de morale dans un tel milieu. En somme, le gouvernement de la IV^e République a reconstitué à l'échelle nationale la zone qu'un de ses prédécesseurs prétendit détruire à Paris.

Incapable de procurer un cadre familial digne de la qualification humaine à tous les enfants qu'il a suscités, le régime ne peut pas davantage les instruire. Un autre ministre, celui de l'Education nationale, vient de déclarer qu'à la rentrée d'octobre, près d'un million d'enfants seraient sans écoles et sans maîtres. À la dernière rentrée, il y en avait déjà près de cinq cent mille. On les a entassés dans les classes anciennes et on en a fait quelques nouvelles. On y ajoutera les nouveaux. En 1954, il y en aura un autre million, et de moins en moins de possibilités de faire des classes nouvelles. Ainsi, on peut espérer qu'un jour, l'école prendra, elle aussi, la figure de la zone.

Et nous ne vivons encore que les premières complications. Au stade suivant, le problème de l'apprentissage se posera. De même qu'il n'y a ni logements, ni écoles, ni maîtres pour la [145] première enfance, il n'y aura pas de centres d'apprentissage pour l'adolescence. On pourrait compter sur un retour au compagnonnage après apprentissage à l'usine ou chez le particulier. Malheur : le système fiscal s'y oppose, aucun artisan n'a les moyens de supporter un apprenti et les usines grandes ou petites se soucient peu d'en grever leur budget au chapitre des frais généraux. Nous aurons ainsi toute une jeunesse qui atteindra sa vingtième année sans métier.

Les optimistes pourront rétorquer que c'est peut-être très regrettable sur le plan individuel, mais pas tellement grave sur le plan social. En effet, si chaque jeune homme et chaque jeune fille avaient un métier, au moment où ils seraient en âge de le mettre à la disposition de la société, on ne trouverait pas le moyen de le leur faire exercer : pas d'usines. Et, s'il y avait des usines, pas de travail. Au train où vont les choses et avec l'utilisation actuelle du revenu national, il n'est pas permis d'envisager un rééquipement rationnel de la France dans toutes les branches de l'activité avant la mort des gens qui naissent aujourd'hui, à condition, bien entendu, qu'aucune guerre ne vienne interrompre prématurément le cours de leur existence. Encore, ce qui est rationnel aujourd'hui ne le sera-t-il sans doute plus demain et aucune assurance ne nous est-elle donnée qu'au moment où la remise en état problématique serait achevée, tout ne serait pas à recommencer dans un monde qui, ayant pensé et réagi plus vite que nous, serait mieux adapté aux nouvelles formes de vie en puissance, quoique insoupçonnées.

Dans un tel décor, on peut, certes, épiloguer à perte de vue sur le thème de l'enfance malheureuse et même le faire, parfois, au moyen de très heureux effets de plume. Mais tout cela est vain : il faut surtout s'étonner qu'on ne relève pas plus de crimes individuels à ce chapitre quand le crime d'État [146] est si évident et si lourd de conséquences. Et, poursuivant la méditation dans les formes qui s'imposent à l'esprit il faut aussi se dire que, dans une telle perspective, on ne peut pas échapper au problème plus grave encore de l'adolescence et de toute une humanité vouée au malheur dans l'asservissement.

Au fond, c'est tout le problème social et il s'est toujours posé dans les mêmes termes.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil.

Finale

... Lorsque l'enfant paraît, le cercle de famille

Applaudit à grands cris

écrivit un jour Victor Hugo qui terminait ce morceau de littérature sur un souci largement utilisé, depuis, à des fins de propagande, s'il n'en fut pas inspiré :

Seigneur, préservez-moi, préservez ceux que J'aime

Frères, parents, amis, mes ennemis même

Dans le mal triomphants,

De jamais voir l'été sans fleurs vermeilles,

La cage sans oiseaux, la ruche sans abeilles,

La maison sans enfants.

Cet élan poétique, dans la facture de l'époque, se traduisait déjà et se traduit encore en pratique par un nombre appréciable d'enfants sous-alimentés, mal ou pas logés, peu ou pas vêtus, sans école aujourd'hui, sans métier et probablement sans travail demain.

[147]

Ici apparaît le chômeur...

L'expérience des années 30 est encore assez fraîche dans toutes les mémoires pour qu'il ne soit pas nécessaire de rappeler sous quelle forme il se présente.

En fin de circuit, l'enfant devenu homme n'en est pas moins en surnombre, comme il le fut toute sa pauvre vie. Il est seulement un peu plus encombrant : son entretien coûte plus cher à la société, car, s'il n'est pas possible de lui fournir du travail, rien ne l'empêche de s'accoupler et de proliférer, ce qui ajoute les allocations familiales aux allocations de chômage.

Il en résulte une situation de fait qui ne peut trouver de solution que dans la guerre.

Ainsi, on aura payé pour faire naître des enfants, on aura sacrifié des sommes considérables qui auront lourdement retenti sur le budget collectif sans être pour cela très appréciables dans les budgets individuels auxquels elles auront été affectées, et il faudra encore payer pour les faire tuer. Au nombre des futures victimes, il y en a

dont les parents exercent le métier d'éleveurs de porcs, de poules ou de lapins. C'est aussi pour les tuer à un moment donné. Mais ils s'arrangent pour qu'ils soient bien gras au jour du sacrifice, car, si on les tue, c'est pour les manger. La guerre est le moyen employé par les classes dirigeantes pour manger les classes dirigées. À cette différence près qu'elles attachent plus d'importance au nombre qu'à la qualité et qu'elles ne les engraisent pas.

On pourrait soutenir qu'une société qui calculerait sa [148] population sur le montant du revenu global dont elle dispose¹ et qui le répartirait équitablement, qui se penserait à l'échelle mondiale en partant de ce double principe et non plus en sens contraire aux diverses échelles d'une multitude de nations artificielles et d'État rivaux, échapperait par la force des choses à la guerre et à tous ces petite crimes ou délits individuels qui sont la conséquence de son acceptation et de sa préparation.

On pourrait aussi reprendre les lois de Malthus et démontrer que si elles ne sont pas exemptes de certaines erreurs de détail, elles ne sont cependant pas discutables dans leurs références essentielles.

Ou encore soulever l'objection d'imprévoyance ou d'incapacité, suggérer des aménagements palliatifs.

Adressés à ceux qui détiennent les leviers de commande de l'État, tous les raisonnements qui prennent texte de ces considérations sont vains, sous quelque forme que ce soit. Tout ce que nous pouvons leur dire, ils le savent. Et aussi que pour nous donner satisfaction, il leur faudrait nous consentir une nouvelle nuit du 4 août. Or, celle de 1789 a coûté assez cher à leurs ancêtres pour qu'ils ne soient pas tentés de renouveler le geste. Entre eux et nous, la discussion ne se situe pas sur le plan de la conviction, mais sur celui de l'intérêt. C'est donc, une fois de plus, une question de rapport des forces.

[149]

Mais ces gens sont des privilégiés, savent qu'ils le sont et ils veulent le rester. À tout prix et par tous les moyens. Aucun souci de justification morale ou philosophique ne les effleure : ils ont dépassé ce stade. Et il faut convenir que depuis 1914, on n'a pas mis beaucoup d'insistance à leur demander de se justifier ou à les y obliger.

Vu de leur balcon, leur système est assez au point, sur le plan intérieur. Ils poussent à la prolifération pour avoir constamment à leur disposition une offre considérable sur le marché du travail, ce qui leur permet, sans trop d'aléas, de pratiquer la politique des bas salaires dont ils font la condition du profit. Et sur le plan extérieur, il leur faut des hommes pour leur assurer des avantages dans la lutte pour la conquête et la conservation des marchés.

À nos yeux, tout être humain a droit tout au long de sa vie et successivement, à la chaleur du berceau dans une famille aisée, à l'instruction et à l'initiation à la vie

¹ 7 500 milliards de revenu national (en 1950) cela fait 15 000 fr par tête d'habitant, et par mois — 30.000 fr par couple. Chaque fois qu'un couple aurait augmenté son revenu mensuel de 15 000 fr, il pourrait penser à procréer un enfant... Depuis, le revenu national est passé à environ 12 000 milliards, dit-on.

sociale dans une école claire, propre et confortable, à l'apprentissage d'un métier, aux possibilités de l'exercer, à la considération et au respect qui s'attache à la notion que nous avons de la personne, à la vie dans la dignité et avec sa part des moyens que la nature, les générations qui nous ont précédés et sa contribution personnelle à l'effort commun lui garantissent dans des limites et dans des formes imprescriptibles. Aux yeux des privilégiés, l'être humain n'a d'intérêt qu'au dernier stade : quand il est un ouvrier qui eue des bénéfices et surtout un soldat qui les défend.

Il est normal qu'ils cherchent à obtenir ce résultat au maximum quant au nombre, et au minimum quant aux frais.

[150]

Il l'est moins que nous les prenions au sérieux quand ils prétendent réparer ou empêcher d'arriver à leur conclusion au moyen du flic, du juge et du journaliste, tous les drames qu'ils provoquent et rendent inévitables.

Et que nous ne réussissions ni à les mettre hors d'état de continuer, ni à rendre sensible la diversion qu'ils semblent bien proposer impunément.

CHAPITRE VII : LE PETIT SOTTISIER DE L'ECONOMISTE DISTINGUE

La productivité

En 1951, les charbonnages de France ont remonté au jour 55 300 000 tonnes de charbon.

Ce résultat bat tous les records, y compris celui de 1930, qui n'avait jamais été atteint depuis.

En 1930, on n'avait, en effet, réussi à produire que 55 100 000 tonnes. Encore avait-il fallu le concours de 209 000 ouvriers du fond travaillant 300 jours par an. En 1951, pour 200 000 tonnes de plus, on n'a employé que 169 000 ouvriers du fond qui n'auront travaillé que 225 jours dans l'année.

Il s'agit donc là d'une amélioration de la productivité dans l'acception que les autorités gouvernementales donnent au mot : diminution de la main-d'œuvre, augmentation de la production, diminution des prix de revient.

[152]

Que je sache, le prix du charbon n'en a pas moins augmenté dans une proportion beaucoup plus grande que le salaire des mineurs.

Alors ?

Nous ne manquerons pas d'acier !

D'après la revue américaine *Iron Age*, la production de l'acier s'est élevée à 224,7 millions de tonnes, soit 224 700 000 000 de kilos pour l'année 1951.

Ceci fait à peu près 100 kilos d'acier pour chaque habitant du globe. En admettant qu'on procède à une répartition égalitaire, chaque famille française moyenne, c'est-à-dire de quatre personnes, a droit à ses 400 kilos d'acier sous forme d'outils, de travail ou d'ustensiles de ménage. L'année prochaine, elle aura droit à encore plus, puisque la production va sans cesse en augmentant et que tous les États du monde s'attachent à atteindre ou à battre le record de l'Amérique, lequel a été, en 1951, de 200 tonnes d'acier à la minute et sera de 230 en 1952, disent les spécialistes.

Mais on ne procède pas à une répartition égalitaire. Alors, notre famille française moyenne de quatre personnes n'a pas les moyens d'acheter les 400 kilos d'acier qu'on fabrique à son intention. Les familles arabes, nègres, polynésiennes ou lapones non plus, d'ailleurs, ou plutôt moins encore.

Alors, on fait des canons, des fusils, des bombes, etc., avec tout cet acier qui ne trouve pas de clients usuels particuliers.

[153]

Et ce sont les États qui l'achètent.

Bien entendu, en le faisant payer sous forme d'impôts par leurs contribuables respectifs auxquels ils le distribueront gratuitement, un jour ou l'autre, sous forme de projectiles.

Bien entendu encore, il ne peut être question de le transformer en charrues, en tracteurs, en lignes électriques, en turbines pour production de courant, etc., après en avoir financé rachat par les mêmes moyens.

Ce serait trop beau.

Le bien-être conduit à la Révolution, tandis que la guerre fait perdurer la servitude.

De grappe en cuve...

À l'automne dernier, nous avons fait la soudure avec 20 millions d'hectolitres de vin bloqués dans les caves des producteurs.

Fort heureusement, la récolte de 1951 n'a pas dépassé les prévisions. Mais on peut prévoir que nous ferons la prochaine soudure avec 25 à 30 millions d'hectolitres, qui n'auront trouvé preneur ni pour la distillation, ni pour la consommation familiale.

Bien sûr, on distillera des quantités appréciables et on bloquera tout ce qu'on pourra pour empêcher le cours du vin de baisser.

[154]

Mais, dans ce domaine, il y a des limites qu'on ne peut absolument pas dépasser sans provoquer des catastrophes budgétaires ou des embouteillages dans les chaix.

Alors, le Ministre de l'Agriculture, en désespoir de cause, vient d'envisager de limiter la culture de la vigne à certaines régions seulement.

But poursuivi : en quinze ans, réduire la surface du vignoble français de 20 à 25 % par rapport à ce qu'elle est actuellement.

Pour fabriquer des canons et des munitions, il faut à tout prix augmenter la production par une amélioration de la productivité.

Quand il s'agit de permettre à tout le monde de boire du vin à bon marché, c'est évidemment une tout autre question.

Angleterre-Allemagne-Japon

L'Angleterre se tient à l'écart de la Fédération européenne style Schuman-Philip. Elle a ses raisons.

Tout récemment, le *News Chronicle* laissait échapper qu'au cours de l'année 1951, tandis que les produits sidérurgiques anglais trouvaient de moins en moins preneurs sur les marchés mondiaux, 30 000 ouvriers et ouvrières du textile avaient été mis en chômage partiel, 25 000 tailleurs, et que, dans les grands magasins de

confection, 8 000 employés étaient réduite pour longtemps à quatre jours de travail par semaine.

[155]

C'est que l'Allemagne vend exactement les mêmes produits que l'Angleterre. Or, jusqu'ici, l'Allemagne n'ayant pas de charges militaires à supporter pouvait les mettre sur le marché à un prix de 30 à 40 % inférieur à celui des Anglais.

L'économie anglaise et l'économie allemande étant concurrentes, c'est presque tenter de résoudre la quadrature du cercle que vouloir les fédérer.

Il ne peut pas être question d'empêcher l'Allemagne de produire les mêmes articles que les Anglais. C'est pourquoi, en France et en Amérique, histoire d'arrondir un peu les angles, on a mis sur pied l'affaire du réarmement allemand. Si on oblige les Allemands à fabriquer intensivement du matériel de guerre, ils ne pourront plus produire à si bon compte dans le textile, ni l'industrie sidérurgique usuelle, et ils concurrenceront moins les Anglais...

Il suffisait d'y penser.

Mais la concurrence japonaise n'en serait pas pour autant éliminée.

Qu'à cela ne tienne : on en fera autant pour le Japon, un peu plus, même, de telle sorte qu'il ne puisse plus rien mettre sur le marché à des prix inférieurs de 50 % parfois à ceux des Anglais.

Pour sauver la bourgeoisie anglaise et l'amener à se fédérer à l'Europe, on fera crouler le monde entier sous les armes.

Après quoi, il faudra s'en servir.

[156]

La représentation nationale

Les informations parues dans la presse pendant la discussion du budget nous ont appris que nos 624 députés nous coûteraient 3 709 615 000 francs pour l'année 1952, soit, approximativement, le millième du budget national.

Chaque député coûte donc environ 6 millions de francs au Trésor public.

Si chaque citoyen de notre République démocratique et sociale réclamait autant pour son entretien, il faudrait que la classe ouvrière crée :

6 millions x 45 millions = 270 000 milliards de richesses.

Sans commentaires.

Payez vos impôts

Dans les chapitres précédents, j'ai attiré l'attention sur les impôts en général et sur les impôts indirects en particulier.

À ce dernier titre, voici ce que la ménagère paie sur le marché, pour quelques denrées de première nécessité :

Sur un kilo de café 199

Sur un litre d'huile	64,35
Sur un litre de vin	16
Sur un kilo de sucre	24
Sur un kilo de viande	70
Sur un kilo de chocolat	94,25
Sur un kilo de beurre	146
Sur un kilo de café	199
Sur un kilo de pain	18

[157]

Encore ne s'agit-il que de l'impôt perçu au dernier stade chez le détaillant. À ces sommes, il faut ajouter les différentes taxes de transactions, les taxes à la production et les impôts perçus à la production et chez le grossiste. En règle générale, il convient de multiplier, dans chaque cas, les prix ci-dessus indiqués par 2,5 pour avoir le montant approximatif de l'impôt total.

Ceci revient à dire que, dans notre meilleur des mondes, une somme qui varie entre les 2/3 et les 3/4 du prix de vente au détail de toutes les marchandises est affectée à l'impôt.

Si les services que l'État rend à l'individu ne tombent pas facilement sous les sens, il y a une chose qu'on ne peut pas ignorer, et c'est qu'ils coûtent fort cher.

Malgré cela...

Malgré cela, le budget de la nation est toujours en déficit. À tel point qu'on ne peut plus en avoir aucune idée chiffrée.

En 1949, pour dissimuler ce déficit, le Ministre des Finances décida que les impôts directs seraient payés, non plus, comme le voulait la tradition, en fin d'exercice sur les revenus de l'exercice précédent, mais avec une année d'avance.

Cette année-là, le budget absorba les ressources de deux années.

Cela ne suffit encore pas. De nouveau, on est à court.

Alors, en 1952, il faudra payer les impôts de l'année 1953. En partie, tout au moins.

[158]

À ce rythme, on arrivera bien à récupérer, en 1953, la totalité des impôts de 1955 !

Et, progressivement, à payer ceux des générations futures !

Évolution de la formule de l'impôt

Intervenant sur le chapitre des dépenses militaires, M. Mendès-France a révélé en fin de 1951 que, dans l'ensemble des ressources fiscales, l'impôt sur le revenu figurait pour 25 %, l'impôt sur la fortune pour 6 % et les impôts de consommation

pour 69 %, alors qu'en 1938, ces différentes têtes de chapitres figuraient respectivement pour 28 %, 17 % et 55 %.

M. Mendès-France n'a pas été démenti.

Les pourcentages d'allègement au profit de la fortune acquise ont donc été reportés sur la consommation.

Les riches paient moins et les pauvres un peu plus.

Encore une guerre et la consommation supportera, toute seule, tout le poids des impôts.

Évolution des dépenses budgétaires

Sur le chapitre des dépenses militaires, M. Mendès-France a encore révélé qu'en 1952, Indochine comprise, on ne pourrait pas s'en tirer à moins de 1 600 milliards, si on suivait le Gouvernement.

[159]

Et il a précisé :

En 1950, nos dépenses d'investissements étaient doubles de nos dépenses militaires. En 1951, elles leur ont été inférieures. En 1952, elles ne seront guère supérieures à leur moitié.

À ce rythme, il est évidemment à craindre que les dépenses militaires arrivent très rapidement à absorber à elles seules toutes les ressources du budget !

La guerre d'Indochine

Toujours d'après M. Mendès-France, elle en est arrivée à nous coûter 500 milliards par an, soit 1 milliard 1/2 par jour.

...500 milliards d'inflation et de misère qui sont, sous tous les rapports, un aliment de choix pour la propagande communiste... Lorsque M. Vychinski vient à Paris, lorsqu'il constate notre faiblesse, l'inflation et les injustices sociales qui en découlent, il peut se dire que son pays est en train de gagner la guerre froide.

Et M. Mendès-France conclut qu'il faut de toute urgence rechercher des possibilités de traiter avec le Viet-Minh pour arrêter enfin cette guerre criminelle.

Certes, les raisons de l'interpellateur ne sont pas les nôtres, avec lesquelles elles sont en contradiction formelle sur beaucoup de points souvent essentiels. Mais nous sommes entièrement d'accord avec lui, lorsqu'il s'écrie :

On me répond qu'on ne peut pas traiter avec le Viet-Minh parce que traiter avec le Viet-Minh c'est traiter avec les agents de Moscou. En Corée, cependant, c'est bien avec les agents de Moscou qu'on traite !

[160]

Pour avoir la paix, pour la sauver ou pour la ramener, on peut traiter avec n'importe qui, jusques et y compris avec le diable.

Le cercle vicieux

Répondant à M. Edgar Faure, le Président du Conseil d'alors déclara :

Nous nous sommes efforcés de choisir, en chaque domaine, l'essentiel. Il nous faudrait construire chaque année 240 000 logements nouveaux ; en inscrivant dans notre budget des crédits qui permettent d'en construire 57 000, nous faisons un choix : nous décidons que les crédits et la main-d'œuvre doivent être en priorité utilisés à construire des pistes d'envol ou des abris pour le matériel de nos divisions.

Mais, pendant que le gouvernement fait des pistes d'envol ou des abris pour le matériel de guerre, ceux que cette politique oblige à coucher sous les ponts ou à s'entasser dans des taudis deviennent communistes.

Ainsi, le régime fabrique-t-il lui-même les communistes contre lesquels il a besoin de lutter pour se survivre.

La politique financière

Par rapport à ces menues choses, au Parlement, on a encore innové en matière de politique budgétaire, en fin d'année 1952, et reculé les limites de l'absurde au-delà de l'imaginable...

Le 7 juillet 1952, les députés sont partis en vacances pour [161] rentrer le 22 octobre. Par ce moyen, ils se sont dispensés de discuter le budget complémentaire de l'année en cours : on ne saura donc jamais le montant du déficit de l'expérience Pinay pour l'année 1952, si ce n'est dans quelques années, sous la forme d'une avalisation par décret, de quelques dépassements de crédits, ou par des reports adroitement dissimulés dans l'exercice 1953, actuellement en discussion. Au début du mois de novembre 1952 un personnage de la Commission des Finances a lancé le chiffre de 656 milliards. À quoi M. Paul Reynaud a rétorqué que le déficit atteignait 800 milliards. En mars dernier, quand l'expérience Pinay prenait le départ, bien que nous ne soyions pas dans le secret des Dieux, nous avons, nous, parlé de 700 à 900 milliards probables. Mais, comme on le sait et comme il se doit, nos supputations et notre opinion comptent peu : nous n'avons pas qualité pour discuter de ces choses !

Toujours est-il qu'étant partis en vacances pour trois mois et demi, les députés se trouvent aujourd'hui dans l'obligation de faire trois séances par jour pour examiner le budget de 1953 dans les délais impartis. Le règlement de la profession ne comportant que deux séances par jour — et encore, sans obligation aucune d'y assister ! — cela fait une séance supplémentaire. Or, chaque séance supplémentaire coûte la bagatelle de deux à trois millions ; nous ne sommes donc pas très loin de la vérité si nous nous mettons à penser que nos députés partent en vacances pour pouvoir faire des heures supplémentaires, c'est-à-dire améliorer encore leur budget particulier au détriment de celui de la Nation. Si on tient compte, par ailleurs, qu'ils ne sont pas plus obligés d'assister aux séances supplémentaires qu'aux séances ordinaires, on est bien obligé de convenir qu'il s'agit, là, d'un argent facilement gagné. En général, la séance supplémentaire est l'alibi du député qui va rejoindre sa

maî[162]tresse — la séance ordinaire aussi, notez bien — ce pourquoi il est payé au tarif double. Et vive la République !

Un jour viendra sûrement où il faudra déchanter, mais quand ?

Et dans quel marasme ?

Pour l'instant, il n'est encore possible de trouver aucun crédit dans l'opinion, si on met en cause l'expérience Pinay. Il faut bien en convenir : l'homme trouve des échos favorables jusque dans les sphères de la population où il en devrait trouver le moins. J'ai, pour ma part, entendu des syndicalistes, des socialistes, et non des moindres, non pas vanter l'expérience Pinay, mais dire qu'il n'y avait pas autre chose à faire et qu'il en sortirait sûrement quelque chose.

Pourtant, comment ne pas se rendre à l'évidence ?

Au risque de me répéter, l'expérience Pinay postulait l'équilibre du budget, le coup d'arrêt à l'inflation, la baisse des prix, le remplacement de l'impôt par l'emprunt.

L'équilibre du budget ? M. Paul Reynaud, président de la Commission des finances, nous dit qu'il y a 800 milliards de déficit.

L'arrêt de l'inflation ? Quand M. Pinay a pris le pouvoir, 1 864 milliards de billets étaient en circulation : nous approchons de 2 100. Le rythme de l'augmentation est, par conséquent, le même que sous les gouvernements précédents.

La baisse des prix ? Les locomotives baissent, les avions baissent, les tanks baissent, le papier baisse, les services n'augmentent pas, mais le pain ne baisse pas, la viande ne baisse pas, le vin ne baisse pas, le beurre monte, le lait monte, l'huile monte, etc.. L'indice général est calculé sur 213 articles, dont au moins n'entrent pas dans la composition du budget familial de l'ouvrier. Dans ce domaine, ce qui est sûr, c'est qu'il y a une baisse à peu près générale des prix de gros sur le marché mondial, mais cette baisse n'arrive pas à descendre dans les prix de détail, sur le marché national, et la ménagère revient toujours du marché, en récriminant à juste titre. Encore faut-il préciser que cette baisse des prix de gros sur le marché mondial n'est pas le fait de M Pinay, mais de la conjoncture.

Le remplacement de l'impôt par l'emprunt ? On a vu ce qu'il en a été : péniblement, le gouvernement a trouvé 195 milliards quand il en escomptait 560. Il reste, en outre, qu'il est impossible, maintenant, de renouveler l'opération.

Par contre, l'indice de la production industrielle, qui atteignit 153 par rapport à 1928 est, aujourd'hui, au-dessous de 140 et nous abordons une crise de chômage. Le maintien du pouvoir d'achat à un niveau excessivement bas en est la cause : la masse des consommateurs n'a cessé de réduire encore son maigre train de vie.

C'est clair :

Quand quelqu'un cesse de travailler, quelqu'un cesse d'acheter.

Quand quelqu'un cesse d'acheter, quelqu'un cesse de vendre.

Quand quelqu'un cesse de vendre, quelqu'un cesse de produire.

Quand quelqu'un cesse de produire, quelqu'un cesse de travailler.

[164]

Quand quelqu'un cesse de travailler, quelqu'un cesse de gagner.

Quand quelqu'un cesse de gagner, quelqu'un cesse d'acheter.

Ainsi se ferme le cercle.

À continuer dans cette voie, on ne saurait manquer d'obtenir des résultats catastrophiques.

Si on tient compte que toutes les entreprises se mettant d'un seul coup à produire moins avec le même outillage et les mêmes frais, ont produit, par conséquent, à un prix plus élevé, on conviendra que ceci n'arrange pas les choses. C'est ainsi qu'en un temps où tout (baissait sur le marché mondial, les entreprises françaises n'ont pu suivre le mouvement : il en est résulté un ralentissement dans le rythme de nos exportations et un accroissement de notre déficit à la Banque des règlements internationaux.

Ce déficit, il faudra bien, un jour, le prendre en compte, c'est-à-dire le faire entrer dans le budget de la nation. En même temps, il faudra aussi prendre en compte le chômage et les moins-values qui sont la conséquence de la mévente. Par il emprunt, il n'en peut être question. Alors, par l'impôt, et nous nous retrouvons au point de départ de l'expérience Pinay.

Pour le jour où nos députés prendront conscience de cela, on peut prédire une baisse des prix qui dépassera tout ce qu'on en peut imaginer. Nous paierons d'un seul coup l'addition que les autres gouvernements avaient pris l'habitude de nous présenter à doses moindres, mais répétées.

Ce qu'il y a de changé ?

C'est précisément ce que je vous demande...

[165]

En attendant...

En attendant, les journalistes de talent, dont, chaque matin, la radio vante les mérites, en sont réduits aux ressources de leur imagination, qui est ce qu'elle est. Le type du genre est M. Émile Servan-Schreiber¹, des « *Échos* », qui a ses grandes et ses petites entrées dans les Conseils du gouvernement.

Voici donc ce qu'écrivait cet homme dont l'opinion compte :

La crise dont, souffre l'industrie du vêtement masculin *West* pas une crise aiguë provenant de l'accumulation des stocks ou d'un déséquilibre entre la production et la consommation, mais d'une dépression permanente dont la persistance est autrement dangereuse : le Français consacre une part trop restreinte de ses ressources à son habillement. C'est moins là, en vérité, une question de pouvoir d'achat global qu'un problème de réparation des postes à l'intérieur du budget familial.

Dans le même temps que M. Servan-Schreiber écrivait ces choses, il y en avait un autre, qui est Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, et qui en disait autant du logement : « Le Français ne consacre pas assez à son logement et toutes les raisons de la crise sont là. »

¹ Habituellement mieux inspiré, il faut le reconnaître.

Mon marchand de primeurs prétend que le Français consacre une trop petite part de son budget à l'achat de fruits et que c'est pour cette raison qu'il faut faire un alcool coûteux.

Bientôt, le vigneron du Midi protestera parce que le Fran[166]çais consacre une trop petite part de son budget à l'achat du vin !

Pauvre budget familial ! En somme, l'ouvrier français y consacre une trop petite part à l'achat de tout. Mais M. Baumgartner, gouverneur de la Banque de France, prétend, lui, que les Français dépensent trop.

Allez vous y reconnaître !

Surtout si vous voulez bien considérer que le budget familial de l'ouvrier français tourne autour d'une moyenne de 20 000 francs par mois, quand il n'y a pas de chômage.

Admirez donc avec moi les talents de cet ouvrier français qui réussit à la fois à y faire entrer trop de choses selon les uns et pas assez selon les autres.

CHAPITRE VIII : UNE REFONTE DES STRUCTURES EST-ELLE POSSIBLE ?

Le mieux est de raisonner sur un exemple précis : le vin, problème-type et symbole de l'impéritie capitaliste.

La France traverse une crise viticole qui requiert l'attention en termes chaque jour moins équivoques. Périodiquement, les journaux s'emplissent des doléances des vignerons dont les représentants au Parlement s'émeuvent et, non moins périodiquement, sous couvert de prendre les mesures qui s'imposent, le gouvernement fait procéder à la distillation de quelques millions d'hectolitres de vin.

Grâce à cet artifice, sans cesse renouvelé dans les mêmes conditions et suivant un processus désormais rituel, le vin reste à son prix ou augmente et quelques dizaines de milliers de petits producteurs, trop heureux d'échapper à la misère totale, peuvent continuer à vivoter dans une demi-misère sur quelques arpents de vigne. Reconnaisants à leurs députés et au gouvernement qui les « gâtent » ainsi, ils chanteront leurs louanges et voteront pour eux la prochaine fois, en espérant qu'ils feront toujours mieux dans le même sens.

[168]

On aboutit donc à ce premier résultat essentiellement « moral » que, sur la terre, il y a des hommes qui s'évertuent à créer des richesses en priant tous les saints qu'une fois créées, au lieu de les consommer, on veuille bien les détruire purement et simplement, sous les yeux de ceux qui en ont besoin mais n'ont pas les moyens de se les procurer.

En face de ces quelques dizaines de milliers de malheureux, dans la même profession, il y a quelques milliers de privilégiés qui cultivent des centaines ou des milliers d'hectares de vignes, qui sont, de fait, autorisés à vendre leur vin à un prix très supérieur à son prix de revient et qui encaissent les bénéfices de l'opération par dizaines de millions.

Je ne parlerai pas du problème de la distribution conçu et agencé de telle sorte que toute une chaîne de margoulins arrivent à vendre 70 francs le litre, au consommateur des villes — et parfois au vigneron qui le produit ! — un vin acheté entre 25 et 31 francs à la production.

Au deuxième stade, il y a le marché de l'alcool, alimenté déjà par les betteraves qu'il ne faut pas transformer en sucre pour n'en pas faire baisser le prix, le blé qu'il ne faut pas transformer en pain, les pommes de terre qu'il ne faut pas envoyer dans les villes, etc. Ce marché s'embouteille encore et ceci est trop connu pour que j'y insiste.

Au troisième stade, il y a l'État qui achète aux gros distillateurs, au prix de 85 francs le litre, un alcool que, faute de pouvoir l'incorporer en totalité dans l'essence, il vend en presque totalité sur les marchés extérieurs, au prix de 31 francs le litre.

Les gros distillateurs empochent la différence qui se chiffre par des milliards.

[169]

Et, au quatrième stade, il y a le consommateur qui, pour combler le trou ainsi creusé dans les finances publiques, paie sous forme d'impôts — de préférence indirects pour que les plus pauvres paient le plus — un vin qu'il ne boit pas, un pain, un sucre, des pommes de terre et toute une liste jamais arrêtée, de produits consommables qu'il ne consomme point.

Il y a même un cinquième stade : celui des importations de vin italien, grec ou portugais, rendues nécessaires à certains moments, pour pallier les inconvénients de distillations trop massives. Ici, ce sont quelques gros importateurs qui « se sucent » en creusant, par surcroît, dans la balance commerciale, un autre trou qu'il faut aussi combler par l'impôt sous forme de dévaluation de la monnaie.

Avant cette guerre, un homme d'État éminent, comme ils le sont tous, s'était distingué en prescrivant l'arrachage des plants de vigne en prétendu surnombre. Tout dernièrement, un ministre de l'Agriculture avait lancé un ballon d'essai en faveur du retour à cette solution, mais l'affaire a fait long feu parce qu'on n'a pas trouvé ce qu'on pourrait bien cultiver à la place de la vigne arrachée. Comme on ne pouvait pas non plus transformer d'autorité les petits vigneron en chômeurs, ni les transplanter et les reclasser dans des professions artisanales ou industrielles, elles-mêmes toutes menacées par le chômage, on conserve les plants de vignes, mais on en détruit le produit.

Il paraît que cela revient moins cher, et c'est le dernier cri du malthusianisme économique.

Hormis les mauvais esprits dont les idées n'ont pas cours dans les cercles officiels, personne n'a jusqu'ici pensé qu'il y avait d'autres solutions à ce problème et que, pour se recommander d'impératifs plus humains sur le plan de la morale, ces solutions n'en étaient pas moins pertinentes sur celui de la politique et de l'économie.

[170]

En avril dernier, le journal *Le Monde*, effrayé par les proportions que prenait la crise viticole dans le midi de la France, dépêcha sur place un de ses envoyés spéciaux, M. André Leveuf.

À Montpellier, ce M. André Leveuf fut reçu « dans son hôtel particulier au patio semé de graviers blancs », par le plus gros producteur de vin de France, et il s'entendit dire ceci :

« Sur le millier d'hectares que je possède ou que je gère, m'a-t-il dit, j'ai fabriqué, l'an dernier, 107 000 hectolitres de vin qui m'est revenu, tous frais déduits, à 15 fr. 20 le litre. Si le statut viticole n'existait pas, si l'on ne m'avait pas contraint de distiller la moitié de ma récolte, si l'on ne m'avait pas obligé à vendre mon vin 20 francs le litre pour l'exportation et 34 francs sur le marché intérieur, si l'État avait renoncé à percevoir des taxes excessives, j'aurais pu fournir aux Parisiens 10 700 000 litres d'excellent 10 degrés qu'ils auraient payé 20 francs le litre chez leur détaillant. »

Il est donc possible de produire du vin à 15 fr. 20 le litre, pris à la production. En supprimant le luxueux hôtel, le patio, les cailloux blancs et la nombreuse domesticité qui va probablement de pair, il est certain qu'on pourrait améliorer encore sensiblement ce prix de revient. Si on veut se contenter de ces 15 fr. 20 et ne

rien supprimer, il faut toutefois convenir que ce résultat ne peut être obtenu qu'en produisant le vin par millions de litres, c'est-à-dire en cultivant la vigne par milliers ou, au moins, par centaines d'hectares.

Or, je suppose que dans la région de Montpellier, l'envoyé spécial du Monde a observé les mêmes phénomènes [171] que j'ai sous les yeux dans le Mâconnais et le Beaujolais : dans chaque village, des centaines de petits vigneron qui cultivent un ou deux hectares de vignes et produisent de 5 000 à 10 000 litres de vin font cortège à deux ou trois gros propriétaires fonciers qui roulent carrosse.

De toute évidence, on ne pourrait entretenir décentement une famille en vendant 15 fr. 20 le litre 5 000 à 10 000 litres de vin par an ; on ne peut déjà guère mieux en les vendant le double.

Ramené à l'échelle de ces petits vignerons, le problème pourrait être résolu en leur conseillant de cultiver autre chose. Mais, de toutes les cultures, c'est encore la vigne qui rend le plus à l'hectare et, d'autre part, le lopin de terre qu'ils possèdent est généralement impropre à toute autre culture que celle de la vigne. Encore resterait-il que, faisant baisser le prix des autres denrées agricoles, cette solution laisserait intact, à l'échelle nationale, le problème du prix du vin.

À un double point de vue, il faut donc chercher autre chose.

Chercher n'est d'ailleurs pas le mot, car la solution qui s'impose saute aux yeux, et elle est dans le remembrement des terres vinicoles, ainsi que l'indique très clairement la petite histoire rapportée par M. André Leveuf dans son journal.

Du moment qu'en cultivant la vigne par milliers ou par centaines d'hectares, on peut obtenir du vin à 15 fr. 20 le litre, il semble qu'il n'y ait aucune raison de ne pas chercher [172] à rassembler en une seule grande exploitation, dans chaque localité, toutes les petites qui périssent et seraient déjà mortes n'était l'aide que leur apporte plus ou moins directement l'État. Du moins ne devrait-il y en avoir aucune pour un gouvernement qui prétend pratiquer systématiquement la baisse des prix et qui devrait normalement se sentir gêné de faire ouvertement exception pour le vin et les autres denrées agricoles que ce raisonnement m'a conduit à citer par incidence.

Techniquement, rien ne s'y oppose : la grande culture, avec des moyens modernes, est depuis fort longtemps de règle aux États-Unis et dans un certain nombre d'autres pays.

Mais cette solution suppose un équipement rural ad hoc et, donc, des investissements massifs. Or, dites-moi, que deviendrait le budget de la guerre si, tout à coup, on se mettait à procéder à ces investissements ?

J'entends bien que, chez les petits vignerons, le vent ne souffle pas en direction du remembrement. Mais à qui la faute si, malgré l'esclavage dans lequel il les tient, le sentiment de la propriété est si tenace chez eux et s'ils envisagent, non comme une planche de salut mais comme une menace contre leurs maigres moyens d'existence, toute mesure qui serait prise dans ce sens ? À qui la faute, sinon à cette société dont ils savent bien qu'elle se soucierait assez peu de reclasser ailleurs ceux d'entre eux que l'introduction du machinisme dans la viticulture écarterait de la vigne et arracherait à leurs pitoyables occupations actuelles ?

Aussi bien, d'ailleurs, même si les petits vigneron sont contre le remembrement, l'argument est sans valeur : si, par miracle, leur état d'esprit échappait à l'orientation qu'on lui imprime et s'ils devenaient soudain sensibles aux avantages de [173] l'opération, le gouvernement freinerait aussitôt leurs aspirations.

Le gouvernement est le mandataire du gros producteur qui, quoi qu'il en dise, a intérêt à voir aligner le prix de revient de son vin sur celui qui est fixé par décret à la petite production. Il est le mandataire des gros distillateurs-exportateurs et, comme je le souligne dans un précédent chapitre, des petits bourgeois parvenus qui vivent sur le circuit de la distribution, dont le pourcentage, à tous les échelons, est directement proportionnel au prix de revient. Il est enfin le mandataire des marchands de mort subite qui peuvent d'autant mieux vivre que le montant des taxes prélevées sur la distribution est plus élevé, ce qui signifie qu'il recherche les effets de la baisse beaucoup plus en paroles qu'en actes, car — et l'expérience Pinay le prouve — le rendement des taxes est d'autant plus bas que les prix de revient le sont eux-mêmes.

Pour que ces gens puissent continuer à vivre princièrement « dans de luxueux hôtels particuliers aux patios semés de cailloux blancs, avec une nombreuse domesticité à leur service », il faut qu'il y ait de petits producteurs de vin qui servent de pilotes dans l'établissement des prix.

Et il faut que tout le monde paie au double ou au triple de son prix, non seulement le vin qui se boit, mais encore celui qui ne se boit pas.

Pas question, donc, du remembrement des terres vinicoles assorti de l'Association libre des travailleurs de ce secteur, les deux mesures qui supprimeraient radicalement les deux causes principales du vin cher : la petite exploitation et le gros producteur parasite.

Et qui conduiraient à la refonte complète du système de distribution, par surcroît.

[174]

J'ai dit que cette histoire du vin rassemblait les données d'un problème-type et se présentait comme un symbole de l'impéritie capitaliste. Prenez les journaux : pas de jour qu'on ne l'y trouve, sur le mode inquiet, dans un de ses aspects. Écoutez les discours de nos hommes politiques : pas un seul qui n'y fasse allusion. Il n'est donc pas étonnant que je sacrifie moi-même à cette sorte de mode et me complaise à la citer à nouveau.

Mais il n'y a pas que le vin : dans ce régime, tout ce qui se produit circule ou ne circule pas, se vend ou ne se vend pas, se consomme ou est détruit dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons : le vin, mais aussi le blé et le pain, la betterave et le sucre, les pommes de terre, le lait et le beurre, les fruits et les légumes, les poissons qu'on pêche, le charbon, le fer et leurs dérivés, etc.

Qu'il s'agisse de produits agricoles ou de produits industriels, on peut faire le même raisonnement à propos de chacun d'entre eux et, sui le circuit qui les conduit à la consommation ou les en retranche, relever les mêmes incohérences toujours payantes pour les maîtres du jeu et toujours considérablement onéreuses pour le travailleur-consommateur.

Au vin qu'on distille correspondent le poisson qu'on rejette à la mer, le lait dont on fait de la poudre pour nourrir les cochons, les mines de charbon qu'on ferme, etc.

Avant de partir à Aix-les-Bains, pour quinze jours ou trois semaines, en juillet 1952, M. Antoine Pinay a tenu à prendre deux mesures économiques qui étaient alors d'extrême urgence : la distillation d'une partie des « excédents » de vin (6 millions d'hectolitres sur les 20 millions qui sont en stock !) et la fixation du prix du lait jusqu'au 1er octobre.

[175]

On a tant fait de lait en poudre que, maintenant, on manque du lait naturel et qu'il faut en importer. Par ailleurs, on ne peut pas arrêter de faire du lait en poudre, car les « Bon Lait » et autres « France-Lait » seraient acculés à la faillite et leurs ouvriers au chômage : on importe donc du lait pour le transformer en poudre.

Enfin, pour compenser les pertes résultant de la fièvre aphteuse, les petits producteurs de lait ont demandé une augmentation dont les gros profiteront dans la même mesure que les gros producteurs de vin : 3 francs par litre en août et en septembre. Mais cette augmentation ne devait pas être répercutée à la consommation : cris d'orfraie des ramasseurs, collecteurs, centralisateurs, distributeurs, etc. quand ils ont appris la nouvelle.

Astuce de M. Pinay : les centralisateurs ont été autorisés à récupérer ces trois francs par litre en écrémant le lait à 12 % (plus exactement : en ramenant sa teneur en matières grasses de 34 grammes à 30 grammes par litre) et vendront le beurre ainsi obtenu¹.

Toute la France au lait écrémé, pour que le distributeur-petit-bourgeois-parvenu ne perde pas sa situation !

Quand on ne peut pas maintenir ou faire baisser le prix d'une denrée, on en sert, au même prix, une ration moindre ou de moindre qualité : demain, on nous vendra le pain noir au prix du pain blanc et 800 grammes de rosbeaf pour 1 kilo !

[176]

Et on pourra amplifier le bla-bla-bla autour des indices officiels qui resteront stationnaires à défaut de baisser.

Il fallait y penser.

Nous vivons sous le signe de la raréfaction artificielle et de la misère généralisée par décret qui produisent des millions et parfois des milliards très réels pour les privilégiés.

Le discours dominical qui promet l'amélioration générale des conditions de vie par la baisse des prix compense les actes du ministre qui la rend impossible, dore la pilule et fait passer la muscade.

¹ Le lecteur doit savoir que pour ramener la teneur du lait en matières grasses de 34 gr à 30 gr par litre, il y a un moyen plus économique que l'écémage : ajouter un litre d'eau à 8 litres de lait pur. Les collecteurs-centralisateurs, etc. préféreront sûrement cette seconde solution. Et le mouilleur de lait, jusqu'ici traqué par les tribunaux correctionnels, sera un personnage officiel de la IV^e République

À la longue, ces choses sont devenues des truismes, et il est aussi pénible de les ressasser que de se faire une raison et d'enregistrer cette sorte d'amorphisme des masses qui consacre l'accord tacite des victimes de ce sinistre jeu avec les maîtres sans scrupules qui le conduisent.

Mais on ne saurait rester sur cette note pessimiste et, d'autre part, il faut répondre à la question posée par le titre de ce chapitre. Aux considérations qui précèdent et qui sont essentiellement d'ordre pratique, viennent s'ajouter d'autres qui le sont moins, mais qui, caractérisant la période que nous vivons, n'en situent que mieux le problème sur son véritable plan : celui du transfert du pouvoir.

On dit communément que la Révolution de 1789 a porté la bourgeoisie au pouvoir. Très peu de gens, par contre — et aussi bien parmi ceux qui utilisent ce thème rêvé pour discours [177] pseudo-révolutionnaires que parmi ceux à qui on l'inflige à répétition — se représentent exactement ce que cela signifie.

La lecture de l'Histoire de France officielle, incline plutôt à voir des foules qui descendent dans la rue, s'imposent par la violence et, finalement, par l'entremise d'institutions de fortune instinctivement conçues au niveau de la justice et pérennisées dans la suite, guillotinent un roi devenu impossible par ses excès ajoutés à ceux de son entourage privilégié. Ramené à ces proportions, l'événement court sur quelques mois aux yeux des mieux avisés. Quant à ses effets, on confond volontiers la mort de ce roi avec celle du régime dont il était le symbole du moment. On dit, en effet, la Révolution de 1789, l'ancien et le nouveau régime, etc. En ce qui concerne plus particulièrement ces deux dernières expressions, pour peu qu'on les juxtapose en y mettant le ton qui convient, on arrive à leur faire signifier un contraste frappant, des oppositions fondamentales, en tout cas, des différences considérables.

Telle est la vertu de l'image d'Épinal dont le but est, non de forcer les esprits à la réflexion mais de les exalter, ce pour quoi elle est le procédé par excellence de l'Histoire officielle.

Assez confusément, je veux dire dans un langage à prétentions technico-littéraires difficilement accessible, Marx et, à sa suite, les marxistes, ont essayé de nous donner une autre vision des choses et, plus spécialement, de nous représenter la Révolution française comme une longue suite de transformations dans les rapports économiques des classes sociales entre elles et dont les années 89-93 furent seulement le couronnement. Dans cette perspective, l'événement courait sur plusieurs siècles, il était une fin (provisoire, il est vrai), non un commencement. La bourgeoisie avait, certes, pris le pouvoir en 1789, mais il ne s'agissait plus que du pouvoir politique : l'autre, [178] l'économique, elle le détenait depuis fort longtemps si elle ne l'exerçait que très discrètement, c'est-à-dire d'une façon essentiellement occulte.

Dans l'esprit des marxistes, pour expliquer ce phénomène, il fallait remonter jusqu'aux jacqueries, aux chartes d'affranchissement accordées par les seigneurs, à la découverte de l'Amérique, au développement des relations commerciales entre l'Ancien et le Nouveau Monde, etc. À l'occasion de ces faits, un transfert de la richesse nationale s'était opéré au long du temps, des classes sociales privilégiées qui

étaient alors la noblesse et le clergé, à une autre qui était née dans leur ombre, qui s'était développée en faisant tout bêtement sa petite pelote à ramasser leurs dépouilles et qui en était arrivée progressivement à prendre en mains tous les leviers de commande d'une vie économique essentiellement commerciale, artisanale et agricole. Bien avant 1789, la royauté avait dû compter avec les marchands de Paris et il est de notoriété que Colbert assit son autorité sur les artisans et les commerçants. À l'échelon inférieur, la plupart des membres de la noblesse et du clergé n'étaient plus des privilégiés que politiquement : économiquement, ils étaient tous plus ou moins dans la dépendance du marchand auquel ils avaient vendu leurs terres et, souvent, emprunté de l'argent. On se demande parfois pourquoi Necker et Turgot n'ont pu renouveler l'opération qui avait si bien réussi à Colbert : c'est qu'ils n'avaient plus rien à offrir en contre-partie à des gens qui, possédant la presque totalité des richesses, ne désiraient plus que commander, c'est-à-dire en disposer à leur gré. C'est toujours ainsi : qui paie veut commander et, si possible, officiellement : l'Amérique, de nos jours, en offre un exemple assez probant.

Mais, abandonnant pour une fois les impératifs absolus de leur dialectique, les marxistes ont fait un raisonnement par [179] analogie, en ce sens qu'ils ont imaginé que, dans une suite d'événements similaires, le Prolétariat serait quasi fatalement amené à conquérir sur la bourgeoisie le pouvoir qu'elle avait conquis sur la noblesse et le clergé. Aujourd'hui, on voit très clairement que ce raisonnement était un peu simpliste : à l'époque, il n'était pas facile de le déceler. Il faut d'ailleurs convenir que tout militait en faveur de leur thèse : la Révolution qui ne laissait en présence que deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, les progrès techniques et le développement industriel de la première moitié du XIXe siècle qui devaient accentuer les oppositions d'intérêts entre ces deux classes, etc.. La bourgeoisie s'installant dans les mœurs des classes qu'elle supplantait, on pouvait supposer que le transfert de la richesse et, par suite, du pouvoir, s'opérerait directement d'elle au prolétariat. D'où une théorie de la lutte des classes conçue comme un moteur de l'Histoire et érigée en un système qui devait, sinon accélérer le transfert, du moins éviter les faux-pas.

En réalité, de même que la bourgeoisie était née à la fin du moyen âge entre les classes privilégiées et une population agricole de condition servile, une troisième classe aux contours mal définis s'est taillée une place entre la bourgeoisie et le prolétariat : la classe dite moyenne.

Et ce phénomène a faussé toutes les perspectives du marxisme qui ne l'avait pas prévu.

Car, s'il est exact que la bourgeoisie n'a cessé de décliner, sinon depuis son accession au pouvoir politique, du moins depuis la naissance du capitalisme industriel s'il est exact qu'un transfert de ses revenus et de sa richesse s'est opéré de façon continue en direction du prolétariat, il ne l'est pas moins que tout cela s'est fait sans que le prolétariat prenne conscience de [180] la mission historique qui lui était assignée par le marxisme. Les bénéficiaires du transfert ont réagi individuellement en changeant de classe, en s'installant dans cette classe moyenne — qui n'est autre

qu'une petite bourgeoisie — et en oubliant leurs origines. Mais on n'a enregistré aucune réaction de classe : les autres sont restés le prolétariat et s'ils ont eu conscience de quelque chose, c'est que leur classe se vidant par en haut, il leur était possible de la remplir par en bas au moyen de la repopulation. En quoi, d'ailleurs, ils n'ont fait que donner dans le piège grossier qui leur était tendu.

On peut supputer à l'infini sur le transfert de la richesse et du pouvoir dans le cadre d'un régime dont les assises morales et les structures sont, quoi qu'on en dise, multimillénaires à quelques faibles nuances près. L'objet de ce chapitre est seulement d'en signaler quelques aspects généraux et de les ramener à l'échelle de l'actualité.

Il ne peut être question, en effet, d'examiner dans le détail les circonstances qui ont provoqué la naissance et le développement de la classe moyenne. On voit assez bien s'en dessiner les conditions générales : une vie sociale conçue de telle sorte que le producteur étant frustré d'une partie des fruits de son travail, il est nécessaire qu'entre ceux qui détiennent les moyens de la production et ceux qui la consomment, pour sauver le profit quitte à le partager, s'interpose le distributeur qui mesure à chacun ce qui lui revient d'après les règles d'un code préétabli de la hiérarchie non des besoins, mais des valeurs individuelles. Au fur et à mesure que les progrès scientifiques ont perfectionné les formes de la production et en ont augmenté le rendement, le nombre des distri[181]buteurs est allé en s'accroissant. Et dans les périodes de crise, pour conserver leur emprise sur leurs salariés, les propriétaires des moyens de la production, souvent, ont dû leur faire des concessions, notamment leur abandonner une plus grande part du profit. Ainsi le distributeur n'a cessé de proliférer et de s'enrichir au détriment du propriétaire industriel. Le même phénomène a pu être observé dans le monde paysan où les grands propriétaires fonciers, vivant bourgeoisement, n'ont cessé de s'appauvrir au profit de leurs fermiers, ce qui, avec l'héritage, est à l'origine du morcellement de la propriété à l'infini en un temps où tout commanderait un processus inverse. Dans le monde industriel, tout s'est passé comme si les distributeurs avaient été les fermiers du patronat en matière d'acheminement de la production vers la consommation.

Sous l'angle du rapport des forces, la bourgeoisie d'aujourd'hui est au prolétariat ce qu'étaient, autrefois, le clergé et la noblesse à la paysannerie : entre les deux principaux antagonistes, c'est la petite bourgeoisie ou classe moyenne qui joue le rôle d'écran jadis tenu par la bourgeoisie. Ce qu'on a pris pour une révolution n'était qu'un décalage...

Or, ce décalage est bien près d'arriver à son terme si on en juge par les quelques observations qu'on peut faire sur les formes dans lesquelles il continue de s'accomplir. Pour s'en rendre compte, il n'est que de se demander où passent les revenus et, en premier lieu, la part prélevée sur eux pour être affectée au paiement des salaires.

Pour toutes sortes de raisons que je crois avoir exposées dans leurs aspects essentiels, la masse actuelle des salaires est en presque totalité employée à satisfaire des besoins alimentaires contre lesquels on ne peut rien. C'est pour cela qu'il n'y a

plus d'épargne. Sur ce point, tout le monde est d'accord, y compris M. Pinay, qui fondait la réussite de son expérience [182] sur un appel au profit et plus spécialement au profit licite. (Comme s'il pouvait y avoir un profit licite !)

À partir de cette constatation, si on remonte le circuit parcouru par l'argent affecté aux besoins alimentaires, on s'aperçoit qu'il passe chez le distributeur, qui en garde une bonne part, le reste allant chez le producteur de denrées de consommation, c'est-à-dire le paysan. Et si on veut établir la proportion qui revient à l'un et à l'autre, l'exemple du vin peut servir de témoin : sur un litre vendu 69 francs à Paris, 28 francs et souvent 25 seulement vont au viticulteur, 13 à l'État et le reste, c'est-à-dire la plus grosse part, au(x) distributeur(s). Bien entendu, la répartition du revenu varie avec les denrées, mais il est rare que le distributeur ne soit pas celui à qui revient la plus grosse part. C'est donc lui qui s'enrichit le plus et, après lui, le producteur paysan chez lequel ce qui reste du prix des marchandises qui se vendent par la force des choses fait fin de circuit.

À un degré moindre, on observe le même phénomène dans le domaine de la marchandise industrielle qui se vend moins, surtout dans la masse des salariés : on se prive d'une paire de chaussures, d'une robe, d'un manteau, d'une cuisinière, etc., pour acheter du pain, du lait, de la viande, etc. Mais ce marché si difficilement accessible aux travailleurs l'est ou plutôt le reste très facilement à ceux qui vivent du profit. Là encore, on peut affirmer sans crainte que la plus grosse part du prix de n'importe quelle marchandise reste dans la caisse du distributeur : il est courant qu'un article de ménage vendu 600 francs au détail ait été acheté 400 francs par le distributeur et souvent moins (les marges peuvent atteindre 40 %). Il entend bien que, sur sa marge, ce dernier doit payer différentes taxes à l'État, mais, sur ce qui lui revient, le producteur doit payer la matière première, les salaires, les charges sociales [183] et des impôts aussi, ce qui est, en définitive, autrement important¹.

Absorbant la plus grosse part de la masse des salaires et la plus grosse aussi de la masse des profits, le distributeur joue donc et gagne sur tous les tableaux. C'est ce qui explique que si on voit encore de grands bourgeois et même de très grands, on en voit tout de même de moins en moins.

Si, maintenant, on recherche par quel côté on aborde ce problème du transfert de la richesse, de l'authentique et grand bourgeois au petit qui la reçoit avec la mentalité du parvenu, on s'aperçoit que toutes les discussions tournent, non pas autour de la prolifération de ce dernier, mais de la part prélevée par l'État au titre de l'impôt. Le distributeur compte beaucoup plus sur la force du nombre qu'il peut opposer aux mesures qui le menaceraient, que sur la valeur intrinsèque des arguments qu'il avance : c'est là une des manifestations de l'instinct de conservation d'une classe qui est née, qui prend conscience de ses intérêts et qui veut s'affirmer. Le distributeur-petit-bourgeois-parvenu s'assigne une mission historique à sa mesure et ne dédaigne pas d'emprunter ses méthodes au syndicalisme ouvrier qu'il réprouve pour arriver à ses fins.

¹ Voir les tableaux pages 129 et 130.

C'est donc par le biais de l'impôt, assise de circonstance d'un faux anti-étatisme, qu'il s'évertue à nous faire examiner tous les problèmes de la vie sociale. Son thème favori est : trop d'impôts, car, imitant en cela les fermiers généraux d'avant la Révolution de 1789, les impôts, il veut bien les percevoir chez le consommateur, mais il se refuse à les reverser dans les caisses de l'État. À l'impôt, il préfère l'emprunt : M. Antoine Pinay a donc pensé qu'il le déciderait à souscrire à l'emprunt s'il passait l'éponge sur les fraudes antérieures à [184] une date donnée et le dispensait de certains impôts. Cette erreur de perspective n'est tombée sous le sens de tout le monde qu'au moment de la discussion du, dernier budget : ne payant pas l'impôt qu'il percevait, le distributeur-petit-bourgeois-parvenu n'a pas davantage souscrit à l'emprunt.

Tout ceci revient à enregistrer l'échec de l'expérience Pinay. Sur le plan technique, d'ailleurs, elle présentait de nombreuses failles.

Pour assurer l'équilibre du budget, il était nécessaire que l'emprunt produise 580 milliards. Or, il n'en a produit que 195.

Dès lors, la question qui se pose est la suivante : quelles sont les causes de l'échec ?

La réponse à une telle question est claire : l'amnistie fiscale et quelques dégrèvements d'impôts à peine sensibles n'ont pas paru suffisants au distributeur-petit-bourgeois-parvenu — le seul qui pût prêter ! — en ce sens que, tirant un trait sur le passé, ces aménagements ne constituaient qu'une garantie très hypothétique de l'avenir. Les fils et petits-fils des commerçants d'avant 1914 se souviennent que leurs pères et leurs grands-pères disposaient eux aussi, d'une marge de 30 à 40 % sur les marchandises qu'ils manipulaient et que cette marge, exonérée de toute une série de taxes, était tout bénéfice pour eux. C'est à cela qu'ils veulent revenir. Entre tous, avec les quelques grands bourgeois de la grosse industrie, ils disposent de la plus grosse part de la richesse nationale. Ils sont donc [185] les seuls à pouvoir venir en aide à un État dont les caisses sont perpétuellement vides et ils ne prêteront qu'à celui qui leur apportera cela... Pour la réalisation de ce but, on les voit rechercher le soutien de l'artisanat (en une période qui s'oriente techniquement et de plus en plus vers la production de série) et de la petite paysannerie (quand les circonstances commandent de plus en plus impérieusement le rassemblement des terres et la culture intensive.

En fait, ils disposent déjà de la puissance occulte : la défense du petit commerce, de l'artisanat et de la petite paysannerie a été, l'article-clé de la politique de tous les gouvernements depuis la fin de la guerre de 1914. Au lendemain de celle-ci, on a organisé une bonne demi-douzaine de foires électorales : aucun des partis qui y ont pris part n'a jamais osé traiter de ces problèmes objectivement, c'est-à-dire dans la perspective dessinée par la découverte de l'énergie nucléaire — les partis dits socialistes et communistes moins encore que les autres.

Ainsi mûrissent les temps où le transfert de la richesse étant totalement opéré, le transfert du pouvoir politique qui en est le corollaire pourra se faire officiellement et à son tour.

Dans quelles conditions ? C'est une autre histoire.

« Nous sommes à l'ère des organisateurs », a dit, quelque part, James Burnham.

Des distributeurs serait plus exact.

Et de cela, il faut aussi prendre conscience.

Car le problème des réformes de structures, s'il doit porter sur certaines formes de la production, comme dans l'agricul[186]ture, doit surtout porter sur la structure de la circulation des richesses, lequel est, ainsi qu'il est exposé aux chapitres 4 et 5, à l'origine de l'accumulation qui conduit à la guerre.

Autrement dit, c'est par là qu'il faut commencer.

Qui prétendra qu'il n'est, par exemple, pas possible de réduire le circuit qui conduit les richesses de la production à la consommation par la suppression pure et simple des distributeurs en surnombre dont les statistiques disent qu'en France, nous avons le privilège d'en posséder, en moyenne, un pour 13 habitants ? Aussi discrédité que soit le régime, aussi peu d'autorité qu'il ait, cela est à sa portée et dans ses moyens.

S'y résoudra-t-il avant qu'il ne soit trop tard, c'est-à-dire avant que le distributeur-petit-bourgeois-parvenu, qui dispose déjà de la richesse et du pouvoir occulte, dispose effectivement du pouvoir légal ?

TROISIEME PARTIE : LA PHILOSOPHIE DU MALHEUR

CHAPITRE IX : SLOGANS

Quand les rouages sociaux sont grippés au point qu'une guerre peut survenir, on ne cherche pas à l'éviter : on la prépare. Par voie de conséquence, on ne cherche plus à l'expliquer : on la justifie.

Ceci aussi est une tradition.

Les arguments utilisés de part et d'autres sont toujours les mêmes : la légitime défense, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'aide à la révolution en marche chez les peuples opprimés, l'Honneur national, la défense de la Liberté, du Droit, de la Civilisation, etc.. On met des majuscules aux mots et on en met aux thèmes, jusqu'au jour où il devient évident que « sans la liberté, la vie ne vaut pas la peine d'être vécue » et qu'il « vaut mieux mourir debout que vivre à genoux ».

Ces arguments ont ceci de particulier qu'ils s'adressent aux instincts et aux passions les moins nobles, qu'ils sont généralement ambivalents et qu'ils ne se greffent sur les réalités que par le souci de les masquer.

[190]

La légitime défense

Elle se définit par la définition de l'agresseur. Or, depuis 1919, les conciles internationaux se sont multipliés, mais ne sont jamais arrivés à donner, de l'agresseur, une définition qui fût, sinon correcte, du moins satisfaisante ou seulement acceptable. Il s'ensuit déjà cette première difficulté que cette notion est laissée à l'appréciation des belligérants et que, pour chacun d'eux, l'agresseur est celui d'en face. Il s'ensuit aussi qu'en l'absence d'un texte arbitral irrécusable, les justifications qui sont tentées, de part et d'autre, ont la même apparence d'inattaquable logique et de légitimité.

Le plus probant exemple de ce double subterfuge est la guerre de 1939. Aux yeux des Anglo-Saxons, l'agression allemande avait commencé : avec l'occupation de la Rhénanie ou, pour le moins, avec l'annexion de l'Autriche, puis s'était poursuivie par l'invasion des Sudètes, de la Pologne, etc. Mais, aux yeux des Allemands, elle avait commencé en 1919 à Versailles et s'était poursuivie par une politique constante d'encerclement économique. Les premiers ne la concevaient que

militaire, les seconds l'étendaient aux problèmes des échanges et de la répartition arbitraire des matières premières et des marchés nécessaires à la vie d'une nation. C'était un dialogue de sourds.

S'il ne peut être question de départager les plaideurs, il faut cependant reconnaître que la thèse allemande était susceptible d'ouvrir des horizons beaucoup plus vastes que toutes celles qui ont tenté de la révoquer en suspicion. Elle offrait, en tout cas, l'occasion de repenser la structure économique du monde et, en ce sens, elle était révolutionnaire. À l'époque, il était à peu près impossible de le faire remarquer parce [191] qu'elle était défendue par Hitler, ce qui la rendait tout de même d'assez mauvais aloi et, d'autre part on avait oublié que, si elle était défendue par Hitler, c'était uniquement parce qu'on avait, au préalable, condamné à mort le régime de Weimar qui l'avait également faite sienne avec l'assentiment et les encouragements des progressistes du monde entier.

Les moins passionnés de ceux qui refusaient de considérer l'agression sur le plan économique en même temps que sur le plan militaire se retranchaient derrière la coutume : l'Allemagne devait accepter les conditions de Versailles, *qui étaient justes*, comme la France avait accepté celles de Francfort, en 1870, bien qu'*elles fussent injustes*. Ceux-ci posaient un double problème dans la mesure où refusant de confondre le Droit et la Civilisation avec le droit du plus fort, ils rejetaient sur l'Allemagne la responsabilité unilatérale des trois guerres franco-allemandes. Ils en posaient un troisième dans celle où ils permettaient à l'Allemagne de leur renvoyer l'argument avec autant de pertinence. L'ensemble de la discussion revenait alors à proposer au spectateur impartial, le problème théologique de la poule qui fait l'œuf d'où est sortie la poule : *qui a fait le premier œuf ou la première poule ? transposé en : qui a pris la première responsabilité ?* Dans une page remarquable, Louis-Ferdinand Céline est remonté jusqu'au traité de Verdun de 843, mais on voit bien qu'il n'y a pas de raison de s'arrêter là.

Tout ceci relève des appréciations qu'on peut porter sur la *vendetta* corse, sur la guerre des Montaigu et des Capulet ou sur celle qui est le thème du *Rivage des Syrtes*, de Julien Gracq : il y a des états d'hostilités familiales ou autres qui se résolvent dans ou par la guerre, après des siècles, alors que les protagonistes n'en ont jamais su les raisons exactes, mais [192] veulent quand même les justifier. Encore faut-il supposer des deux côtés qu'il y a eu un premier et unique responsable.

Sur ce point particulier, il y a un dogme de la doctrine chrétienne qui est inspiré du *Nouveau Testament* et qui dispense de l'établissement des responsabilités : celui de la rémission des péchés. La signature d'un traité comporte la rémission des péchés comme l'absolution donnée par le prêtre dans son confessionnal. Moralement, du moins. Pratiquement, il n'en est jamais ainsi : pas plus que les traités de Vienne de 1815 n'avaient remis ses péchés à la France de Napoléon, celui de Francfort, de 1871, n'a remis les siens à la France du Second empire et le traité de Versailles de 1919 les siens à l'Allemagne. C'est que ceux qui font les traités en sont encore à la loi du Talion qui remonte à l'*Ancien Testament*.

En foi de quoi, les guerres s'enchaînent les unes aux autres. Celle de 1939 n'est pas encore terminée que les adversaires qui restent aux prises se considèrent toujours en état de légitime défense, l'un vis-à-vis de l'autre, dans le cadre d'une morale surannée, et qu'un troisième conflit a déjà pris naissance en Corée dans les mêmes conditions. Les Coréens du Nord et les Coréens du Sud s'en renvoient mutuellement et sur ordre la responsabilité : un jour, on s'apercevra peut-être que le responsable, c'est cette ligne de démarcation tracée d'un commun accord par des étrangers au pays et qui condamne les deux parties d'un même peuple, indispensable l'une à l'autre, à mourir économiquement chacune de son côté en leur interdisant de communiquer entre elles...

Le même problème se pose dans les mêmes termes à l'échelle de l'Allemagne, puis à celle de l'Europe, puis à celle du monde. L'agresseur, c'est le régime des lignes de démarcation par la personne interposée des classes privilégiées [193] qui le font perdurer et dont on croit trop volontiers, comme le disait Victor Hugo, qu'elles se battent entre elles pour nous, alors qu'elle ne font que s'entr'aider contre nous. Et les agressés, ceux qui sont en état perpétuel de légitime défense, ce sont les peuples ainsi condamnés à s'entretuer.

Le droit des peuples

Le traité de Versailles et la guerre de 1939 ont, une fois de plus, mis en évidence que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était très limité. Si on va au fond des choses, on s'aperçoit très vite que ce droit est seulement celui des grands peuples à disposer des petits ou des vainqueurs à disposer des vaincus.

En 1919, ainsi qu'il a été dit au chapitre 1er, c'est contre leur gré que les petits peuples de l'Europe centrale ont été démantelés puis répartis ou assemblés par fractions par les vainqueurs. En 1939, l'Europe centrale n'était plus qu'un foyer d'irrédentismes divers dont le pôle d'attraction était l'Allemagne. Ce ne fut pas un mince argument pour Hitler : l'agression militaire dont il était accusé se nuancait de ces circonstances qui lui permettaient de se donner comme allant porter, à la pointe de ses baïonnettes, la liberté aux peuples opprimés par le traité de Versailles. En fait, tous ces peuples étaient coincés entre deux oppressions : celle du traité et celle du national-socialisme. Il n'en reste pas moins qu'ayant choisi l'une on voulut néanmoins continuer de leur imposer l'autre. On ne pouvait sortir de cette impasse qu'à la condition de poser le problème non plus sur le plan du droit d'un peuple entier, mais sur celui du droit de l'individu à disposer de lui-même en toutes circonstances. Mais trop d'intérêts s'y opposaient.

[194]

Les principes au nom desquels on agissait ont d'ailleurs pris toute leur valeur et toute leur saveur en 1945, date à laquelle on a livré à la Russie soviétique, et sans plus leur demander leur assentiment, tous ces peuples dont on voulait, contre leur gré, défendre la liberté quand l'Allemagne la menaçait. Pour rester objectif, il faut

reconnaître qu'on a découvert, il y a quelque temps, que, de nouveau, ils étaient opprimés.

Cette notion du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est donc très élastique : il n'en peut être autrement. Ses protagonistes sont tous des peuples qui en tiennent d'autres sous leur joug. À ce sujet, il est caractéristique qu'on ne juge pas à propos d'en étendre le bénéfice aux peuples coloniaux ou classes sous mandat. On sait les difficultés que l'Angleterre a faites à l'Irlande et à l'Inde. On sait celles qu'elle fait encore à l'Iran et à l'Égypte. Et on sait, enfin, celles que la France fait à Madagascar, à l'Indochine, à la Tunisie et à toute l'Afrique du Nord. De toute évidence, il n'est pas question de reconnaître à tous ces peuples le droit de disposer d'eux-mêmes.

Cette morale, dans laquelle tous les cas sont particuliers et ne relèvent que par exception de la règle générale, est en réalité une très basse escroquerie. Elle prend tout son sens si on veut bien tenir compte que les entreprises colonialistes ont jadis été justifiées par le souci de porter à tous ces peuples la liberté qu'on leur refuse aujourd'hui...

L'honneur national

C'est encore à L. Emery qu'il faut en revenir : nul mieux que lui n'a rendu sensible la misère de ce poncif et l'impasse [195] à laquelle il conduisait si on le prenait comme centre d'intérêt. Voici ce qu'il écrivait, le 10 septembre 1939, dans *Feuilles Libres* :

On est frappé de voir la place prise officiellement, par les valeurs spirituelles ou, plutôt mystiques, et l'emploi fait partout du terme d'« honneur » pour affirmer la nécessité de la guerre.

Pour la Pologne, l'honneur, selon le colonel Beck, était de ne rien céder sans contre-partie. Une nation qui accepterait de donner sans rien recevoir renoncerait par là au titre de grande puissance. Le moins qu'on puisse dire de cette conception, c'est qu'elle n'a rien à voir avec aucune morale universelle, qu'elle soit religieuse ou rationaliste. Dans tout système de morale, il ne s'agit pas de savoir si telle concession doit être payée par une autre, mais seulement si elle est conforme à la justice. Qu'on ait refusé d'appliquer cette règle élémentaire à la vie d'une nation, cela prouve seulement que, pour cette dernière, la fin suprême de la moralité, c'est la force ; l'honneur, c'est de ne donner aucun signe de faiblesse, c'est de maintenir dans toute son étendue la volonté d'être et de durer. Qu'on parle alors d'instinct vital et d'intérêt national, soit ; mais quelle confusion de termes et même d'idées dans le fait de recouvrir du manteau de l'honneur une position qui, en soi, est antérieure à toute réflexion morale.

Tandis qu'au nom de l'honneur polonais la Pologne prétendait maintenir ses anciennes frontières, c'est au nom de l'honneur allemand que Hitler préparait, puis exécutait, son coup de force...

Que dire enfin de, l'Angleterre, dont tout le monde sent confusément qu'elle a joué dans la crise un rôle déterminant ? Elle qui, jusqu'à présent, avait mis en œuvre une politique si complexe, si opportuniste, parfois même si hésitante, elle qui, il y a quelques semaines encore, restituait un milliard d'or tchèque à l'Allemagne et n'accordait à la Pologne, après de longues négociations, que des crédits limités, la voilà tout à coup inflexible, rigide, rectiligne. Objectivement, il est pourtant clair que les conditions optimales de la fermeté ne se trouvaient pas réunies et que certains éléments nouveaux, dont le pacte

germano-russe était le plus énorme, rendaient la situation particulièrement difficile. Si donc l'Angleterre s'est comme bardée d'engagements rigoureux, tels que son traité d'alliance avec la Pologne ; si, par des déclarations répétées, elle s'est interdit à elle-même tout recul et même toute liberté de manœuvre, c'est qu'elle s'était fait de cette attitude une question d'honneur, c'est-à-dire de prestige. Depuis des mois la colère montait en elle, à la fois devant les grossièretés de la presse de Goebbels, et aussi devant la prétention allemande de l'évincer de la politique continentale.

Le moindre commentaire affaiblirait la portée de ce raisonnement.

Mourir debout...

La dénommée Dolorès Ibaruri, dite la Passionaria, est à jamais le plus beau spécimen de ces gens qui pensent que « sans liberté la vie ne vaut pas la peine d'être vécue » et qui préfèrent « mourir debout plutôt que vivre à genoux ». Elle l'a dit, répété, clamé, claironné dans toute l'Espagne. Elle le hurlait encore aux foules en montant dans l'avion qui avait mission de la sortir subrepticement de l'enfer et douillettement déposer en France. À la gare de Lyon, elle fut accueillie par une foule en délire qui la magnifia. Quelques jours après, elle était confortablement installée dans un luxueux hôtel des Champs-Élysées. Mais ceux à qui elle s'était adressée et qui avaient suivi son conseil, étaient restés et, eux, ils étaient morts...

Quand l'Italie entreprit la conquête de l'Albanie, Sa Majesté le roi Zogou lança un vibrant appel à son peuple : défendre la liberté jusqu'à la dernière goutte de sang. Le peuple albanais a répondu à cet appel, mais... son roi a f... le camp ! Un mystérieux avion est encore intervenu fort opportunément pour empêcher que fût versée la dernière [197] goutte de sang. Ce roi vint, lui aussi, s'installer confortablement dans quelque luxueux hôtel avec la princesse Géraldine, sa femme, et ses trois sœurs. Les journaux firent grand cas de son attitude courageuse et se répandirent en lamentations sur l'infortune de la famille royale. Du peuple albanais qui était resté sur place et était mort, il fut beaucoup moins question.

On pourrait se borner à dresser une liste d'exemples et conclure qu'est sans aucune valeur une morale uniquement prêchée par des gens de toute manière assurés de n'en subir pas personnellement les conséquences. J'ai vécu près de deux années dans un camp allemand de concentration, c'est-à-dire dans la pire des servitudes. J'y ai coudoyé des gens dont certains avaient acquis un grand nom dans la défense et l'illustration du slogan : ils ne se sont pas suicidés. J'ai même observé que les mieux disposés à vivre à plat ventre sous la férule et jusqu'au prix des plus inimaginables forfaitures, étaient ceux qui, quelques années auparavant, clamaient à tous les échos qu'ils préféreraient la mort à la servitude et mourir debout plutôt que vivre à genoux. Je ne me suis pas suicidé non plus ? Bien sûr. Mais, moi, j'ai toujours pensé qu'en désespoir de cause ou pour toute autre raison, le suicide était une affaire rigoureusement personnelle, qu'on n'avait pas le droit d'en faire une règle générale pour les autres — surtout pour eux seulement — et que, placé entre la servitude et la mort, sans autre alternative, il était plus sage de choisir la servitude, ne serait-ce que parce qu'on peut en sortir, tandis que, de la mort, on ne revient jamais. Je vis, mais

au moins, je ne survivais pas à quelqu'un qu'une de mes attitudes, gratuite pour moi, aurait entraîné dans la mort et, en ce sens, je n'ai pas de sang sur les mains.

Étendu aux collectivités, le raisonnement qui béatifica la Passionaria et le roi Zogou débouche sur une première objection : s'il avait quelque valeur, il faudrait conseiller le suicide aux peuples coloniaux et à tous les prolétariats du monde, lesquels n'ont jamais connu d'autre état que la servitude. Or, de toute évidence, ce n'est pas ce que l'on fait — fort heureusement, d'ailleurs.

Historiquement, il se situe dans l'ombre du dernier vers de l'*Enéide* qui révèle, dans sa plénitude, le caractère de relativité de la servitude :

« *Et la Grèce vaincue vainquit son farouche vainqueur.* »

Philosophiquement, ce n'est que par un abus de l'abstrait qu'on a pu persuader des millions d'êtres humains que certaines valeurs matérielles ou morales, aussi arbitrairement définies que choisies dans le nombre, méritaient d'être défendues jusqu'à la mort et qu'il valait mieux mourir que les perdre. Il est clair qu'une guerre qui anéantirait le genre humain, anéantirait du même coup toutes les valeurs matérielles et, à plus forte raison, les valeurs morales, en les privant de leur moyen d'expression. À partir du moment où il devient évident que le pire des fascismes étendu au monde entier anéantirait moins d'êtres humains qu'une guerre, il faut admettre que ce pire des fascismes est préférable à la guerre. Du moins nos aïeux étaient-ils gens bien sensés qui, sur ce point... avaient le sens du moindre mal.

Supposez, maintenant que Galilée ait préféré la mort à la servitude intellectuelle et que Pasteur l'ait préférée à la misère. Supposez que Scarron n'ait pu supporter son infirmité et Voltaire son exil. Et, combien d'autres au cours des siècles, combien de savants, d'artistes, de littérateurs, etc., ont vécu persécutés, emprisonnés, embastillés, torturés, qui eussent été en droit de préférer la mort à la vie servile et ont vécu quand [199] même ! J'ose affirmer que la vie de servitude et de misère de beaucoup de grands hommes qu'on révère, aujourd'hui seulement, a été socialement préférable à leur suicide par désespoir ou dans n'importe quelle aventure condamnée à l'échec et que celle des générations actuelles, du plus grand savant au plus humble laboureur, l'est de même et en toutes circonstances pour les générations futures. « Après le pain, disait Danton, l'instruction est le premier besoin des peuples ». Après le pain, c'est-à-dire après la vie.

Ou encore : d'abord la vie.

La vie est le premier des biens, celui sans lequel les autres n'existent pas.

J'ajoute qu'il est parfaitement ridicule de tenter une comparaison entre la guerre et la servitude, car, quelle que soit son issue, la guerre entraîne toujours la servitude et c'est toujours avec des peuples préalablement asservis qu'on a fait les guerres. Sous cet angle, il y a une loi qui est commune aux peuples libres et aux peuples asservis : refuser la guerre sous quelque prétexte que ce soit parce que, précipitant les premiers dans la servitude, elle ôte aux seconds, pour de longues périodes, l'espoir d'échapper au joug qui les oppresse. La guerre est toujours le commencement ou l'aggravation de la servitude.

Il faut retourner le slogan : sans la vie, pas besoin de liberté !

[200]

Pour le Socialisme !

C'est un mot d'ordre dont il a été usé et abusé au Congrès socialiste de Royan (1938) et à celui de Montrouge (décembre 1939).

De celui-ci, c'est Paul Faure qui a fait justice dans un article publié par *Le Pays Socialiste*, le 20 octobre 1939 :

J'admire — c'est une façon de parler — ceux qui, par delà les champs de bataille couverts de morts, bâtissent une Europe et un monde merveilleux où les peuples connaîtront les délices d'une paix éternelle.

J'ai déjà entendu ces nobles formules. C'était, lors des années Maudites, de 1914 à 1918. Beaucoup de ceux qui sont présentement aux armées les ont, comme moi, entendues. Ils sont aujourd'hui de nouveau dans la guerre, avec leurs fils.

C'est pourquoi sans doute il serait honnête et prudent de leur faire l'honneur de penser qu'ils ont médité sur la fragilité de promesses trop hâtives et d'engagements trop solennels.

Le Parti socialiste était unanime pour reconnaître la vanité de buts trop vastes, du genre de ceux qui alimentèrent la littérature, la presse et la politique durant la dernière guerre. Toute notre propagande depuis vingt ans en porte l'éclatant témoignage.

Les faits sont venus, dramatiques et éloquents. À quoi bon les énumérer ? On écrirait des volumes sur les traités de 1918 et leurs conséquences.

Aussi je ne parviens pas à me mettre à la « température » de ceux qui écrivent tranquillement qu'un monde nouveau va naître, avec, comme indispensable rançon, la mise en croix deux mille ans après l'Autre — de millions d'hommes désignés pour le sacrifice.

[201]

La société de demain sera pleine de défauts, d'erreurs, de faiblesses, de misères et de périls. Ce n'est pas à coup de canons qu'on crée la justice et le bonheur.

Si c'était le contraire, il n'eût pas fallu flétrir la guerre comme le plus cruel et le plus absurde des fléaux. Il eût fallu la désirer, la réclamer, la célébrer comme la source de toutes les vertus.

Comme c'est la thèse opposée que nous avons soutenue, je n'accepte pas, pour ma modeste part, de renier tout ce qui fut la raison d'être et le moteur de la vie intellectuelle, morale et politique de tout notre Parti, de toute sa doctrine et de toute son action.

Qu'on veuille bien considérer l'état actuel de l'Europe.

De puissants États ont déclenché une guerre qui a jeté les peuples de toute l'Europe dans un tel désordre et de telles anxiétés, que les bases de la civilisation en sont ébranlées. Les finances, l'économie de tous en sont jetées dans une infernale tourmente. Où va le monde ? Où va l'humanité ? Qui a le droit de dire que les horizons de lumière et de justice se lèveront pour tous et pour toujours sur ces charniers et ces ruines ?

Sous l'occupation, les classes privilégiées se sont beaucoup servi du socialisme, et c'est encore en son nom qu'elles justifiaient la Résistance : à la Libération, il ne pouvait être question, disaient-elles, de revenir au système d'injustice sociale et d'oppression d'avant la guerre...

On voit où nous en sommes sous ce rapport !

[202]

Je sais bien par quelles aspérités tous ces sophismes s'accrochent à la vie spéculative des peuples et en arrivent à être des règles de leur comportement.

En 1914, on a entraîné quelque vingt nations dans la guerre du Droit et de la Civilisation. Quand il y a eu, de par le vaste monde, vingt et quelques millions de morts, le Droit et la Civilisation, soûles de ruines, de sang et de pourriture, ont arrêté le massacre.

On a proclamé bien haut que la dernière des guerres venait de prendre fin. Quelqu'un s'est levé qui a dit, ou à peu près : « On croit mourir pour la Patrie, on meurt pour les industriels ». Pendant des années, les rescapés se sont dressés contre le crime avec une énergie farouche et en ont véhémentement dénombré toutes les horreurs et toutes les supercheries. De leurs rangs sont sortis des Barbusse, des Dorgelès, des Duhamel, des Ernst Johanssen, des Remarque, des Jean Giono, etc.

Vingt ans après, la guerre était là de nouveau. Quelqu'un s'est levé qui a déclaré indispensable de remettre sac au dos et de rejoindre la Ligne Maginot pour défendre la liberté menacée et quelques autres grues tout aussi métaphysiques. « Le grand troupeau » s'est reformé, docile et résigné, puis mis en marche vers la mort, partant de toutes les capitales. Et il n'est resté que Jean Giono, ou à peu près, pour protester contre l'escroquerie. Henri Jeanson, Félicien Challaye, Lecoq et quelques autres ont été mis à la raison ou n'ont point été entendus.

Dans son livre *De prison en prison* Louis Lecoq a remarquablement stigmatise la facilité avec laquelle certains [203] hommes qu'on croyait grands se sont révélés infidèles¹ à eux-mêmes et ont changé d'opinion sous la pression de circonstances qu'ils redoutaient.

Tout le monde a, dans sa vie, des exemples — hélas, nombreux ! — de compagnons de lutte qui, en prenant de l'âge, ont « tourné » à l'épreuve comme le lait au feu par temps d'orage. Entre 1939 et 1945, quelques militants pacifistes, et non des moindres, qui ne voulaient pas faire la guerre contre l'Allemagne, ont, par on ne sait quel miracle, tout à coup réalisé qu'il était urgent et nécessaire de la faire contre l'Angleterre. D'autres pensent aujourd'hui qu'il est impossible de ne pas la faire à la Russie, et ce sont généralement les mêmes. J'ai connu un homme intelligent qui fut jadis un disciple de Gustave Hervé première manière et qui, le 11 octobre 1939, écrivait dans un grand journal de Paris :

« Si nous abattions Hitler sans régler le compte de Staline, c'est Staline qui, sur nos décombres, nous assujettirait à la plus abjecte des tyrannies. Échapper à Hitler pour finir sous Staline, ce serait vraiment tomber de Charybde en Scylla. Nous nous efforcerons de ne point mériter ce comble de l'infortune. »

Ce qui revient à dire qu'à l'époque, il était le plus forcené parmi les forcenés.

Bien sûr, il n'était qu'un précurseur des « grands politiques » de 1953, dont c'est la manière de voir. Encore faut-il remarquer que, parmi ceux-ci, les plus agressifs et les plus chauds partisans des solutions militaires dans le conflit américano-russe, sont des Munichois de 1938-39.

¹ Histoire du tract « Paix immédiate ».

Il y a là un problème d'évolution de l'esprit chez [204] l'homme dont la clé est probablement l'âge et l'évolution de la situation sociale. Peut-être y a-t-il aussi un problème de structure dans la mesure où il peut, être admis que, dans les décisions graves, c'est toujours une sorte de gérontocratie qui l'emporte.

Ce qui est certain, c'est que les problèmes de la guerre et de la paix ne relèvent toujours que des solutions de force et non des propositions de la raison.

CHAPITRE X : LES PARADOXES DE LA POLITIQUE DE FORCE

Le 8 août 1950, M. Emile Servan-Schreiber écrivait dans *Les Échos* :

Dans un temps toujours plus rapide : — quarante-quatre ans entre 1870 et 1914, vingt-cinq ans entre 1914 et 1939, cinq ans entre 1945 et 1950 — le monde se dérobe au régime de l'abondance qui détruirait ses conceptions traditionnelles. La surproduction marquerait la fin du capitalisme (qu'il soit privé ou qu'il soit d'État) et le nouveau régime serait contraire aux lois de l'échangisme. La sous-consommation, au contraire, permet de reconstituer artificiellement, grâce à la guerre, le rythme d'activité classique d'avant le machinisme.

La guerre supprime les chômeurs qui redeviendront ouvriers ou soldats. Elle fait tourner au maximum la plupart des usines, supprime la mévente et la concurrence. Elle permet de créer en masse des produits destructeurs sans doute, mais dont la répartition gratuite assure de futures commandes pour reconstruire et se réapprovisionner. La guerre est, en somme, la cantharide de l'économie mondiale. Peu importe que, terminée, elle laisse les peuples, après d'abominables souffrances, plus malheureux et plus désunis qu'avant. La règle du jeu est sauvée.

Tous les régimes actuellement existants, individualistes ou collectivistes, préfèrent, fût-ce inconsciemment, la guerre à l'abondance, parce que l'abondance aboutirait à la distribution gratuite...

On peut comparer ces lignes avec tout ce qui précède ce chapitre : je serais surpris qu'on y trouvât quelque dissonance.

On peut aussi les comparer avec la déclaration par laquelle le vieux syndicaliste Robert Louzon a fait sa... Révolution de juillet (1950) :

Donc, pas d'illusions possibles ! Il faut se soumettre ou se battre. Se livrer pieds et poings liés au totalitarisme russe, accepter le régime de l'esclavage et des travaux forcés, ou bien le combattre les armes à la main. Prétendre échapper à ce dilemme n'est que littérature.

Alors, on est frappé par l'inconsistance du propos, de ce côté-ci de la barricade.

Si, maintenant, on les place en regard des échos que cette déclaration a trouvés dans le public ouvrier, on atteint au burlesque. Un secrétaire d'une section syndicale des métaux à Pauillac, écrit, en effet :

Il est normal de prévoir dès maintenant que nous serons amenés à une sorte d'union sacrée... En accordant un préjugé favorable aux États-Unis pour le gouvernement mondial, je ne vois que profit pour la classe ouvrière... Mieux vaut encore ces affreux bourgeois que l'infâme bolchevisme... (*La Révolution prolétarienne*, août 1950)

[207]

Un autre, qui est secrétaire d'Union Départementale F.O. (de la Loire-Inférieure), enchérit encore :

Il faudra se battre désespérément, avec le sentiment que, tout est préférable à une victoire du stalinisme. Je dis bien tout, y compris les épouvantables conséquences d'une guerre sans merci.

La question reste posée de savoir comment nous nous battons. Eh bien ! quand on se bat, un seul critère (*sic*) mérite d'être et est généralement obtenu (*resic*) : l'efficacité.

Si nous nous battons contre les Russes, nous devons employer tous les moyens, conclure toutes les alliances qui seront nécessaires pour les vaincre. À la condition,

toutefois, que ces alliances n'aboutissent pas à l'instauration d'un régime identique au stalinisme et dont la couleur du drapeau ne différerait pas du fascisme, par exemple¹.

À mon avis, tout le reste n'est que verbiage. Et certains « militants révolutionnaires »² au lieu de prendre des mines effarouchées, lorsque Louzon s'attaque courageusement à certains tabous, feraient bien mieux de regarder la vérité en face et... d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Cette réalité est actuellement la suivante : entre le stalinisme et nous, aucun compromis n'est possible. Nous le tuons ou il nous tuera.

De plus, les données du problème sont telles qu'il ne sera même pas possible de s'esquiver. On sera pour ou contre. Tant pis pour ceux qui chient dans leurs culottes³. (*Révolution prolétarienne*, septembre 1950)

[208]

C'est du délire.

Je renonce à citer ce qu'on trouve quotidiennement dans *L'Humanité*, sous la plume de Pierre Courtade et sous celle de Salomon Grumbach, son pendant du *Populaire* : l'un et l'autre sont classés — le second depuis fort longtemps.

Paradoxes en chaîne

Ainsi donc, tandis que les bourgeois réfléchissent et que leurs journalistes, reprenant à leur compte la doctrine des socialistes d'avant 1914 et des années 20, se demandent consciencieusement s'il n'y a vraiment pas d'autre moyen que la guerre pour sortir de l'impasse, des militants ouvriers dont il est manifeste qu'ils n'ont absolument pas la moindre idée du problème social et qu'ils ne possèdent pas les plus élémentaires notions d'économie politique, brandissant des titres de secrétaires de ceci ou de cela — faute de grives, leurs mandants ont probablement dû se rabattre sur les merles — et essaient de les justifier par de gauches effets de phrases à base d'injures grossières destinées à leurs camarades de combat.

C'est dans les journaux qui se réclament de la classe ouvrière que la guerre et la paix sont maintenant des problèmes de Patrie, de Nation, de Droit et de Civilisation, et il faut lire ceux qu'on dit de droite pour avoir quelque chance de tomber, de temps à autre, sur des raisonnements qui en font, avec pertinence, une question de régime et de structure économique.

En 1939, il en était déjà un peu ainsi et c'est pourquoi nous avons eu la guerre : au moment où il pouvait considérer qu'il avait conquis la majeure partie de l'opinion à sa manière [209] de voir, le mouvement ouvrier socialiste fit volte-face et, en même temps, pencher la balance en faveur des solutions militaires qu'il avait toujours combattues. Même en 1914 — et ceci peut être tenu pour assuré — il n'était entré dans la guerre qu'à la dernière minute, devant le fait accompli, à contre-cœur et

¹ À l'ingénu qui préfère l'affreux à l'infâme, succède celui qui prétend faire la guerre sans réduire le niveau de vie de la classe ouvrière et sans accroître l'autorité de l'Etat, c'est-à-dire sans restreindre ou supprimer les libertés essentielles.

² Merci pour les guillemets ; on essaiera de se transformer en soldats révolutionnaires : rien que l'habit déjà, c'est plus distingué.

³ Car ce langage n'est bien entendu pas celui de quelqu'un qui « chie » dans sa culotte devant le bolchevisme.

sans rien abandonner de ses principes — à quelque Olibrius près. En 1952, il prend une part active à la préparation de la guerre, partie pour le compte de Moscou, partie pour celui de New York, et le dernier carré des fidèles, intact encore en 1939, sérieusement ébranlé dans ses convictions, s'amenuise de jour en jour. Périodiquement, on brandit encore les noms de Jaurès, de Rosa Luxembourg, de Karl Liebknecht et d'Auguste Bebel, mais, sournoisement, c'est Gustave Hervé deuxième manière qui fait école.

Autre paradoxe : en 1914, Poincaré triompha successivement et simultanément de Delcassé, Caillaux, Jaurès, sur le plan politique et, sur le plan syndical, d'un mouvement puissant. L'effort d'armement de la France se poursuivit jusqu'au drame, sans discontinuité. En 1939, après s'être livré, pendant une bonne quinzaine d'années, à une campagne pacifiste qui réussit à peu près à désarmer la France, le mouvement ouvrier socialiste, dans sa majorité, se déclara prêt à faire la guerre à l'Allemagne hitlérienne. Ainsi dressa-t-il contre lui à la fois les nationalistes de toutes nuances qui lui reprochèrent son manque de perspicacité, et les pacifistes internationalistes découragés par son manque de foi et son incohérence. Aujourd'hui encore, il paie son attitude et d'autant plus qu'il la souligne par une autre de même ordre dans sa politique à l'égard de l'Allemagne.

Ici, il faut faire un distinguo. Quand les communistes disent qu'il ne faut pas réarmer l'Allemagne, ils ne précisent pas que ce n'est pas dans un but pacifiste, mais seulement [210] pour affaiblir le capitalisme occidental et, par cette omission, ils mettent la logique de leur côté aux yeux de l'opinion. Quand ils s'insurgent contre la politique de préparation à la guerre du gouvernement, ils sont encore logiques avec eux-mêmes, puisqu'ils ne veulent pas se battre contre la Russie. Étant contre une seule guerre, ils ont l'habileté de faire croire qu'ils sont contre toutes.

Mais, quand Salomon Grumbach ou Jules Moch se déclarent prêts à résister au bolchevisme, les armes à la main et, en même temps, hostiles au réarmement de l'Allemagne, c'est une sottise politique dont il n'est pas besoin de faire la démonstration, et c'est une sottise économique en ce sens qu'étant donnée la structure du régime, elle allège l'économie allemande dont on redoute la concurrence. Or, l'opinion publique, facile à prendre au piège sur le fond des problèmes qu'on lui propose, aime pourtant la logique ou son apparence. Assez indulgente pour l'erreur après coup, elle ne l'est pas du tout pour y incohérence flagrante et pour les sots.

Il y a un troisième paradoxe. Toute la politique française est, depuis 1870, dirigée contre le militarisme allemand. Voici qu'en 1950, le militarisme allemand est anéanti et que le pays, occupé à relever ses ruines, s'en trouve très bien. Le but est atteint, le danger éliminé. C'est le moment qu'on choisit pour expliquer aux Allemands que, contrairement à ce qu'on leur a dit jusqu'ici, ils doivent reconstruire une armée puissante pour participer aux « réjouissances » collectives prochaines. Les socialistes français ont cru faire preuve d'originalité en nuancant leur pensée de cette restriction : pas tout de suite et pas « tant, ce par quoi ils ont seulement prouvé qu'ils n'avaient pas retrouvé le sens du ridicule ». Quant aux socialistes allemands, qu'une

réalité hurlante semble, quoique un [211] peu tardivement, inciter au retour à l'antique en matière de guerre et de paix, ils cherchent en vain un terrain d'entente avec leurs camarades de parti de France et d'Angleterre qui mènent le jeu.

On aurait tort de croire que ces paradoxes sont de peu d'importance : ils aiment le désarroi dans l'opinion et plus particulièrement dans la classe ouvrière, qu'ils poussent à désespérer de tout.

Penser que le mal n'est que passager serait également une erreur. Depuis 1939, un démon malin a encore renversé l'ordre ou le rapport des propositions sur un autre plan : les Munichois les plus farouches ou les plus notoires devant le nazisme sont les plus excités contre le bolchevisme.

Anticommunisme aveugle ou souci de se faire pardonner ?

Les deux, sans doute.

Le triomphe de l'argutie

Je suis bien persuadé que les arguments des partisans de la solution militaire, que ce soit en désespoir de cause ou à titre préventif — il n'y a qu'un pas de l'un à l'autre — n'ont pas une très grande valeur. S'ils sont nocifs, c'est surtout par leur origine ou les voies qu'ils empruntent et c'est pourquoi il faudrait leur répondre par le détail.

Ceci m'amène à dire que si on voulait s'en prendre au secrétaire de l'U.D. des syndicats F.O. de la Loire-Inférieure, ou à son collègue des métaux de Pauillac, il faudrait adopter le même ton et on sombrerait bien vite dans une de ces polé[212]miques mesquines qui font le succès des feuilles de sous-préfecture. Au surplus, on atteindrait surtout la revue qui a si généreusement hospitalisé leurs élucubrations et qui est, malgré tout, une revue sérieuse. Qu'il me suffise donc de dire à l'un et à l'autre que leurs déclarations justifient jusqu'à la lettre tout ce qu'on a rassemblé en vérités vraies ou inventées, dans l'expression « atrocités allemandes ».

Louzon, c'est autre chose. En juillet 1950, j'avais commencé une lettre à son intention. Après lui avoir fait part de mon étonnement de le voir aussi allègrement brûler ce qu'il avait adoré et prendre le contre-pied de son passé, je me suis surpris à lui confier que, dans sa soixante-cinquième année et au moment de mourir, mon père, dont la vie entière fut un exemple d'athéisme, avait fait venir un prêtre ; que je connaissais pas mal de libres-penseurs des banquets traditionnels du Vendredi-Saint qui en avaient fait autant ; et que cela était, probablement dû au fait qu'un certain âge de la vie était incompatible avec un certain standing intellectuel :

...Qu'on est digne d'envie,

Lorsqu'en perdant la force, on perd aussi la vie.

Et qu'un long âge apprête, aux hommes généreux,

Au bout de leur carrière, un destin malheureux...

Arrivé là, j'ai tout de même réalisé que Louzon ne méritait pas cette insolence et rengainé mon stylo. Si je le reprenais aujourd'hui, sans doute atténuerai-je ma pensée, mais il me faudrait ajouter que si une idée vaut par ceux qui la défendent,

celle qu'il a pris fantaisie à un des plus rationnels économistes de ce temps, de cautionner soudain, est condamnée sans appel par la misère des propos qui lui font écho.

[213]

Ce que je ferais en bénissant le hasard qui a voulu que Louzon ne soit que le père spirituel de la Révolution Prolétarienne et pas le président des États-Unis, par exemple.

Parce que, dans ce cas, il se pourrait aussi que M. Acheson fût remplacé par un secrétaire de M.D. des syndicats F.O. de la Loire-Inférieure et Mac-Arthur par un secrétaire des métaux de Pauillac.

Alors, il ne serait plus question de discuter avec M. Malik. Enfoncés « jusqu'à l'os », les Coréens du Nord. *Delenda Mao Tsé Toungo*, sac au dos pour Moscou et... nous serions tout de suite bons pour la riflette !

Il y a lieu de préciser que ce hasard n'est d'ailleurs que partiellement heureux : le conflit de Corée a été localisé, mais les deux adversaires se sont retranchés sur leurs positions respectives où, toutes griffes dehors, ils attendent la prochaine occasion, en continuant, non seulement à se méfier l'un de l'autre, mais encore à se menacer et à essayer des prises l'un sur l'autre. Ce qui est magnifique, c'est qu'ils peuvent se livrer à ce jeu, en invoquant Louzon et ses fidèles, tous deux avec autant de pertinence. Les Russes peuvent brandir son article et ses échos comme preuve indiscutable qu'ils sont menacés d'agression par les démocraties bourgeoises, encouragées en cela par un mouvement ouvrier pervers. Et les autres, comme justification de leur politique intensive, d'armement.

On demande un arbitre.

[214]

Le fond du problème

Un autre fidèle de Louzon écrit :

J'approuve pleinement l'article de Louzon, ainsi que les commentaires dont il a entouré l'insertion des réponses qu'il a reçues. Je n'ai donc pas besoin d'envelopper cette approbation d'un long discours. Je me bornerai à constater combien peu de personnes savent voir et reconnaître la réalité et la vérité en « réaliste ». Se gargariser de mots, s'exciter sur des textes et des motions, s'extasier ou s'indigner sur de savantes théories philosophiques, leur apparaît le fin du fin et fait très intellectuel. C'est du snobisme ou du rêve, aussi dangereux l'un que l'autre au réveil. Mais combien y a-t-il de révolutionnaires et de pacifistes de ce genre ? (J.-M. Desperrier, *Révolution prolétarienne*, septembre 1950).

Nous sommes probablement encore quelques-uns à n'être que des snobs, des révolutionnaires et des pacifistes d'un genre assez méprisable, comme ce clairon de 4e classe ne nous l'envoie pas dire. Je ne lui en demanderai pas moins si la conclusion à laquelle Louzon arrivait en mai (*Études matérialistes*), à savoir, la justification de la participation de la France à la guerre de... — guerre juste, s'il vous plaît ! — est autre chose que le résultat d'une spéculation intellectuelle, mal conduite

par surcroît. Et si lui-même n'a pas un peu l'impression qu'il se prononce uniquement sur le vu de textes triés sur le volet.

Car, enfin, la réalité à laquelle on nous invite à nous cantonner et dont nous n'avons pas l'impression de nous écarter, la voici : Louzon condamne les Russes qui ont envahi la Corée du Sud, soi-disant pour y apporter la liberté à la pointe de leurs baïonnettes, mais il se range derrière les Américains qui leur ont fourni le prétexte en imposant à ladite un gouvernement dont elle venait de dire qu'elle ne voulait pas et dont tout le monde s'accorde à écrire qu'il était quelque chose de plus abominable encore que la dictature de Franco.

J'avoue humblement que cette logique m'échappe et que je serais bien étonné si elle n'échappait point aussi à un certain Louzon (Robert), qui partit jadis en Espagne, barbe blanche au vent, pour s'y battre, les armes à la main, dans le but d'y rétablir l'autorité du suffrage universel bafoué par Franco.

Nous autres, « snobs révolutionnaires et pacifistes de ce genre », avec le peu de jugeote qui nous caractérise, nous nous bornons à condamner les Russes :

1° Parce que rien ne les désigne spécialement pour balayer devant la porte des autres ;

2° Parce que le balai employé, qui est comme imbibé de pétrole et traîne des flammes, a déjà été voué à la réprobation de l'Éternité par Robespierre, en des termes que nous jugeons définitifs.

Et nous condamnons les Américains, parce qu'ils cherchent ce qui arrive.

En d'autres termes, nous sommes persuadés :

1° Qu'à un moment donné, le feu sera irrémédiablement mis aux poudres quelque part, si on ne procède pas à une répartition équitable des richesses libérées du globe entre les groupes humains et à de profondes réformes de structure à l'intérieur même de ces groupes ;

[216]

2° Que la politique d'armement intensif, uniquement pratiquée pour échapper à ces mesures de justice sociale, consolide les positions communistes dans tous les États et crispe la Russie sur ses positions politiques comme jadis elle crispa l'Allemagne.

En conséquence de quoi, aucune politique ne peut avoir notre approbation, si elle ne se propose pas d'abord d'enlever aux Russes leurs prétextes et aux Américains les moyens de leur arrogance.

Au-delà de la polémique

L'opinion commune est cependant que la force est susceptible de retarder la guerre et qu'en la retardant à répétition, il est raisonnable d'espérer qu'on en pourrait arriver à l'écarter définitivement. Ceux qui se font les protagonistes de cette manière de voir et qui applaudissent à la conclusion du pacte Atlantique prétendent se référer à l'expérience. Si on se penche sur leurs arguments, on ne peut toutefois manquer de céder à certains doutes et à une certaine angoisse.

Le raisonnement est le suivant :

Il ne peut y avoir de guerre que si deux puissances ou deux groupes de puissances sont de force suffisamment équivalente pour que chacun des futurs belligérants puisse escompter la victoire. Donc, toute mesure qui renforce la supériorité du plus fort tend à écarter le danger, toute mesure qui la diminue l'aggrave. C'est pourquoi le Pacte Atlantique, renforçant la supériorité de l'Amérique, intervient comme un facteur de prolongement de la paix. (Cf. R. Louzon, *Révolution prolétarienne* de mai)

[217]

L'idée est clairement exprimée. Elle est facilement accessible. Dans sa simplicité — ou dans sa souplesse — elle rejoint la doctrine de la paix armée et des alliances qui trouva une éclatante conclusion dans la guerre de 1914-1918. Louzon, qui la reprend à son compte, l'illustre par la guerre de 1939 et, se référant à lui-même, rappelle ce qu'il écrivait en mars 1935 :

La constitution d'un État fédéral analogue à l'empire Britannique, comprenant comme pièces maîtresses la Grande-Bretagne, les pays Scandinaves et la France, voilà la première besogne urgente, la seule qui puisse éviter la guerre à brève échéance.

En 1938-39, ceux qui recherchaient l'alliance de la Russie ne faisaient pas un autre raisonnement et prétendent aujourd'hui encore que s'ils avaient réussi leur manœuvre, la guerre n'aurait pas eu lieu.

Je passe sur la valeur que peut avoir un raisonnement fondé sur l'hypothèse pour ne retenir que la formule « à brève échéance », par quoi il se prétend inattaquable. Parce qu'une échéance brève arrive très vite et, quand elle est là, alors il faut faire la guerre... Ai-je besoin de dire que le problème de la paix et de la guerre ne peut pas se poser de cette façon devant les pacifistes ? Que si on se contente de mesures qui l'évitent à brève échéance, c'est-à-dire qui ne font que la retarder, il arrive toujours un moment où l'on est pris dans son propre piège, où la guerre est là, et où il n'y a plus rien à faire pour l'éviter ?

Si je voulais à mon tour me lancer dans un raisonnement à base d'hypothèse, je pourrais supposer que l'alliance russe, recherchée en 1938-39, ait pleinement réussi, même qu'elle soit arrivée en manière de complément à l'État fédéral du genre de celui que préconisait Louzon, en 1935, et englobant même, par surcroît, les pays baltes. Avec les alliances balkaniques et danubiennes, l'Allemagne hitlérienne se trouvait donc parfaitement encerclée : qui oserait prétendre aujourd'hui que le problème allemand eût été résolu ? Que le sursaut de colère qui détacha le peuple allemand de la République de Weimar et le jeta dans les bras de Hitler se fût éteint ? Que Hitler lui-même, n'ayant plus le choix qu'entre mourir par asphyxie sans combat ou mourir dans une guerre, dans laquelle il entrait avec la certitude de sortir vaincu, n'eût pas préféré la guerre ? Que le régime hitlérien, à la mort immédiate, n'eût pas préféré une survie, même aussi courte possible, fût-ce dans la guerre qui réservait, aussi désespérée que soit la cause, une issue de compromis ?

La réalité, c'est que le processus qui conduit à la guerre participe de considérations qui dépassent de beaucoup celles qui pourraient résulter d'un débat autour d'une question de force ou de faiblesse. La Russie des Soviets occupe dans le

monde d'aujourd'hui la place que tenait l'Allemagne hitlérienne dans celui d'hier. Pour les mêmes raisons, la politique de recherche des alliances, même appuyée par la bombe atomique, n'obtiendra pas contre elle de meilleurs résultats que contre l'Allemagne : le jour où elle aura relevé ses ruines, où elle sera arrivée à un stade d'industrialisation qui nécessitera des ouvertures sur les grandes voies mondiales de communications, où son économie sera menacée de mort, soit par asphyxie sans combat, soit dans une guerre, la Russie n'hésitera pas plus que l'Allemagne dans le choix, forte ou faible, encerclée ou pas, avec ou sans la bombe atomique.

En vertu de cette disposition d'esprit qui nous vient du fond des âges et qui veut que, pas plus que l'homme, les collectivités ne consentent à mourir sans combat.

PERORATION

LA DERNIERE CHANCE

Plus encore que l'évolution elle-même de la situation internationale, les réactions de l'opinion sont affligeantes. En 1914, la voix de Jaurès a dominé les bruits de bottes et le cliquetis des armes pendant toute la période de montée des périls et jusqu'au coup de revolver du Croissant. En 1939, certaines voix de moindre amplitude, mais auxquelles le recul du temps confère déjà une indiscutable grandeur, quand bien même les portes des prisons sont toujours fermées sur certaines d'entre elles, se sont élevées entre les belligérants et ont tenté de s'interposer. En dépit qu'on en ait, le tract « *Paix immédiate* » que l'Histoire enregistrera en le portant au crédit de ces temps misérables, a constitué un progrès sur 1914. Quoiqu'il en soit, d'ailleurs, dans l'un et l'autre cas, l'opinion, également inquiète, s'est trouvée protégée contre les excès de la résignation absolue par quelques espoirs de salut, aussi fragiles qu'ils aient été. S'il n'a servi de rien, le bon sens, au moins, avait gardé ses droits dans quelques esprits et l'honneur en fut sauf. En 1953, rien. Les échos des appels de Garry Davis, affaiblis par la distance, s'estompent dans le souvenir ou se diluent dans le désarroi général. Le monde, certes, est infesté de partisans de la Paix. Dans les sphères intellectuelles, politiques et diplomatiques, ils font beaucoup de bruit. Mais [222] les uns ne conçoivent la Paix que par le triomphe des Américains et les autres que par le triomphe des Russes.

À l'étage en dessous, entre les deux clans qui veulent faire le bonheur des peuples, chacun à sa manière, il y a ceux dont on ne sollicite pas l'avis et qui ne le donnent pas parce qu'ils ont conscience de leur impuissance. Qui pensent qu'il n'y a pas de triomphe sans guerre. Qui se savent destinés à être enrégimentés dans l'un ou l'autre camp, les plus avertis, avec la prescience que l'opération se fera plutôt au hasard des circonstances qu'au gré des convictions. Qui ont beaucoup plus de confiance dans leur instinct que dans les discours des hommes d'État ou des Commandeurs des croyants de l'un et l'autre clan. Et qui, pensant limiter les dégâts en se protégeant au moins contre la faim, font à la fois des stocks dans la mesure de leurs moyens financiers et la preuve qu'ils ont perdu le sens de l'illusoire.

Il y a aussi les pacifistes intégraux. Coincés entre le sac et le ressac de la vague meurtrière, ils sont submergés. On les entend à peine et on ne les comprend pas du tout. Voyez Garry Davis déjà nommé. Voyez Lecoin dans l'ombre duquel nous sommes quelques-uns à essayer d'endiguer le flot et qui, en, septembre 1949,

consacra un numéro entier de sa revue¹ à la commémoration de la déclaration de guerre et aux exigences de la cause de la Paix. En d'autres temps, cette manifestation journalistique aurait atteint aux proportions d'un événement politique : elle ne dépassa pas celles d'un acte méritoire. Voyez Bauchet², voyez son équipe obstinée...

Ainsi donc, au lieu de chercher le remède au mal, une [223] humanité en folie à tous les échelons de la hiérarchie sociale, l'accepte, lui prépare le terrain et s'installe avant la lettre dans ses conséquences.

Comment a-t-on pu en arriver là ?

La réponse à cette question, si elle doit prendre texte de l'affaire de Corée, la dépasse incontestablement. Loin de prétendre l'apporter dans ses termes définitifs, mon propos vise plus modestement à en rassembler les premiers éléments, lesquels se trouvent, à mon sens, dans un certain nombre de carences. Il y a trop de choses qu'on n'avait déjà pas dites avec assez de force avant cette guerre, qu'on n'a plus dites depuis, soit qu'on les ait oubliées ou négligées, soit que, cédant à je ne sais quel chantage, on n'ait pas osé en remettre la substance en débat. Il y a trop de vérités révélées pour intellectuels à gros ventre, auxquelles, désarçonnés par la tornade, nous avons laissé prendre pied dans l'opinion : la patrie avant tout, la mort qui vaut mieux, que la servitude, la possibilité d'une co-existence pacifique des régimes totalitaires de l'Est et des démocraties bourgeoises de l'Ouest, etc. Et, dans les faits eux-mêmes, notre profession de foi traditionnelle a trouvé trop de justifications éclatantes que nous avons eu trop de pudeur à ne pas exploiter bruyamment : l'enchaînement tragique des guerres dont chacune appelle la suivante, la nouvelle répartition des zones d'influence et celle des richesses mondiales qui lui sert de base, l'abaissement du niveau intellectuel des élites, etc.

Satan a conduit le bal sans concurrent.

Résultat : si la période actuelle peut être caractérisée par un triomphe, c'est bien par celui du découragement et de la méfiance dans la plus extraordinaire confusion des esprits.

[224]

Il n'y a plus d'échelle des valeurs : ce qu'il reste de quelques-unes est au pied.

Personne ne croit plus à rien, chacun se replie sur soi-même, il n'y a plus de forces vives disponibles pour aucune idée généreuse.

Nous n'avons pas joué sur beaucoup de tableaux, mais nous avons perdu sur tous : il serait vain de se le dissimuler.

Rien de pire ne peut arriver dans le domaine moral et, à tant faire, foin des scrupules, des petites lâchetés et de tous les complexes : il faut courageusement partir à la redécouverte des vérités simples dans le fatras des dogmes éboulés.

¹ *Défense de l'Homme*, à Vence (Alpes-Maritimes).

² *La Voie de la Paix*, à Auberville-sur-Mer (Calvados).

Et d'abord, la guerre est-elle fatale ?

Pour les Chinois, la question est résolue : il semble bien que la guerre soit devenue, chez eux, un état naturel auquel la victoire de Mao Tsé Tong n'a pas plus mis fin aujourd'hui que, jadis, celles de Tchang Kaï Chek ou de Sun Yat Sen.

Pour les Coréens, elle l'est aussi : ils sont en guerre et ceux qui leur ont fait des discours pour leur démontrer que l'événement ne pourrait pu se produire ont bonne mine.

Pour les Indochinois de même.

Pour les Indes Néerlandaises...

Pour les Européens qui ne pensent généralement pas qu'il y a la guerre quand ils la font dans leurs colonies, poser la question est devenu un jeu de l'esprit. La guerre de 1870 [225] a entraîné celle de 1914, laquelle a entraîné celle de 1939, laquelle, à son tour... Malgré cela, les philosophes de toutes les écoles sont restés sur leurs positions.

Il y a d'abord les théoriciens. Cette variété pullule. On aurait pu croire que Jaurès avait aussi définitivement que péremptoirement dissipé tous les doutes et coupé court à toute discussion avec sa célèbre envolée : « Le régime capitaliste porte en lui la guerre comme la nuée dormante porte l'orage ».

Erreur : il s'est trouvé quelqu'un pour établir que la nuée ne porte pas toujours l'orage et que Jaurès n'avait pas voulu dire que la guerre était fatale en régime capitaliste. Celui-là ne savait pas que la nuée crève toujours quelque part. Il avait des lettres de noblesse¹ et on l'a cru. Sans penser qu'il ressemblait un peu aux vigneron du Mâconnais, lesquels ne sont pas loin d'être persuadés qu'il n'y a pas eu d'orage quand leurs canons et leurs fusées ont réussi à détourner la grêle sur leurs voisins du Beaujolais.

Il y a aussi quelques esprits pratiques. Ceux-là en réfèrent à l'expérience et démontrent que, dans l'histoire du capitalisme, les guerres évitées sont aussi nombreuses que les autres, sinon plus. Le raisonnement le plus séduisant que j'aie entendu dans cet ordre d'idées fait état de l'affaire Méhémet Ali, en 1840, de l'affaire Schnoebélé, en 1887, et de l'occupation de la Rhénanie par Hitler, le 7 mars 1935. Dans chacun de ces trois cas, la guerre que les chancelleries jugeaient inévitable entre la France et l'Allemagne, n'a effectivement pas eu lieu. Mais, dans le premier, on ne réussit à en retarder l'échéance que jusqu'en 1870, dans le second jusqu'en 1914 et, dans le troisième, jusqu'en 1939. Pour rester dans les limites de la propriété des termes, il s'agit donc de guerres retardées [236] et non de guerres évitées. Encore y a-t-il lieu de préciser que, dans les deux premiers cas, les entreprises colonialistes du XIXe siècle jouèrent le rôle de paragrêle et que la guerre se produisit sous la forme exutoire de la conquête de l'Afrique.

¹ Il s'appelait Léon Blum et Bracke lui emboîta le pas.

Dans le troisième, il n'y avait pas de paragrêles et l'échéance ne put être retardée que de trois années, au terme desquelles il fallut choisir entre la guerre de l'Est et la guerre de l'Ouest.

On crut bien faire en choisissant la seconde, en vertu de quoi on s'aperçoit aujourd'hui qu'en fait, on a choisi les deux...

Il résulte de tout ceci qu'en théorie comme en pratique, il en est de la guerre comme de l'orage : en régime capitaliste, on n'évite la première dans un endroit qu'en la faisant dans un autre, de la même façon qu'on n'évite le second qu'en le détournant sur le voisin.

Autrement dit, elle est fatale et il ne semble pas que Jaurès ait voulu dire autre chose, malgré les échappatoires qu'on lui prête gratuitement le dessein d'avoir voulu réserver.

Comment en serait-il autrement, d'ailleurs ?

On fait généralement de la guerre et de la paix un problème de mépris, ou de respect des traités, conclus sur le terrain diplomatique. Or, tous les traités sont issus de guerres, et signés sous le couteau. Toutes les clauses en sont artificielles et, à la longue, se révèlent les unes après les autres inacceptables pour l'une des parties en cause si ce n'est pour les deux. Il en sera ainsi tant que ceux qui ont mission de les rédiger s'obstineront à ne pas fonder le droit politique sur le droit économique, c'est-à-dire humain.

En 1919, le traité de Versailles n'était autre chose qu'une tentative d'étouffement économique de l'Allemagne. On ne peut plus le nier — les vainqueurs s'étaient adjugé la disposi[227]tion des quatre cinquièmes et demi des richesses du globe et ne les voulaient échanger que sous certaines et impensables conditions. On sait ce qu'il en est réalité.

Aujourd'hui, les accords de Yalta et de Potsdam mettent de nouveau à la disposition des démocraties bourgeoises, c'est-à-dire d'un peu moins de la moitié de la population du globe, les quatre cinquièmes à peu près des richesses disponibles, tandis que le cinquième restant est affecté aux États totalitaires, c'est-à-dire à l'autre moitié. On ne saurait soutenir que cette répartition « est équitable ». Et il faut être totalement dénué de sens pour parler de co-existence pacifique des deux blocs dans de telles conditions : la moitié frustrée ne cesse de monter à l'assaut de la moitié grassement nantie et si cette dernière s'obstine à garder ses avantages, immanquablement, nous aurons la guerre.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets : dans une situation économique identique, la Russie de Staline a les mêmes réactions que l'Allemagne de Hitler.

La politique des démocraties bourgeoises consiste à essayer de l'intimider : la force non plus n'a jamais évité une guerre. On pourra réussir à encercler la Russie et à s'assurer sur elle une supériorité certaine en matière d'armements. Même cela n'y fera rien¹.

¹ Cf. page 217 : Au-delà de la polémique.

David n'a pas hésité à se battre contre Goliath et, dans les arènes antiques, les bestiaires, dont les trois quarts ne survivaient pas aux combats auxquels ils étaient condamnés, tentaient néanmoins leur chance contre les fauves.

[228]

Les antimunichois, leur victoire et sa rançon

Les Munichois ont été vaincus devant l'opinion française en 1939. On n'a pas fini d'épiloguer sur les raisons de cette défaite. L'Histoire enregistrera que c'est le parti socialiste qui a fait pencher la France en faveur des antimunichois. Sans doute, elle s'en étonnera : dans un parti dont un des articles essentiels de la doctrine est précisément le pacifisme, il n'est pas commun de voir se dégager une majorité pour reprendre des thèmes dont le développement semblait jusqu'alors réservé aux écervelés du patriotisme et aux professionnels du chauvinisme. Il l'est d'autant moins qu'en l'occurrence, les leaders du parti qui avaient prôné jusqu'au désarmement unilatéral de la France¹ ont décidé qu'il fallait déclarer la guerre à Hitler pour le contraindre au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en Europe centrale et septentrionale. Cette attitude, dans laquelle la solution de continuité est éclatante, ne peut manquer d'être sévèrement jugée ou, pour le moins, d'être taxée d'incohérence. Mais, en dépit qu'avec le recul du temps, on se demande déjà ce qui se serait passé si la tendance de Paul Faure avait triomphé et en particulier si la diplomatie internationale ne se serait pas trouvée infléchie dans un autre sens, il n'est pas dans mes intentions d'entrer dans ces détails précis.

Dans les Munichois, il y avait au moins deux clans : les pacifistes intégraux qui ne voyaient que la guerre en soi, et les politiciens qui raisonnaient en fonction de l'opportunité. Les premiers pensaient qu'« aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même » et que, pour éviter celle dont il était question, il fallait de toute urgence et quoi qu'il en pût coûter, procéder à une nouvelle répartition des richesses du globe entre les États et à de [229] profondes réformes de structure à l'intérieur de chacun d'eux. Les politiciens n'étaient pas obnubilés par les questions de principes, il faut le reconnaître. Ils pensaient tout simplement qu'il fallait détourner le fléau parce que le pays n'était pas prêt, parce que la position idéologique qu'on leur proposait n'était pas pratique, parce qu'enfin, la guerre contre l'Allemagne ne pouvait profiter qu'au bolchevisme dont ils se méfiaient, malgré le pacte franco-soviétique.

Qui oserait soutenir aujourd'hui que les deux clans de Munichois n'ont pas eu raison, chacun à sa manière ?

D'une part, la guerre de 1939 n'a rien résolu, ni sur le plan politique, ni sur le plan économique. On peut même dire que les problèmes qui étaient posés ne sont que déplacés avec cette différence qu'ils créent, sept ans après, une situation beaucoup plus grave qu'elle n'était huit jours avant. De l'autre, sur le plan pratique, il faut bien

¹ Léon Blum.

convenir qu'on s'est battu pour arracher à l'Allemagne hitlérienne un tas de petites nations artificielles qu'on a, par la suite abandonnées à la Russie des Soviets, ce qui, du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne se justifie que par cette fâcheuse propension qu'a la France de se battre périodiquement « pour le Roi de Prusse ». Enfin, parce qu'on s'est battu contre l'Allemagne, on nous dit qu'on se trouve aujourd'hui dans l'obligation de se battre contre une Russie dont on a, au préalable, éprouvé le besoin de faire un ennemi redoutable, à la fois par son dynamisme politique et par sa puissance militaire.

Les pacifistes intégraux pensaient qu'on pouvait éviter la guerre à la fois à l'Est et à l'Ouest. Je conçois que, dans une France où l'enseignement traditionnel ne prédispose pas l'homme à s'affranchir de l'ambiance, leur profession de foi [230] puisse paraître discutable aux yeux du plus grand nombre. Mais il y a une chose au moins qui ne l'est pas et qu'il faut prendre en considération malgré son peu de parenté avec quelque idéal de justice ou de fraternité que ce soit : le point de vue du Munichois moyen. On peut, en effet, soutenir avec quelque apparence de raison que si on avait laissé l'Allemagne hitlérienne se tourner vers la Russie, comme tout l'y poussait, les deux régimes se seraient mutuellement anéantis dans une guerre qui n'aurait pas coûté plus cher que l'autre à l'humanité, mais qui apparaîtrait aujourd'hui comme un moindre mal, en ce sens qu'elle nous dispenserait de celle qui vient ou que, du moins, elle nous laisserait plus de temps pour la circonvenir sous une forme ou sous une autre.

De toutes façons, la croix des anti-Munichois est déjà de ne pas s'être rendu compte qu'ils prenaient le contre-pied de l'Histoire, qu'en attirant la foudre sur l'Europe occidentale d'abord, ils ouvraient une ère de cataclysmes en chaîne sur le monde entier et que, pour avoir refusé d'envisager la révision du Traité de Versailles dans un Munich raisonnable, ils ont dû consentir au bolchevisme tous ces Munich déraisonnables par quoi se caractérise essentiellement cette après-guerre. En bref, d'avoir choisi entre la peste et le choléra, de s'être eux-mêmes condamnés à d'intenables positions de politique extérieure et intérieure à l'égard du communisme depuis 1945 et de ne pouvoir se déjuger sans accepter de rentrer dans le néant, sous les huées.

Tout cela — et j'ai longuement réfléchi avant de porter cette accusation infamante — pour échapper aux élections législatives de 1940 et au verdict d'un peuple qui les eût immanquablement désavoués, ainsi que l'accueil fait à Daladier revenant de Munich par la population parisienne en délire, permet de le supposer.

Malheureusement, le vin est maintenant tiré.

[231]

Devant la guerre...

Bien que tentant de les baliser, je ne sais pas les voies exactes qu'empruntera la camarade pour venir jusqu'à nous. Pas davantage, je ne sais le temps qu'elle mettra.

Il y a un élément qui peut incliner à un certain optimisme — décidément, les mots n'ont plus de sens ! — quant à la date : le front sur lequel on se battra fera sensiblement le tour de l'Europe et de l'Asie, c'est-à-dire qu'il sera de l'ordre de 20 000 à 25 000 kilomètres. D'ici que le dispositif soit en place de part et d'autre, il peut encore s'écouler du temps. Encore y a-t-il lieu de préciser qu'une fois que les hommes ont créé les conditions de la guerre, le déclenchement des hostilités ne dépend plus, ni de leur volonté, ni de l'état de préparation dans lequel ils se croient : il suffit que l'un des deux adversaires en présence juge le moment opportun, ou qu'il y soit poussé par des raisons de politique intérieure. Généralement c'est le plus faible et le moins sûr de son bon droit : on l'a vu en 1939, quand la France et l'Angleterre ont déclaré la guerre à l'Allemagne... À elles seules, ces considérations réservent déjà pas mal de possibilités d'emprunt des voies de raccourci.

Il en est d'autres.

Je crois avoir établi que, pas plus que contre l'Allemagne en 1939, on ne peut en 1953, contre la Russie, envisager de sauver la Paix si l'on ne crée, au préalable, les conditions de l'équité dans la répartition des richesses à l'échelle internationale et aux divers échelons nationaux. Manifestement, les nations du groupe Atlantique ne se sont pu engagées dans cette voie. L'intervention américaine en Corée et les événements diplomatiques qui ont suivi prouvent qu'elles ont choisi de résister au communisme et de défendre, par les armes, à la fois les prérogatives des États nantis sur le plan mondial et celles des classes privilégiées dans chaque État. Donc, nous aurons la guerre, car il y a peu de chances de voir s'opérer un retournement politique, aucune pression dans ce sens n'étant susceptible d'intervenir avec quelque chance de succès, en provenance d'un mouvement pacifiste disloqué et affaibli. Ce retournement peut se produire, de lui-même, l'ère des miracles peut s'ouvrir à nouveau ? Je veux bien, mais...

Ainsi arrivons-nous aux aspects propres du conflit.

La communauté atlantique est peut-être en avance sur la Russie dans le domaine de la bombe atomique, dont il est douteux qu'on l'utilise d'entrée de jeu. Mais dans celui des armements proprement dits, les événements de Corée le prouvent encore, elle est singulièrement en retard. En vertu de quoi les discussions qui ont présentement lieu dans l'enceinte toute neuve du Palais de Strasbourg ne tournent plus autour de la constitution des États-Unis d'Europe, dans un but noble, mais sont centrées sur les moyens de rattraper ce retard. Alors, moi, je vous le dis, aussi abominables que puissent me paraître les conséquences d'une réussite possible des entreprises du bolchevisme, je n'ai plus envie de lui résister. Parce que l'effort qui m'est demandé, outre qu'il est aléatoire quant au résultat, est trop grand et trop coûteux. L'accepter, c'est accepter l'arrêt de la reconstruction, un minimum vital dérisoire, la compromission des libertés essentielles de l'individu — il n'y a pas de préparation à la guerre sans restriction des libertés — et, en fin de circuit, le conflit, la destruction et la mort. Si on veut lutter contre le communisme, il y a d'autres moyens : qu'on double les salaires, en France et, du jour au lendemain, il n'y aura

plus ni communistes, ni syndiqués [233] C.G.T. ; qu'on fasse à la Russie sa part des richesses du globe et le régime stalinien s'écroulera.

Condamné à mort par la résistance communiste sous l'occupation et n'ayant échappé à ses mitraillettes que parce que les Allemands m'ont déporté à temps, destiné à la corde ou à la balle dans la nuque en cas d'invasion russe, je n'en pense pas moins que la guerre est un mal pire que le bolchevisme.

Quand j'apprends qu'on a jeté un canon à la mer, je ne suis pas choqué par le geste lui-même, lequel me paraît relever d'une réaction éminemment saine dans l'absolu. Je regrette seulement qu'il soit accompli par des gens qui acceptent l'éventualité de la guerre en sens inverse, qui sont prêts à y participer directement ou indirectement, et qui n'ont d'autre but que d'affaiblir les ennemis de leurs amis. Ce phénomène ne peut d'ailleurs se produire qu'en raison de la démission des pacifistes dans le domaine de l'action.

Et ceci entraîne à la reconsidération des propositions traditionnelles du Pacifisme militant.

Un autre paradoxe

Le mouvement pacifiste, qui s'insère si remarquablement dans les tendances générales de l'homme vers le destin social que le XIXe siècle semble lui avoir assigné, a toujours été très vulnérable, par conséquent, très faible.

Les raisons en sont multiples. À coup, sûr, la principale est que, ni en France, ni en aucun autre pays, personne n'a jamais réussi, ni à coordonner ses divers tronçons épars dans [234] un même effort, ni à l'asseoir sur une doctrine solide et cohérente qui enfonçât ses racines non plus indolemment et au hasard des circonstances dans la matière spongieuse du sentimentalisme, mais vigoureusement et profondément dans les réalités économiques.

Nombreux, cependant, sont ceux qui l'ont tenté, et notamment dans les années qui ont immédiatement précédé la dernière guerre : non seulement ils ont échoué, mais encore, ils furent voués aux gémonies, à la fois par leurs ennemis et par leurs amis. Tout récemment, le Mouvement des Citoyens du Monde, lancé à la poursuite de l'Assemblée Constituante mondiale, s'est essoufflé, puis effrité, pour s'être obstiné à confondre la fin avec les moyens.

Par cette fâcheuse propension à se réfugier dans les généralités inaccessibles ou anodines, et souvent les deux, le Mouvement pacifiste s'est lui-même condamné à rester un état d'âme vivotant en marge de l'actualité et n'étendant que de superficielles et fragiles ramifications dans une opinion qui l'accueille « comme faisaient les Troyens quand la pauvre Cassandre ouvrait la bouche seulement... ».

Résultat : deux guerres viennent de le prendre au dépourvu, dont la seconde ne lui a permis de sauver l'honneur qu'en renouvelant le geste antique des Sabines, c'est-à-dire en se jetant, à découvert et en rase campagne, entre les belligérants déjà aux prises, ce par quoi il ne fit que s'exposer gratuitement aux coups de l'un et de

l'autre, successivement ou simultanément. Henri Jeanson, Louis Lecoin et un certain nombre d'autres, savent de quel prix ils ont payé cette manière de procéder.

Sous cet angle, c'est Sébastien Faure qui avait raison lorsqu'il écrivait :

Je ne comprends pas que des militants pacifistes discutent interminablement sur ce qu'il faudra faire en cas de guerre. Il faut qu'on dise qu'étudier et discuter l'action de masse en temps de guerre c'est gaspiller sa salive et son encre en bavardages stériles. La propagande à faire, l'action à mener, la bataille à livrer, bref, tout l'effort à accomplir, doivent précéder l'ouverture des hostilités, et non la suivre. C'est avant qu'il faut agir, parce que, après, il n'y aura rien à faire, rien, RIEN.

Le premier pas

Le hasard des circonstances m'a mis en contact par correspondance avec la plupart de ces nombreux petits îlots disséminés à travers la France et qui, au prix des plus extraordinaires difficultés dans tous les ordres d'idées, font profession de pacifisme avec un courage et une persévérance que j'admire. Les uns publient une revue ronéotypée, qui paraît quand elle peut, d'autres sortent un tract coûteux de temps à autre, etc. Le thème de leurs écrits est le célèbre aphorisme de Bertrand Russel : « Aucun des maux qu'on prétend éviter par la guerre n'est aussi grand que la guerre elle-même ». Ils le dissèquent, le tournent, le retournent, le présentent sous toutes ses faces, en démontrent et en redémontrent à perte de vue le bien-fondé.

Plus loin, ils ne vont généralement pas. Aussi ne sont-ils qu'à peine secoués et pas suivis : tout le monde sait aujourd'hui, pour en avoir subi la démonstration à deux reprises, que la guerre est le pire des maux. Ce que l'opinion attend, ce n'est pas qu'on établisse, sur le plan spéculatif, une vérité à laquelle les faits ont si douloureusement donné le caractère d'une lapalissade, mais bien qu'on lui dise *comment* on peut efficacement empêcher de se produire, le phénomène contre lequel on s'insurge. Le pourquoi des choses, c'était bon en 1900, quand les foules n'avaient d'autre idée de la guerre que celle qu'elles avaient acquises sur les bancs de l'école, à travers les récits que des manuels scolaires outrageusement patriotards, revanchards et bellicistes faisaient des campagnes de Napoléon 1er et du petit incident de 1870. Depuis, l'Histoire a fait des pas de géant et il faut se mettre à son diapason en tenant compte que si, au début du siècle, seuls quelques vieux avaient vécu une guerre, il n'en est pas de même aujourd'hui, où on peut considérer que sur notre vieux continent, il n'est pas un être vivant qui ne garde le cuisant souvenir de deux ou au minimum d'une.

Sur le plan des suggestions à dessein d'éviter un nouveau drame, les petits brûlots auxquels je fais allusion sont muets. Si, par hasard l'un d'entre eux se risque dans le domaine constructif, il n'est pas rare qu'il prête à sourire : le même jour, j'ai reçu la liste complète des aliments dont il faut se garder comme de la peste si on ne veut pas voir la plus sanglante des guerres éclater entre la Russie et les États-Unis et une poignée de tracts démontrant que seule la prière pouvait être de quelque secours. Évidemment, il ne s'agit que de cas extrêmes, mais quand d'autres m'ont, à leur tour,

adressé de longues proclamations qui faisaient, les unes de l'initiation sexuelle, les autres de l'objection de conscience, d'autres encore de la méthode Coué, des panacées universelles, je n'ai pas davantage été mis en confiance et j'imagine facilement que bon nombre de ceux qui les ont reçues ont eu les mêmes réactions que moi.

La vérité qu'il faut d'abord mettre en évidence, c'est que, dans un siècle où personne ne peut prétendre à l'universalité, toute action isolée dans laquelle chacun s'obstine [257] à ignorer son voisin a sa marotte ou son cheval de bataille, ne peut être que parcellaire et d'une portée limitée quand elle ne va pas à rencontre du but qu'elle poursuit.

Ce premier pas étant fait, il faut rechercher les idées-forces susceptibles d'agréger dans un effort collectif efficace tous les francs-tireurs du pacifisme.

Le pouvoir, voilà l'ennemi !

Ici, je crois que, de tous ceux qui ont écrit sur le sujet, Alain est celui qui l'a fait, à la fois, avec le minimum de mots et le maximum de pertinence :

Tout pouvoir aime la guerre, la cherche, l'annonce et la prolonge par un instinct sûr et par une prédilection qui lui rendent toute sagesse odieuse. Autrefois, je voulais conclure trop vite qu'il faut être assuré de la paix pour diminuer les pouvoirs. Maintenant, mieux instruit par l'expérience de l'esclave, je dis qu'il faut réduire énergiquement les pouvoirs de toutes espèces, quels que soient les inconvénients secondaires, si on veut la paix.

Tout est là, en effet.

Si on obtient une élévation sensible du standard de vie de la classe ouvrière, une meilleure répartition du revenu national, une réforme du régime des échanges, ou quoi que ce soit dans le sens de l'égalité en matière économique et sociale, on affaiblit le pouvoir et on diminue par là même les chances de guerre. Si, au contraire, les inégalités subsistent ou s'aggravent, on laisse ces chances en l'état ou on les augmente. Ce régime, conçu pour l'exploitation de l'homme par l'homme, jusques et y compris par la guerre sociale et internationale, n'a qu'un talon d'Achille : le por[238]tefeuille des classes qui le dirigent. Sur le plan du pacifisme comme sur tous les autres, c'est donc là qu'il faut frapper. Tout le reste n'est que littérature et n'affaiblit en rien, ni moralement, ni matériellement, le pouvoir en la personne des classes qui le détiennent et ne constitue aucune entrave à leurs desseins.

Qu'on n'aille surtout pas croire qu'on puisse procéder dans l'ordre inverse et reconquérir le pouvoir d'abord pour transformer le régime ensuite : depuis 1917, la Russie n'existe que comme un vivant reproche aux tenants de cette manière de voir que 1936 et les diverses expériences gouvernementales d'après la Libération n'ont pas renflouée.

Pour avoir par trop méconnu ces vérités élémentaires auxquelles, sortant des limites de la bienséance et de la modestie, je me permets de donner un caractère absolu d'évidence dans la forme, nous avons subi la guerre, nous, les pacifistes, nous

l'avons faite comme les autres — à quelques courageuses exceptions près — nous sommes allés dans les camps de concentration de l'un ou l'autre des clans en présence, etc.

Et, surtout, nous avons permis au régime de renaître de ses cendres.
Telle est, du moins, mon opinion personnelle.

Écueils

De ce qui précède, il résulte que la meilleure arme dont la classe ouvrière puisse disposer pour affaiblir le pouvoir est un mouvement syndical puissant et solidement amarré à ses revendications, notamment à l'élévation de son niveau matériel de vie.

[239]

Las ! Ici aussi nous sommes en 1953...

Le pouvoir a pressenti l'immense parti qu'il pourrait tirer du syndicalisme. En Russie, il a réussi à l'asservir complètement et à en faire le plus précieux auxiliaire de l'impitoyable régime qu'il fait peser sur la classe ouvrière. En France et dans le monde occidental où les jeux de la dictature de classe sont plus subtils, il l'a divisé, et chacune des équipes qui s'exercent tour à tour ou en collaboration, dispose d'un de ses tronçons dans lequel on discute de tout, en fonction non plus des revendications ouvrières proprement dites, mais des crises ministérielles et des changements possibles ou probables d'équipe. La C.G.T. est inféodée au Parti communiste, la C.F.T.C. au M.R.P., le Parti socialiste dispose de F.O. et le R.P. F. de la C.T.I..

Le résultat le plus clair et le plus grave de cette situation est que toute prise de position sur ses revendications est interdite à la classe ouvrière sous peine de se voir accuser, par les uns, de faire le jeu du Parti communiste si elle menace de passer à l'action ; par les autres de faire celui du gaullisme : et de toutes les entreprises factieuses si elle reste indifférente à son sort ou si elle s'en remet à ceux qui se sont improvisés ses mandants à la faveur de la désaffection générale et qui, moyennant d'honnêtes rétributions, jouent les entremetteurs dans la coulisse. Il s'ensuit que les mesures proposées en fonction de considérations qui n'ont rien à voir avec la condition ouvrière, ne sont jamais prises qu'en fonction des besoins du pouvoir et des possibilités minimisées des classes qu'il représente. Naturellement, elles sont toujours des cotes mal taillées qui ne changent rien aux rapports économiques et sociaux. Nous en sommes au règne du courtier en compromis qui prolifère sur la résignation et le dégoût et qui résout tout sur le plan politique, c'est-à-dire dans l'ombre.

[240]

Cette disposition d'esprit a fait tache d'huile et le syndicalisme n'est pas sa seule victime : il est maintenant devenu absolument impossible à un honnête homme de prendre position sur quelque problème que ce soit sans être accusé par les uns ou par les autres, et très souvent par les deux, des plus noirs desseins. Les choses en

elles-mêmes ont fini par perdre le caractère qu'elles tenaient d'elles-mêmes et par n'avoir plus d'importance, qu'eu égard à ce qu'en pensent Staline ou Truman, Thorez ou de Gaulle, Bidault ou Jules Moch, Frachon ou Jouhaux.

Il n'est, par exemple, pas permis de protester contre l'arrestation de 2 900 personnes par 10 000 flics sur les Champs Elysées contre la guerre d'Indochine, la politique de réarmement intensif, etc. autrement qu'en risquant l'accusation de stalinisme. Si, au contraire, vous vous avisez de prétendre que n'importe quel soudard russe pourrait venir se faire acclamer par le Parti communiste en plein Paris, qu'Ho Chi Minh agit pour le compte du nationalisme russe et Mao Tsé Tong itou, que la Pologne, la Tchécoslovaquie ou la Hongrie sont sous la botte, alors, vous devenez un valet de Truman. Ne touchez pas aux camps de concentration allemands autrement que pour avaliser ce qui en a été dit par leurs historiographes officiels, sans quoi vous réaliserez contre vous l'unanimité des quatre grands courants politiques agréés, reconnus et dûment estampillés : j'en sais quelque chose. Et si vous vous déclarez pacifiste intégral, ce sera le comble...

Eh bien, non !

Il faut en finir avec ces procédés de discussion qui condamnent tout le monde au silence et à l'inaction et qui font successivement le lit, non pas de tous les imposteurs car ils sont toujours les mêmes, mais de toutes les impostures.

[241]

Je réclame pour moi-même le droit de rechercher la vérité et de la dire, sans me soucier de savoir si Truman ou Staline et leurs hommes liges respectifs, dans cette parti, du monde, y trouvent ou non leur compte.

Ce problème se pose d'ailleurs dans les mêmes termes devant la conscience de tous les pacifistes : s'ils ne réagissent pas collectivement contre la prétention qu'on a de les enfermer dans l'alternative Truman-Staline ; s'ils ne mettent pas rapidement au point l'ensemble des règles de propagande, d'action par lesquelles ils entendent affaiblir le pouvoir, partout où ils se trouvent, indépendamment de toutes autres considérations ; s'ils ne réussissent pas à accréditer dans l'opinion que l'ennemi du dehors n'existe que dans la mesure où celui du dedans l'a créé pour ses besoins, que les notions d'agresseur, de légitimité de la guerre défensive, de force au service du droit, etc., ne s'entendent que parce qu'elles prennent pour unité d'appréciation d'autres notions tout aussi superficielles, comme la Nation, la Patrie, l'État, la Famille, la Démocratie purement formelle, etc. il leur sera de nouveau impossible de faire prévaloir une solution humaine sur le plan humain quand les événements seront là.

Parce que tous ces éléments n'ont pas encore été intégrés dans la doctrine et dans le dispositif d'action de l'ensemble des pacifistes, il leur est maintenant, impossible de produire une interprétation valable des événements de Corée.

Et pourtant !

[242]

Les évènements de Corée

L'expérience prouve que l'opinion publique est incapable de s'élever au-dessus des contingences et de penser la guerre en soi. Il ne lui tombe pas sous les sens que la structure d'un régime qui suppose la rivalité des classes à l'intérieur des nations et la rivalité des États sur le plan mondial est une cause permanente de guerre. Par contre, elle est très sensible à la matérialité des faits de guerre, même des plus insignifiants. En 1946, lors de l'échec de la conférence de Moscou, elle commença de s'inquiéter. Avec l'affaire de Berlin, elle donna les premiers signes de l'affolement : des gens vous rencontraient qui vous disaient avec assurance que la guerre était pour la fin de l'année. Avec l'affaire de Corée, l'affolement fut total et tout le monde fit des stocks, en prévision du déclenchement imminent des hostilités et de la mêlée générale.

Il faut reconnaître que le nouvel échiquier diplomatique, s'il n'est pas tellement plus compliqué que l'ancien, est tout de même beaucoup plus vaste. Il n'était pas facile de réaliser que le blocus de Berlin n'était qu'une manœuvre stratégique de diversion destinée à occuper toutes les forces américaines du moment, pendant que Mao Tsé Tong procédait à la conquête de la Chine. Il ne l'est pas davantage d'assimiler pleinement une situation dans laquelle, après la Corée, il reste encore Formose, l'Indochine, les Indes néerlandaises et les Indes tout court, l'Irak, la Turquie, la Grèce, la Yougoslavie et l'Allemagne coupée en deux, qui sont autant de points névralgiques gros d'incidents sur la route qui conduit à la prochaine guerre. A quel endroit le feu sera-t-il irrémédiablement mis aux poudres ? On ne le sait pas.

Ce qui, par contre, ne semble pas souffrir de discussion, [243] c'est que la guerre de Corée n'est que le premier « incident » militaire de la lutte que, depuis la Libération, se livrent :

- le bloc atlantique poussé par la nécessité de garder ou de conquérir des débouchés à l'énorme quantité de richesses libérées qu'il s'entête à ne pas distribuer, dans la mesure de leurs besoins, à ceux qui les produisent dans son sein ;
- et le bloc soviétique, poussé par la nécessité contraire dans laquelle il se trouve d'obtenir que lui soient concédées les matières premières indispensables à son essor industriel.

En d'autres termes, les États-Unis ont besoin de vendre et la Russie d'acheter — ou, tout au moins, dans chacun des deux blocs, les classes qui les dirigent. Sur le plan du bon sens populaire, le problème est facilement soluble : que les Américano-Européens vendent aux Russes, que les seconds achètent aux premiers, et tout sera dit. Évidemment, mais c'est précisément là que l'affaire se complique.

Par principe, les Américains hésitent à vendre aux Russes : la peur de consolider le régime bolchevique et de le porter, petit à petit, à un tel degré de développement économique, qu'il sera impossible de l'empêcher de gagner toute la planète. Alors, ils préfèrent, ou détruire leurs « surplus » ou les donner gratuitement - plan Marshall — aux ennemis des Russes. Parallèlement, ils proclament qu'ils accepteraient sous certaines conditions

- de prix pour garantir le profit de la classe au pouvoir ;
- de limitation des zones d'influence pour se protéger contre la subversion (de zones d'influence aux frontières desquelles un nombre impressionnant de soldats armés jusqu'aux dents monteraient une garde vigilante).

[244]

Naturellement, les Russes n'acceptent pas ces conditions — ni de prix, parce que leur économie n'est pas en état de les supporter, ni de limitation des zones d'influence parce qu'elles leur feraient une situation défavorisée, les Américains ayant la prétention de se réserver le contrôle commercial des trois quarts au moins de la surface du globe.

Tel est le fond du problème et, sur ce fond, le devoir des pacifistes est clair : de ce côté-ci du rideau de fer, obliger les classes dirigeantes à vendre aux Russes, à des prix abordables et sans autre condition, tout ce qui n'est pas nécessaire pour porter à un niveau décent le standing de la classe ouvrière. Ici, tout est du ressort d'un syndicalisme qui aurait conscience de son rôle, qui saurait ce qu'il veut et où il doit aller. Si une action parallèle pouvait naître de l'autre côté du rideau de fer, dans le dessein d'obliger la classe des bureaucrates à acheter aux Américains, à n'importe quel prix, plutôt que de s'en remettre à la fortune des armes, il n'en vaudrait que mieux, mais... Il faut, en tout cas, se pénétrer de cette idée que, de toutes façons, les victoires que nous remporterons contre nos propres exploiters sont notre seule chance de voir cette action naître un jour là-bas. Ceci est élémentaire.

Où l'affaire se corse, c'est dans l'accomplissement de ce devoir. Pour clair qu'il soit, il n'en est pas moins délicat : les pacifistes mêlés à l'action de classe ne pourront, en effet, pas esquiver, chemin faisant, une prise de position nette et catégorique sur les irresponsabilités d'une situation dont la guerre de Corée n'est qu'un des éléments caractéristiques.

Voici donc comment je vois les choses.

[245]

L'Histoire et le moment historique

On peut évidemment limiter l'investigation aux événements de Corée, les isoler du reste dans l'espace et dans le temps et dire :

« En juin 1950, les Coréens du Nord, inspirés par Staline, ont envahi la Corée du Sud ; ils sont donc les agresseurs et ils ont pris la responsabilité totale de déclencher une guerre dans laquelle l'O.N.U. n'intervient que pour rétablir une situation de droit résultant d'une convention par traité. »

Sur le plan du moment historique, cette thèse, qui a du reste la faveur de l'opinion, n'est pas discutable.

Mais on peut dire, à l'inverse :

« La convention par traité dont il est question, établie sans consultation du peuple coréen et probablement contre son gré, n'est que la résultante d'un rapport de forces entre les deux parties en cause ; elle consacre une situation de fait et non une situation de droit,

ce qui lui enlève toute valeur morale et, comme ce sont les plus forts, c'est-à-dire les états majoritaires sur le plan des délibérations à l'O.N.U. et sur celui des armes dans le clan des « vainqueurs » qui l'ont imposée, toute la responsabilité leur en incombe unilatéralement. »

Cette thèse non plus n'est pas discutable, mais, pas plus que l'autre, elle ne s'élève au-dessus du moment historique.

On pourrait ainsi remonter le cours de l'Histoire de moment historique en moment historique et, passant par une suite de responsabilités unilatérales qui se contredisent, établir que le problème ainsi posé est sans issue.

[246]

Fort heureusement, on peut en transposer les données dans l'espace et dans le temps, ce qui est la seule façon de le dégager de l'argutie et de lui donner quelque signification.

Dans l'espace, on arrive à ceci :

Pour un nombre sensiblement égal d'habitants, les Occidentaux et les Orientaux disposent du contrôle des richesses libérées du globe dans les proportions approchantes suivantes : 4/5 aux premiers, 1/5 aux seconds. Il ne saurait être question de soutenir que cette répartition est juste, ni que les Occidentaux n'en sont pas les seuls responsables. À vouloir à toute force maintenir le statu quo pour de misérables raisons de profit, en même temps qu'ils obligeaient la République de Weimar à céder la place à Hitler, lesdits occidentaux permettaient à une clique de pseudo-communistes de détourner la Révolution russe de son sens et de lui donner l'horrible figure que nous lui connaissons aujourd'hui. Tout ceci indépendamment des réserves qu'on peut faire relativement à la conduite des opérations sur le plan diplomatique car, de même qu'ils s'étaient révélés d'une extraordinaire faiblesse en ce domaine devant les entreprises du national-socialisme, de même ils perdent coup sur coup la face devant celles du bolchevisme en Corée : le franchissement du 38e parallèle par le butor Mac Arthur, les résultats du vote condamnant la Chine comme agresseur, la position prise par le pandit Nehru et les pays arabes, les hésitations de la France et de l'Angleterre, etc. sont autant de cuisants échecs — pas volés ! — et démontrent que la diplomatie russe a réussi à dissocier la coalition adverse en excipant de son droit incontestable à une plus équitable répartition des richesses.

Le malheur veut — hélas! — que pour conquérir leur part, les Russes emploient les mêmes moyens que les autres [247] pour la leur refuser et que, s'ils y arrivaient, tout permet d'affirmer : premièrement, qu'ils ne s'en satisferaient pas ; deuxièmement qu'ils en feraient la même chose sur le plan de la distribution interne.

Ici, nous entrons dans le temps et abordons l'Histoire.

Ce fut un enfantillage de laisser s'accréditer cette légende selon laquelle il y aurait, d'un côté des capitalistes et de l'autre des hommes en train de placer un sixième globe sur les voies qui conduisent au communisme : le capitalisme est UN et, sous des formes variées ou simplement nuancées, a étendu sa domination sur toute la surface du globe. Il est seulement compartimenté, politiquement, et ceci est à l'origine des antagonismes économiques entre ses divers compartiments ou États. Libéral en Amérique, il l'est un peu moins en France, un peu moins encore en

Angleterre, un peu moins, toujours, en Allemagne, en Italie et dans l'Europe balkanique, jusqu'à devenir la plus odieuse des dictatures en Espagne et en Argentine, en Russie et en Chine. Du plus au moins mauvais, ce dégradé suit la courbe des possibilités techniques de libération des richesses du globe par le travail dont la conséquence est une situation plus ou moins favorable sur le marché mondial. Force est bien de reconnaître que, partout, les formes de la propriété, le mode de production, de circulation et de distribution des richesses, l'accumulation par le profit, les institutions, etc., sont exactement semblables dans le principe et reposent sur la division des sociétés en classes et le recours à la guerre sociale ou internationale. À l'échelle mondiale, l'homme qui bénéficie de l'erreur de Marx quant à l'État ou au régime transitoire et à la dictature du prolétariat, exploite l'homme qui en pâtit. Que cette exploitation soit plus ou moins supportable n'est pas discutable, mais elle n'en est pas moins une exploitation et pas moins condamnable.

Il y a seulement une Histoire du capitalisme, lequel, comme la terre et comme l'humanité, a passé par différents âges : l'expérience a prouvé qu'à son âge bolchevique — et russe par accident — l'homme était le plus malheureux, et ceci élève les responsabilités des disciples de Marx, de Lénine et de Staline au même degré que celles des disciples plus ou moins attardés de M. de Malestroït.

Avec cette circonstance aggravante qu'ayant trahi notre foi, après avoir condamné le mouvement ouvrier à passer de l'offensive à la défensive dans tous les pays du monde, ils ont fini par le jeter dans la plus tragique des impasses.

Dès lors, quel choix est possible ?

Supputations

Il reste à essayer de se représenter le cours que peuvent prendre les événements à partir du point où ils en sont. Si le bon sens populaire devenait subitement le code du parfait chef de peuple, tout rentrerait dans l'ordre comme par enchantement : de part et d'autre du 38^e parallèle, Américains et Soviétiques feraient marche arrière et réintégreraient leurs pays d'origine, laissant au peuple coréen le soin de prendre en mains ses propres affaires.

Mais alors, imaginez la catastrophe économique qu'une telle décision constituerait pour chacun des deux blocs en présence.

Pour les États-Unis dont tous les entrepôts sont pleins à craquer d'une quantité de richesses qu'ils ne veulent ni vendre aux seuls acheteurs possibles, ni distribuer intégralement [249] à ceux qui la produisent, cela équivaldrait à renoncer au profit et à condamner à mort leur classe dirigeante en tant que telle.

Pour les Russo-Asiates, ce serait consentir à une situation d'infériorité économique, au ralentissement dans le processus de développement industriel qui, faute de matières premières indispensables, en serait la conséquence, aux remous sociaux qui en résulteraient, à un changement probable de régime.

D'autre part, le conflit coréen est trop limité, à la fois pour permettre au bloc atlantique d'écouler tous ses trop-pleins artificiels et aux Russo-Asiates de mettre la main sur des quantités suffisantes de matières premières.

Deux solutions sont donc possibles :

– ou bien la Chine de Mao Tsé Tong se dissociera de la Russie et l'immense marché qu'elle constitue pourra jouer, pendant un certain temps, le rôle de soupape de sécurité pour la production atlantique, mais les Russes se jetteront sur l'Europe occidentale pour faire compensation et échapper à l'asphyxie, et ce sera la guerre ;

– ou bien cette dissociation est exclue, mais, dans ce cas, toute l'Asie finira par entrer, de gré ou de force, dans le bloc soviétique, et ce sera encore la guerre — une guerre, dès le début de laquelle l'Europe occidentale ne pourra pas davantage échapper à l'invasion.

Dans les deux cas, le résultat sera le même et ce n'est qu'une question de temps.

[250]

Dès lors, la dernière question qui puisse se poser aux yeux des pacifistes fermement décidés à aller jusqu'au bout de leur logique et à laquelle ils doivent dès maintenant répondre est de savoir quelle attitude ils recommanderaient s'ils ne réussissaient pas à affaiblir assez le pouvoir pour l'empêcher de nous jeter dans l'aventure à corps perdu, si la guerre arrivait néanmoins et si, un jour, ils se trouvaient, comme tout pousse à le redouter, en présence des armées en marche, entrant musique en tête, dans la dernière farandole de ce macabre.

À ce propos, Alfred Rosmer a rappelé, quelque part, qu'à Trotsky qui lui posait la question dans les mêmes termes, au sujet de la guerre de 1914, le socialiste belge Huysmans, alors pacifiste intégral, répondit, aux environs de 1913 :

Ce que nous ferons, si la guerre éclate néanmoins entre la France et l'Allemagne, et si les armées allemandes manifestaient l'intention de passer par la Belgique pour se porter à la rencontre de leurs adversaires ? Mais... un petit couloir pour les laisser passer !

Évidemment, ce n'était qu'une boutade : Huysmans voulait seulement dire qu'à ses yeux, l'invasion valait mieux que la guerre.

Et il avait raison.

Dans le cas qui, nous occupe, il ne s'agit pas seulement d'une invasion, mais d'une double invasion. Car, il est vain d'espérer que, dans le drame qui se prépare, des pays qui peuvent constituer, soit un débouché pour l'économie américaine, soit une source de matières premières pour les Russes, soit des positions stratégiques pour les deux, puissent être [251] respectés dans leur intégrité territoriale par les belligérants, il l'est aussi de penser que, destinés à être — envahis par les uns, nous ne le sommes pas moins à être reconquis — libérés ! — par les autres¹.

¹ Ceci m'amène à dire aux Français que, s'ils sont un jour mobilisés, ce sera contre les Américains et non contre les Russes ! Et à regretter que la thèse de la non-résistance armée à un agresseur éventuel, qui avait la faveur des milieux progressistes avant 1914, soit quasi perdue de vue aujourd'hui.

Coréens de la farce de toutes façons, quelle peut alors être la valeur de notre participation, si ce n'est aggraver le désastre sur le plan matériel et perdre l'honneur sur le plan moral en l'accordant ?

Les pacifistes par le biais

Ces considérations sont à l'origine d'un courant de pensée qui s'est plus particulièrement développé au cours de ces derniers temps : le neutralisme qui, ne s'embarrassant d'aucuns principes doctrinaux les a directement et uniquement rattachés aux rapports des forces en présence.

La piètre diplomatie des Occidentaux a mieux mis en évidence encore que, hormis dans le domaine de la bombe atomique, les Orientaux étaient infiniment supérieurs sur le plan militaire. Ils ont, en effet, à leur disposition un inépuisable réservoir d'hommes, un matériel techniquement aussi poussé que celui des Américains, mais beaucoup plus important, une organisation défensive mieux étudiée, mieux entraînée, plus cohérente et, par rapport aux points névralgiques possibles ou probables, ils occupent une position stratégique beaucoup plus favorable.

[252]

Ceci, qui n'a échappé à personne dans les officines où l'on s'occupe, soit d'entretenir le moral, soit de mettre en place le dispositif idéologique de combat, y a semé le désarroi en politique. La France est le pays du marécage. Robespierre l'avait déjà fort bien discerné : s'il y a des gens qui définissent leur attitude par référence à des principes, plus nombreux sont ceux qui pratiquent la politique des résultats, volent au secours de la victoire, sont collaborateurs sous l'occupation et résistants à la Libération. Surtout — hélas ! — parmi les leaders intéressés de l'opinion...

Or, les résultats obtenus en Corée par les Américains ne sont, de toute évidence, pas, encourageants.

Ainsi est né le neutralisme qu'il ne faut pas confondre avec le pacifisme.

Le pacifisme est contre toutes les guerres, dont aucune, à ses yeux, ne peut être justifiée par aucune morale vraiment humaine. Il ne pense pas qu'envisagées sur le plan du nationalisme, il y ait des guerres d'agression à condamner et des guerres de défense à prévoir, à préparer et à subir avec courage. Aussi imparfaitement qu'elles soient actuellement délimitées, il postule que c'est seulement sur le plan des casses sociales qu'il est possible de spéculer sur ce problème.

Séparées par des frontières artificielles, arbitraires et conventionnelles, les classes dirigeantes de tous les pays se battent à fleuret moucheté pour la conquête de marchés extérieurs. Quand, par la force des choses, leurs entreprises sortent du cadre de la concurrence traditionnelle et pacifique, c'est-à-dire rendent caduques les règles archaïques de l'échangisme international, quand, de part et d'autre, des frontières, leurs intérêts [253] s'opposent irréductiblement, elles tombent d'accord pour faire se battre à fleuret démoucheté les classes qu'elles oppriment.

Dans ce cas — singulière coïncidence — la guerre intervient presque toujours, comme à point nommé, pour résoudre un problème de gouvernement : 1914 et 1939 en sont des exemples probants.

Cette prise de position est de principe.

Elle n'a rien de commun avec celle des neutralistes, du moins, telle qu'elle est proposée par leurs leaders du moment, qu'ils soient de droite (M. Beuve-Méry, dit Sirius, du journal *Le Monde*) ou de gauche (M. Claude Bourdet, de *L'Observateur*), dont la prise de position est essentiellement de circonstance.

MM. Beuve-Méry et Claude Bourdet ne sont pas contre la guerre en général : ils sont seulement contre celle qui vient. En 1939, ils n'étaient ni Munichois, ni pacifistes, et il leur arrive encore de s'en flatter. Par ailleurs, ils sont contre celle qui vient, c'est uniquement parce qu'ils ne voient pas l'Europe occidentale, et plus particulièrement la France, y jouer un autre rôle que celui d'une nouvelle Corée : beaucoup de désastres dont nous ferions la plus grosse part des frais sans aucun espoir de compensation, le conflit terminé. D'où, chez l'un comme chez l'autre cette profession de foi qu'ils croient être de sagesse : la neutralité. Nous avons tout à perdre, rien à gagner, n'y allons pas : si, comme tout permet de le redouter, les deux antagonistes en viennent aux mains, cette attitude les déterminera infailliblement à chercher un autre terrain pour l'accomplissement de leurs exploits et nous serons à l'écart du conflit.

[254]

On voit à quel point cette thèse est candide.

Elle a valu à M. Beuve-Méry et Claude Bourdet d'être accusée de crypto-communisme. Pour ma part, je ne sais pas dans quelle mesure cette accusation est fondée. Il m'est personnellement arrivé d'être accusé de crypto-communisme par les gens bien pensants qui, comme nul n'en ignore, sont tous dans le clan américain, tandis que les communistes m'accusaient d'américanophilie. De plus en plus les esprits libres sont appelés à recevoir des coups des deux côtés. Il peut toutefois être considéré comme symptomatique que MM. Beuve-Méry et Claude Bourdet n'en reçoivent que d'un côté. Et, quand je les vois l'un et l'autre écrire que Staline ne désire pas la guerre, il me faut bien convenir que, si ce n'est pas une vue enfantine c'est, à coup sûr, une déclaration de vassalité sous la forme d'un préjugé favorable.

Pour la plupart des gens avertis de ces questions, la guerre ou la paix, ne relève pas du désir d'un chef d'État. Il est par trop simpliste de dire que Staline et Truman veulent ou ne veulent pas la guerre. La forme supérieure de la diplomatie moderne tient dans cette règle générale que l'adversaire s'inclinera devant la force. Ça n'a jamais réussi — il est toujours arrivé un moment où l'adversaire ne s'est pas incliné parce qu'il ne pouvait le faire qu'en acceptant de mourir : or, les chefs d'État ne se suicident qu'à la dernière extrémité : exemple Hitler. Malgré quoi, la règle ne change pas — dans les sphères diplomatiques — on n'en est pas encore à penser que les différends internationaux puissent se résoudre à l'écart des rapports de forces. Ce serait la mort des classes sociales distinguées¹. Or, les classes sociales distinguées ne

¹. Cf. page 216 : Au-delà de la polémique.

se suicident pas plus que les chefs d'État. Il se peut que MM. Beuve-[254]Méry et Claude Bourdet parlent de ces questions sans en être exactement avertis, mais...

Ceci dit, il n'est cependant pas mauvais que M. Beuve-Méry ait publié dans *Le Monde* le rapport attribué, à tort ou à raison, à l'amiral Fechteler¹ et que M. Claude Bourdet lui ait fait écho dans *L'Observateur*. Il n'est pas mauvais que, dans *Le Monde* du 11 juin 1952, M. Beuve-Méry soit revenu à la charge avec son article intitulé « Vers la troisième ? ». Et il n'est pas mauvais qu'il conserve la possibilité de le faire encore quand la fantaisie l'en prendra. Pour incohérente qu'elle soit, et forcément tendancieuse — il ne serait, en effet, pas difficile de monter une doctrine neutraliste en avançant avec aussi peu de raisons que c'est l'Amérique et non la Russie qui ne veut pas la guerre — la position de M. Beuve-Méry et Claude Bourdet recoupe le pacifisme de principe en bien des points, particulièrement dans l'analyse objective des situations à laquelle elle ne peut totalement échapper. Et si ces recoupements, qui sont toujours publics, n'ont qu'une valeur relative quand ils se font dans *L'Observateur* à tirage restreint, ils en ont une très grande et indiscutable quand ils se font dans *Le Monde*, journal à grand tirage.

Par exemple, on peut se demander ce que M. Beuve-Méry entend par incidences insupportables et n'être pas sûr qu'il voit la course aux armements partir des mêmes causes que nous, lorsqu'il écrit :

La guerre peut être prévue avec une quasi certitude, à partir du moment où la course aux armements atteint un certain rythme, où ses incidences deviennent si insupportables qu'on s'accoutume de part et d'autre à l'idée d'en finir.

[256]

Mais il n'est pas possible de ne pas être d'accord avec lui sur le processus et son aboutissement.

Et il n'est pas possible, non plus, de ne pas avoir, sinon les mêmes craintes, du moins des craintes de même nature, s'il poursuit :

Champions des libertés démocratiques, les États-Unis doivent enrôler sous leur bannière, en Asie, Syngman Rhee, Tchang Kaï Chek et Bao Daï. En Europe, ce sont les nazis, les fascistes, les phalangistes, les miliciens, qui se flattent, au nom d'un antibolchevisme éprouvé, d'être demain les plus sûrs soutiens de l'Occident. Si bien que l'Européen moyen, celui qui devait reconstruire un monde habitable pour lui sur les ruines sanglantes des fascismes, ne cache pas son désarroi. Il sent, il comprend que les moyens mis en jeu menacent au moins autant qu'ils l'assurent la fin qu'on se propose, qu'une profonde réconciliation franco-allemande est rendue plus difficile, que l'Europe se défait plus qu'elle ne se fait. Si les combattants de la liberté et de la justice ne peuvent plus croire ni à la liberté, ni à la justice, ne serait-ce pas que l'institution démocratique est dorénavant et déjà condamnée ?

Ce qui n'est pas acceptable, c'est le dilemme qui ressort des deux propositions suivantes juxtaposées sous sa plume, dans le même article :

1° Si l'agression menace réellement, si le front européen est vraiment un secteur du front commun qui vaut bien celui de Corée et qui doit être défendu à tout

¹ Que ce rapport soit ou non de l'amiral Fechteler n'a aucune importance puisque l'Etat-Major américain fait siennes les idées qu'il contient et le reconnaît.

prix, ce sont trente ou quarante divisions que les Américains devraient envoyer en Europe.

2° Une Europe qui aurait ou voudrait se donner le moral des Finlandais ou des Norvégiens, le civisme des Anglais, l'armement des Suédois ou des Suisses, n'aurait vraisemblablement rien à redouter pendant longtemps de la part des Russes. À plus forte raison s'il était bien entendu qu'une agression de leur part déclencherait la garantie américaine et la guerre mondiale.

[257]

Dans le premier cas, c'est la Fédération atlantique avec toute ses conséquences, c'est-à-dire la guerre ; dans le second, il ne s'agit pas d'un problème moral, mais d'un problème de structures et les termes mêmes dans lesquels M. Beuve-Méry le propose impliquent la guerre encore, en fin de compte.

Le cercle est vicieux.

Il l'est au point que, pour en sortir, M. Beuve-Méry ne voit d'autre moyen que de revenir à l'Allemagne et de proposer pour elle un statut analogue à celui de l'Autriche. Si on ne veut pas en arriver là, conclut-il, mieux valait faire un Munich complet en 1939, car :

Mieux valait ménager l'Allemagne, bien qu'elle fût hitlérienne ; à quel que fût le prix demandé, puisqu'elle devait tôt ou tard entrer en lutte avec Moscou. Lui résister, l'affaiblir, c'était fortifier le bolchevisme.

Les pacifistes ne peuvent se satisfaire d'une politique de paix qui prétend sauver les structures traditionnelles et réussir en se bardant d'horizons bouchés et de regrets à la fois stériles et sans grandeur.

Il faut toutefois reconnaître que des raisonnements ont détourné des gens de cape et d'épée, toute cette partie saine de l'opinion qui croyait très sincèrement qu'il était possible d'influencer Staline, de l'intimider et de le faire reculer — en dépit que la même méthode ait lamentablement échoué avec Hitler ! — et qui sont maintenant convaincus que la politique de force conduit sûrement à la guerre, par le canal de la misère et de la dictature de classe.

Par un effort concerté et méthodique, il serait, je crois, relativement facile de les amener à faire le tout petit pas qui [258] les conduirait du neutralisme ou pacifisme d'opportunité au pacifisme de principe.

Ils ont réfléchi, ils se sont interrogés et tout permet de supposer qu'ils sont disponibles pour cette idée selon laquelle la seule chance de salut du monde réside dans une transformation profonde de sa structure économique.

Et, bien que nourrissant un certain nombre d'illusions quant aux possibilités de tenir à l'écart du conflit un pays qui serait de quelque utilité stratégique ou économique pour les adversaires en présence, leur comportement, étant identique au nôtre, ils peuvent très efficacement renforcer notre propagande et notre action.

Ce qui n'est pas négligeable, si nous voulons bien réaliser que nous sommes, nous aussi, contraints de pratiquer, dans une certaine mesure, la politique des résultats.

Et maintenant ?

Le terrain étant ainsi déblayé et l'opinion prévenue sur le sens possible de l'action pacifiste, il importe de passer à la partie constructive du débat, c'est-à-dire à l'examen des formes et des moyens.

Notre première préoccupation doit être, de rassembler, dans un exposé succinct et catégorique qui pourrait servir de programme d'action immédiate, toutes les idées dont la propagation et la mise en pratique seraient de nature à affaiblir notablement le pouvoir¹.

[259]

La seconde doit consister à agglomérer dans un mouvement solide tous ceux qui se rallieront à ces idées. Ici, c'est un membre de l'enseignement, le secrétaire-adjoint du Syndicat national des instituteurs de la Dordogne, Coucteil, qui donne le ton. Tout récemment, il adressa au bureau de sa Fédération nationale une lettre qu'on mit au panier, mais qu'il trouva quand même le moyen de rendre publique :

Que l'on rassemble, disait-il notamment, toutes les fractions de la gauche française, que l'on prenne contact avec tous ceux qui peuvent nous comprendre, et ils sont nombreux ; avec tous ceux qui ont adhéré aux Citoyens du Monde, avec les libres-penseurs, les libertaires, les socialistes authentiques, le Mouvement de Libération du Peuple, les Chrétiens de gauche, et cette foule de petites organisations étouffées par les moyens des grands mouvements.

Ce front humain constitué pourra établir des relations internationales avec toute la gauche européenne, le Congrès des Peuples et les pays asiatiques groupés autour de l'Inde qui a joué un si grand rôle ces jours derniers². (*École émancipée*, 20 janvier 1951)

Il se peut que, sinon dans ses principes, du moins dans les voies qu'elle prétend emprunter, cette forme d'action ne fasse pas très grand cas des canons soréliens de la lutte des classes inspirée du marxisme. On lui reprochera sûrement de cultiver le compromis et de risquer certaines promiscuités. Mais Georges Sorel est, lui aussi, dépassé. Nous entrons dans le temps où l'action militante ne peut plus avoir de sens qu'en fonction de son efficacité. Or, l'efficacité est elle-même conditionnée, non par la violence instinctive et brouillonne qui condamne à la dispersion des efforts, c'est-à-dire à l'impuissance, mais par la volonté réfléchie de repenser tous ces problèmes et de les sortir des fondrières où les a précipitées le byzantinisme des doctrines.

Il est devenu nécessaire de réviser toutes les valeurs et de reconsidérer tous les systèmes.

De ressaisir les fils ténus d'une action actuellement diluée dans, les pires divagations et de la redéfinir avant que de songer de nouveau à l'engager.

L'heure est aux bilans et aux confrontations.

¹ Le Rassemblement universel pour la paix du monde, organisé à Paris les 11 et 12 novembre 1952 par le Comité national de résistance à la guerre et à l'oppression, s'y est essayé et peut-être a-t-il promu de nouvelles raisons d'espérer. (Chez le même éditeur, demander la brochure qui rend compte des débats.)

² Ceci était justement le but poursuivi par le Rassemblement universel de la Toussaint. L'avenir nous dira dans quelle mesure il a réussi.

La saisir au vol et se résoudre à ce loyal effort de la pensée, telle est la dernière chance de l'homme contre la guerre.

Mâcon, 15 janvier 1953.